LA PÉNINSULE BALKANIQUE

ESQUISSE HISTORIQUE ETHNOGRAPHIQUE, PHILOLOGIQUE ET LITTÉRAIRE

COURS LIBRE

professé à la Faculté des Lettres de l'Université de Montpellier

PAR

LÉON LAMOUCHE

CAPITAINE DU GÉNIE

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES LANGUES ORIENTALES

PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES

LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF

50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1899

LA
PÉNINSULE BALKANIQUE

LA
PÉNINSULE BALKANIQUE

ESQUISSE HISTORIQUE
ETHNOGRAPHIQUE, PHILOLOGIQUE ET LITTÉRAIRE

COURS LIBRE

professé à la Faculté des Lettres de l'Université de Montpellier

PAR

LÉON LAMOUCHE

CAPITAINE DU GÉNIE
DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE DES LANGUES ORIENTALES

PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES
LIBRAIRIE PAUL OLLENDORFF
50, CHAUSSÉE D'ANTIN, 50

1899

Il a été tiré de cet ouvrage
cinq exemplaires sur papier de Hollande
numérotés.

LA PÉNINSULE BALKANIQUE

I

LES NATIONALITÉS DE LA PÉNINSULE BALKANIQUE A LA FIN DU XIXe SIÈCLE

L'extrémité sud-est de l'Europe, qui depuis tant d'années tient presque constamment attachés sur elle les yeux des diplomates et des hommes d'État, ne mérite pas moins d'attirer l'attention du philologue et de l'historien. Cette région qui, pendant plus de quatre siècles, ne fut qu'une fraction de l'Empire Ottoman, se présente encore à nous avec la variété et la confusion ethnographiques qui y régnaient au lendemain des invasions barbares. Figées, en quelque sorte, par la conquête turque, ses diverses nationalités sont restées juxtaposées, souvent enchevêtrées les unes dans les autres, mais sans jamais se fondre, et en conservant intacts leurs

caractères, leurs mœurs et leurs langues. Séparés de leurs sujets européens par une religion qui n'admet aucun compromis et dont l'influence s'étend sur toutes les parties de la vie politique et sociale, les Turcs ont laissé les nationalités chrétiennes de la Péninsule Balkanique vivre et se développer à côté d'eux. Aussi, lorsque, au commencement de notre siècle, la puissance ottomane, affaiblie par une suite de guerres malheureuses et par des révoltes éclatant au sein même de la population musulmane, eut commencé à chanceler, les nations chrétiennes, sortant du sommeil, ou plutôt du silence où les avaient maintenues la toute-puissance des conquérants, se trouvèrent prêtes à faire valoir leurs droits à l'existence et à la liberté, droits interrompus, mais non prescrits par la conquête.

Ces peuples qui tiennent une si grande place dans l'histoire contemporaine sont cependant peu connus encore en Occident. Leur histoire, en particulier, est presque ignorée. Et pourtant elle est pleine d'intérêt, car elle nous montre comment des nationalités qui pouvaient sembler perdues, oubliées de tous, s'ignorant presque elles-mêmes, ont pu reprendre vie et reparaître, pleines de jeunesse et de force, sur la scène du monde, d'où elles étaient disparues depuis quatre siècles.

C'est à l'étude de cette histoire que seront consacrés les premiers chapitres de ce travail. Les suivants exposeront les particularités caractéristiques des langues balkaniques, leurs rapports entre elles et avec les autres langues de l'Europe, enfin, les traits principaux de leurs littératures.

Ces différentes parties concourront à former un tout unique, car dans l'Europe orientale plus que partout ailleurs, la langue, la littérature et la politique sont fonctions l'une de l'autre. C'est grâce à la conservation de leurs langues que les nationalités balkaniques ont pu renaître à la liberté après plusieurs siècles d'esclavage, vérifiant ainsi la parole du grand poète de la France méridionale :

> Car, de mourre-bourdoun qu'un pople toumbe esclau
> Se tèn sa lengo, tèn la clau
> Que di cadeno lou deliéuro [1].

Pour faire dès maintenant connaissance avec les peuples qui seront l'objet de nos études, nous allons examiner la répartition géographique des différentes nationalités de la Péninsule des Balkans. Sous cette dénomination, nous comprendrons tous les pays qui, au commencement

[1] Car, qu'un peuple tombe esclave face contre terre,
S'il tient sa langue, il tient la clef
Qui le délivre des chaînes.
MISTRAL. (*Ode aux poètes catalans.*)

du XIX[e] siècle, faisaient partie, à titre médiat ou immédiat, de la Turquie d'Europe, et qui forment actuellement, en outre de quelques provinces demeurées ottomanes, les royaumes de Roumanie, de Serbie et de Grèce, la principauté indépendante du Monténégro et celle de Bulgarie, nominalement vassale de la Porte, enfin, les provinces de Bosnie et Herzégovine, occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie, sans que leur situation politique ait été réglée définitivement, en droit, du moins, car en fait, on peut les considérer comme annexées à l'empire des Habsbourg.

Six nationalités nettement distinctes se partagent ce territoire; ce sont les Turcs, les Grecs, les Albanais, les Roumains, les Bulgares et les Serbes. Les cinq dernières appartiennent à la grande famille indo-européenne; seuls les Turcs, venus d'Asie au XIV[e] siècle, se rattachent, comme les Hongrois et les Finnois, à la famille Touranienne.

Les Turcs ne représentent qu'une faible partie de la population de cette région qu'ils dominaient tout entière il n'y a pas cent ans. Leur nombre total atteint à peine 1,900,000 âmes, dont 1,300,000 dans les provinces demeurées ottomanes, 570,000 en Bulgarie, et quelques milliers dans les terri-

toires annexés en 1878 à la Roumanie et à la Serbie, et, en 1881, à la Grèce.

La population turque est très irrégulièrement répartie. On ne la trouve en masses compactes que dans la région voisine de la mer Noire, du Danube à la mer de Marmara. C'est en Thrace, de Constantinople à Andrinople, et dans la Bulgarie orientale, autour de Roustchouk, Choumen [1] et Varna, qu'elle possède la plus grande densité. Mais, dans ces régions même, elle n'occupe jamais d'une façon exclusive une grande étendue de territoire. Presque partout, on rencontre des villages chrétiens, bulgares ou grecs, suivant le pays, à côté de villages turcs, et dans les localités importantes la population est mêlée. En dehors des régions que je viens de citer, les Turcs se rencontrent surtout dans les villes ou dans leur voisinage. On en trouve aussi dans les campagnes mais assez disséminés, dans la Bulgarie méridionale (ancienne Roumélie Orientale), dans la Bulgarie septentrionale, le long des rives du Danube où ils avaient été établis pour assurer la garde de cette frontière, enfin en Macédoine, principalement dans la région qui entoure Salonique. Il est à remarquer que, dans les pays dont

[1] En turc, *Choumla* ou *Choumna*.

les habitants indigènes ont en grand nombre adopté l'islamisme, comme l'Albanie et la Bosnie, il n'existe pas de population turque. Ce fait montre bien le caractère d'occupation militaire qu'a eu, en Europe, l'établissement des Ottomans. Aussi ces derniers, ne se considérant pas comme attachés au sol, tendent-ils à le quitter dès qu'ils n'y sont plus les maîtres. Les territoires primitifs de la Grèce et de la Serbie ont vu leur population turque émigrer complètement, et le même mouvement s'est produit, quoique d'une façon moins radicale, dans les districts détachés de la Turquie après 1878. En Bulgarie, même, où les Turcs constituent une partie assez importante de la population, et sont traités avec la plus grande bienveillance par les autorités bulgares, leur nombre tend à diminuer; de 1888 à 1893, il est descendu de 607,000 âmes à 570,000.

Les Grecs nous apparaissent, dès l'origine de leur histoire, comme un peuple essentiellement maritime. Les îles et les côtes sont leur patrie et ils n'occupent d'une façon complète que les régions, telles que la Morée, la Chalcidique, que leur configuration rend entièrement maritimes.

Non seulement les rives de la mer de Marmara et de la mer Égée, mais une grande partie de

celles de la mer Noire, tant en Europe qu'en Asie, sont occupées par des populations grecques. Aujourd'hui comme il y a deux mille ans, tous les points importants du littoral, de Constantinople au Delta du Danube, possèdent des colonies helléniques. Quant aux îles de la mer Egée, ce sont les terres grecques par excellence, et l'on trouve à peine quelques Turcs dans celles qui appartiennent à l'Empire Ottoman. On sait qu'en Crète, les musulmans même, sont presque tous de race et de langue hellénique.

En dehors de la zone côtière et de la région avoisinant Constantinople, les Grecs se trouvent en plus ou moins grand nombre dans toutes les villes importantes de la Turquie et de la Roumélie Orientale ainsi que dans les grandes cités roumaines du bas Danube, Braïla et Galats. En Turquie, Andrinople, Salonique, Ianina, Smyrne, en Bulgarie, Philippopoli, sont leurs centres les plus importants, mais la véritable capitale de l'hellénisme, en dehors du royaume de Grèce, est toujours Constantinople, dont la population comprend plus de 300,000 Grecs.

Le chiffre total de la population grecque de la péninsule des Balkans, peut être évalué à 4 millions et demi, dont 2,400,000 pour la Grèce indépendante, et 2,100,000 pour l'Empire Ottoman.

En Bulgarie, on compte 60,000 Grecs. La population du royaume de Grèce est, sinon entièrement hellène, car on y rencontre un certain nombre de Macédo-Roumains et d'Albanais, du moins presque complètement hellénisée.

Ce n'est pas sur des chiffres, cependant, qu'il faut juger l'importance de l'hellénisme. Si la conquête de l'Empire Byzantin par les Turcs a enlevé à la race grecque le pouvoir politique, celle-ci a conservé et peut-être même accru l'influence qu'elle devait à sa culture intellectuelle, à son habileté commerciale, à ses aptitudes pour la diplomatie et les affaires politiques. Aussi, le monde grec s'étend-il bien au delà des limites que lui assigne l'ethnographie. Jusqu'aux premières années de notre siècle, il n'existait dans la péninsule Balkanique d'autre culture que la culture hellénique ; quiconque savait lire et écrire, fût-il Albanais ou Slave, lisait et écrivait en grec et en arrivait à se considérer lui-même comme Grec. Cette situation a bien changé et l'influence grecque est loin d'être aussi prépondérante qu'autrefois. Mais elle n'a pas disparu et elle a conservé jusqu'à présent dans les Albanais orthodoxes et dans les Macédo-Roumains une clientèle fidèle, bien que, chez ces derniers, l'exemple de leurs concitoyens bulgares ait commencé à réveiller le

sentiment national. Ce sont ces considérations qui expliquent comment l'on a pu, autrefois, considérer comme grecques la Roumélie et la Macédoine tout entières, et que, dans ce dernier pays, la langue grecque soit encore d'un usage fréquent dans toutes les villes jusque dans le voisinage de la frontière serbe. Si l'on va au fond des choses, on s'aperçoit que les Grecs de Monastir ou de Prilep, par exemple, ne sont, en réalité, que des Macédo-Roumains.

Bien que les Albanais ne puissent être rattachés en particulier à aucune des grandes familles européennes, il est permis de les rapprocher des Grecs dont ils sont les voisins, et avec lesquels ils partagent l'honneur d'être les plus anciens habitants de la Péninsule. Des mélanges se sont, du reste, bien souvent produits entre les deux peuples. La population de la Grèce libre est en partie d'origine albanaise, et l'on se souvient du rôle joué par les Albanais pendant les guerres de l'indépendance. Le costume national grec n'est autre que le costume albanais. D'autre part, la population albanaise de l'Épire est tellement hellénisée que les musulmans eux-mêmes se servent habituellement de la langue grecque, et que, jusqu'à ces dernières années, cette langue était seule en usage, même

dans les administrations ottomanes du Vilayet[1] de Ianina.

Les Albanais, qui se nomment eux-mêmes *Chkipetar* ou *Arber*, et appellent leurs pays Chkiperi ou Arberi[2], habitent le long de la mer Adriatique, entre la frontière grecque, au sud, et le Monténégro au nord. A l'est, ils n'ont pas de limites précises et tendent à s'avancer de plus en plus dans cette direction, au détriment des populations bulgares et serbes. Le gouvernement turc facilite de tout son pouvoir cette colonisation par une nation qui lui est particulièrement dévouée, et n'hésite pas, au besoin, à expulser les habitants chrétiens pour faire de la place aux nouveaux venus. C'est ainsi que les régions de Prichtina et de Prizren, jadis exclusivement serbes, possèdent maintenant une population albanaise qui, sur un grand nombre de points, est arrivée à représenter la majorité des habitants.

Il est impossible d'évaluer exactement le nombre des Albanais, aucune statistique sérieuse n'ayant été dressée à ce sujet. Il peut y en avoir de 1 million à 1 million et demi dans l'empire

[1] Gouvernement général, administré par un *Vali*.

[2] Les mots *Chkipetar*, *Chkiperi* paraissent contenir la même racine que le verbe *chkipoy*, je comprends. Ce serait la contre-partie de l'appellation de *muets* donnée par certains peuples aux étrangers.

Ottoman, et peut-être 200,000, plus ou moins hellénisés, en Grèce. La majorité a, dès le temps de la conquête, adopté l'Islamisme, dont elle est restée, depuis lors, le plus ferme soutien. Le reste se partage entre les deux confessions chrétiennes; les Albanais du nord ou Guègues, sont catholiques, ceux du sud, les Tosques, sont orthodoxes. Ces derniers sont acquis à la Grèce, tandis que les Guègues catholiques acceptent volontiers la domination turque, qui leur laisse une autonomie presque complète et les garantit contre l'absorption par leurs voisins, slaves et orthodoxes. L'indépendance est la passion dominante des Albanais, et même les musulmans, malgré leur fidélité traditionnelle à l'égard des sultans, n'hésitent jamais à s'insurger contre un fonctionnaire qui prend trop au sérieux son autorité. Ils savent, du reste, par une longue expérience, qu'ils obtiendront en définitive gain de cause à Constantinople.

Les Albanais ne possèdent, jusqu'à présent, aucune culture propre. Ils reçoivent, au nord, celle de l'Italie, au sud, celle de la Grèce. Ils ne paraissent pas même avoir de sentiment national proprement dit : l'esprit de tribu et l'amour de la liberté individuelle sont seuls développés chez eux. Ils ne s'unissent que pour résister à un danger déterminé, et encore ces tentatives de solidarisation

sont-elles de courte durée, comme la Ligue albanaise de 1879, formée en vue de s'opposer à la cession au Monténégro de quelques districts albanais, catholiques et musulmans.

Les Roumains, tout le monde le sait aujourd'hui, sont les descendants des colons romains venus en Dacie à la suite de la conquête de ce pays par Trajan, et mélangés aux Daces, latinisés eux-mêmes comme les populations indigènes de la Gaule et de l'Espagne. Parmi les peuples barbares qui ont plus tard traversé la Dacie ou séjourné dans ce pays, les Slaves seuls ont exercé une influence assez importante sur la formation de la race roumaine, mais cette race a conservé, dans ses mœurs et dans son esprit aussi bien que dans sa langue, un caractère nettement latin.

De tous les peuples balkaniques, les Roumains seuls, avec les Monténégrins, peuvent revendiquer l'honneur de n'avoir jamais été sujets turcs, de n'avoir jamais obéi à des pachas. Nous verrons dans la suite comment les principautés de Moldavie et de Valachie, pressées entre de puissants voisins et menacées d'être absorbées par l'un ou par l'autre, se placèrent sous la protection de celui qui semblait le moins dangereux pour la conservation de leur nationalité.

D'après les capitulations conclues avec la Turquie, cette puissance devait respecter l'autonomie des principautés, et aucun Turc n'avait le droit de s'y établir d'une manière permanente. Malgré l'immixtion abusive de la Porte dans l'élection des princes roumains, la plupart des stipulations de ces capitulations furent respectées. Aussi, l'histoire nationale des Roumains se continue-t-elle d'une façon ininterrompue depuis la fondation des principautés, à la fin du XIIIe siècle, jusqu'à nos jours, sans cette longue éclipse, imposée par la domination turque, que nous offre l'histoire des Grecs, des Bulgares et des Serbes.

Les Roumains constituent, actuellement, le plus important des États chrétiens de la Péninsule Balkanique. Après avoir vaillamment conquis leur indépendance en 1877-78, devant les redoutes de Plevna et de Vidin, ils n'ont cessé de travailler au développement politique et économique de leur pays. Sous la direction habile et prévoyante de leur roi, ils ont pu, malgré les difficultés inévitables dans un pays encore incomplètement préparé à l'usage de la liberté politique et au maniement délicat du régime parlementaire, réaliser des progrès de toute nature et amener le jeune royaume à un degré élevé de puissance politique et militaire, et de prospérité économique.

Le royaume de Roumanie, si l'on en croit des statistiques encore très imparfaites, compte actuellement 5,400,000 habitants, mais ce chiffre est très probablement inférieur à la réalité. Sur ces 5,400,000 habitants, 5 millions sont roumains de race et de langue, le reste comprend environ 100,000 Bulgares, Turcs, Tatars, etc. ; en Dobrodja, près de 150,000 étrangers, principalement Austro-Hongrois et Grecs, et enfin 240,000 Israélites [1] provenant pour la plupart de l'Autriche, de la Pologne et de la Russie, et habitant presque tous la Moldavie.

Les cinq millions de Roumains du Royaume sont loin de représenter la totalité de la race roumaine. Celle-ci s'étend bien au delà des Carpates et du Prout, limites politiques de la Roumanie. En Hongrie, on compte, d'après les statistiques officielles, forcément favorables à la nationalité dominante, plus de deux millions et demi de Roumains, habitant la Transylvanie, où ils forment la majorité (57 p. 100) de la population, le Banat, et la zone orientale de la Hongrie proprement dite. La province autrichienne de Bucovine, enlevée à la Moldavie en 1774, renferme 208.000 Roumains, enfin, le

[1] C'est du moins le chiffre donné par les statistiques officielles, mais l'opinion générale est que la population israélite de la Roumanie dépasse 300,000 âmes.

gouvernement russe de Bessarabie, sur 1,600,000 habitants, en compte environ 900,000 de race roumaine. Il existe donc sur la rive gauche du Danube, un groupe compact de 8,700,000 Roumains. Remarquons à ce sujet que M. Démètre Stourdza, actuellement président du Conseil des Ministres de Roumanie, et certainement l'un des hommes qui connaissent le plus à fond les affaires de son pays, évaluait, en 1890, à 6,100,000 âmes la population du royaume, et à 9,900,000, le nombre total des Roumains de la rive gauche du Danube.

Sur la rive droite de ce fleuve, nous trouvons encore 60,000 habitants de langue roumaine en Bulgarie et 145,000 en Serbie. Ces derniers constituent une partie importante de la population des districts situés dans l'angle du Danube et du Timok, districts que la Roumanie a eu la sagesse de refuser lorsqu'ils lui furent offert en 1878.

Ces Roumains de Bulgarie et de Serbie ne sont que des émigrants venus de la rive gauche du Danube, mais il existe un autre groupe bien autrement important de Roumains transdanubiens, qui habitent le centre de la péninsule, à une grande distance de leurs frères de la Roumanie libre. Ce sont les Macédo-Roumains ou *Tsintsares*, que les Grecs appellent Κουτσο-Βλαχοι, c'est-à-dire Valaques

boiteux. Eux-mêmes, se nomment *Arumâni*. On les considère comme les derniers restes des populations latinisées qui occupaient une grande partie de la Péninsule, au sud du Danube, avant l'arrivée des Barbares, et qui jouèrent encore au Moyen-Age un rôle assez important dont nous aurons à parler dans une leçon ultérieure.

Les Roumains de Macédoine sont extrêmement dispersés. Sauf dans le massif de Pinde, ils ne forment presque nulle part de groupe important de population, mais, par contre, on en rencontre des îlots épars dans toute la Macédoine, principalement à Monastir et aux environs, dans une partie de l'Albanie et jusqu'en Grèce, notamment dans la Thessalie. Ils affectionnent les pays montagneux et se trouvent en grand nombre dans les régions de l'Olympe et du Pinde où ils se livrent à la vie pastorale. Ils montrent aussi beaucoup d'aptitude pour le commerce et voyagent volontiers. On en rencontre jusqu'à Vienne et Trieste. Dans une grande partie de la Péninsule, ils ont monopolisé la profession d'aubergiste : d'autres se contentent du modeste métier de colporteur. Ils exercent aussi avec succès différents métiers manuels.

Dispersée comme elle l'est, la population macédo-roumaine se prête difficilement à un recensement tant soit peu précis; aussi, les évaluations

qu'en ont faites divers auteurs diffèrent-elles extraordinairement les unes des autres. Il me suffira de dire qu'elles varient de 150,000, chiffre donné par le Dr Weigand, à 1,200,000, d'après un auteur roumain, Bolintineanu, pour que l'on comprenne combien il est difficile de tirer de ces chiffres contradictoires une moyenne satisfaisante. Je dois dire que, pour mon compte, le nombre de 500,000 à 600,000 cité par Hahn dans ses études albanaises, il y a déjà longtemps (1854), me semble plus près de la réalité.

Les Tsintsares, comme je l'ai déjà remarqué, ont été longtemps acquis entièrement à l'hellénisme. Intelligents et désireux de s'instruire, mais trop dispersés pour qu'une culture nationale puisse se développer chez eux, ils ont eu recours à la culture grecque dont ils trouvaient partout les agents. Élèves assidus des écoles helléniques, ils y sont souvent devenus maîtres eux-mêmes. En bien des endroits leurs libéralités ont contribué au développement de l'enseignement grec. Mais depuis que la Roumanie a pris place au premier rang des nations balkaniques, les Roumains de Macédoine ont commencé à se rendre compte qu'ils appartiennent à une autre race non moins illustre que celle à laquelle ils s'étaient rattachés jusqu'alors. L'enseignement roumain,

inauguré en 1864 à Ternova, bourg roumain dans la banlieue de Monastir, s'est développé peu à peu, mais dans des proportions assez modestes, de sorte qu'il est difficile de prévoir l'avenir de ce mouvement qui, d'ailleurs, s'est trouvé parfois entravé par de regrettables questions de personnes.

Nous ne pouvons, dans tous les cas, que considérer avec intérêt les efforts faits pour conserver sa nationalité et sa langue à ce petit peuple qui porte le nom latin jusqu'aux extrémités de l'Europe orientale.

Nous devons citer aussi, pour être complet, un petit groupe de Roumains qui habitent l'Istrie (5,000 âmes environ). Complètement isolés et certainement destinés à être absorbés par les Slaves qui les environnent, ils appellent surtout l'attention par les intéressantes particularités de leur dialecte. Quant aux Valaques de Moravie, ils ne se rattachent à la Roumanie que par la conservation de certaines coutumes et de quelques noms propres, mais ils ont complètement oublié l'ancienne langue [1]. Il en est de même de ceux de l'île de Veglia, sur la côte illyrienne.

Nous arrivons enfin à la race qui possède incon-

[1] Plusieurs auteurs doutent même qu'ils soient réellement d'origine roumaine.

testablement la majorité numérique dans la Péninsule Balkanique, la race slave, représentée par deux de ses branches, les Bulgares et les Serbes.

Le nombre total des Slaves de la Péninsule s'élève à près de neuf millions, partagés à peu près également entre les deux nationalités.

Les Serbes habitent le nord-ouest de la Péninsule, la Bosnie et l'Herzégovine peuplées de 1,400,000 habitants, tous Serbes, le royaume de Serbie avec 2,314,000 habitants, dont deux millions de langue serbe, la principauté de Monténégro, environ 240,000 habitants, et enfin la partie de la Turquie située au nord de la Macédoine et connue sous le nom de *Vieille-Serbie*. Le population de ce dernier pays, mélangée de plus de 50 p. 100 d'Albanais, comprend environ 150,000 âmes de race serbe. A ces quatre millions et demi de Serbes habitant la Péninsule, il faut ajouter les 3,250,000 Croates et Serbes qui, dans les limites de la monarchie Austro-Hongroise, peuplent le royaume de Croatie et Slavonie, la Dalmatie, l'Istrie et une partie de la Hongrie. Serbes et Croates, malgré la différence des cultes, des alphabets et souvent des tendances politiques, ne sont, en effet, qu'une seule et même race, parlant et écrivant une langue unique.

On peut donc, au total, compter sept millions et demi de Serbo-Croates répartis entre la monarchie

austro-hongroise, l'Empire ottoman et les deux états indépendants de la Serbie et du Monténégro.

Les Bulgares sont moins nombreux, mais ils sont aussi moins divisés. Si l'on fait abstraction de quelques colonies éloignées du reste de la nation comme les Bulgares de la Bessarabie et de la Tauride, en Russie (de 100,000 à 150,000), et ceux du Banat (30,000 environ), ils habitent exclusivement la Péninsule des Balkans. La Principauté de Bulgarie, créée en 1878 et complétée en 1885 par l'adjonction de la Roumélie Orientale, compte actuellement 3,340,713 habitants, dont 2,505,217 de langue bulgare. Le reste de la race bulgare, sauf de 100,000 à 120,000 individus qui habitent la Dobrodja, ou bien vivent dispersés en Roumanie, se trouve dans les provinces encore soumises à la domination turque.

La partie septentrionale de la Thrace est peuplée en majorité de Bulgares, mélangés à des Grecs et à des Turcs. A mesure que l'on descend vers le sud et que l'on se rapproche de Constantinople, la proportion des deux dernières races augmente rapidement ; cependant, on trouve encore des villages bulgares jusque dans le voisinage immédiat de la capitale.

En Macédoine, la nationalité des Slaves qui forment la grande majorité de la population, a été, particulièrement depuis 1878, l'objet de discussions passionnées entre les Serbes et les Bulgares qui revendiquent chacun pour sa race, la totalité de ces Slaves macédoniens.

Jusqu'en 1878, on peut dire que le caractère bulgare des Macédoniens ne faisait de doute pour aucun de ceux qui avaient étudié cette question. Des voyageurs d'origines diverses, français, allemands, autrichiens, anglais, tels que Lejean, Hahn, Ami-Boué, Kanitz, l'historien tchèque Jiretschek, etc., sont d'accord sur ce point. Les Macédoniens eux-mêmes ont, depuis longtemps, conscience de leur communauté de race avec les habitants de la Bulgarie ; lors des luttes religieuses entre Grecs et Bulgares, les habitants d'Üskup, de Prilep, de Monastir, furent les plus ardents à défendre les intérêts bulgares. Aussi, la nationalité bulgare de la Macédoine était-elle alors considérée comme de notoriété publique. Dans le projet de réorganisation de la Turquie d'Europe, élaboré en 1876 par la conférence des ambassadeurs à Constantinople, la Macédoine est rattachée à un vilayet ayant pour chef-lieu Sofia ; le traité de San-Stéfano la fait entrer presque tout entière dans les limites de la principauté de Bulgarie, de cette Grande-Bulgarie

coupée plus tard en trois tronçons par le Congrès de Berlin.

Actuellement, le développement considérable pris par les écoles bulgares de cette région, malgré l'active et puissante propagande grecque et l'attitude peu encourageante, quand elle n'est pas hostile, des autorités ottomanes, est une preuve que ces écoles répondent bien aux besoins et aux désirs réels de la population.

Les autorités turques, du reste, reconnaissent également que les habitants des vilayets de Salonique et de Monastir et du sandjak d'Uskup sont en majorité bulgares. J'ai pu interroger à ce sujet des fonctionnaires de plusieurs villes de Macédoine et leurs réponses ont été identiques.

L'attitude des Serbes s'explique pourtant facilement, et, tout en regrettant qu'une telle pomme de discorde se trouve jetée entre deux nations sœurs que tout devrait convier à une entente cordiale, on ne peut guère blâmer un petit peuple de chercher un champ encore ouvert à son extension future. La cause du mal se trouve dans le traité de Berlin, qui, en confiant à l'Autriche le soin d'occuper et d'administrer la Bosnie et l'Herzégovine, a fermé à la Serbie un domaine qui semblait lui revenir naturellement, tant par sa situation géographique que par la nationalité de ses habitants, et qui,

unissant la Serbie au second état serbe, le Monténégro, lui aurait ouvert un débouché vers la mer Adriatique.

Cette extension, ce débouché vers l'extérieur, la Serbie se trouve obligée de les rechercher dans une autre direction, puisque sa voie naturelle, celle de l'ouest et de l'Adriatique, est désormais barrée. Elle les cherche donc vers la mer Egée par la Macédoine.

Mais cela n'empêche pas que, pour tout observateur impartial, les Slaves de Macédoine ne soient des Bulgares et non des Serbes. Nous ne nous arrêterons pas aux considérations historiques invoquées par ces derniers et basées principalement sur ce fait que la Macédoine fut comprise, au milieu du XIV[e] siècle, dans l'empire de Douchan. Des arguments de même valeur peuvent être fournis à l'appui de l'opinion contraire. La même région, en effet, a subi, à plusieurs reprises, la domination des tsars bulgares, et nombre de documents byzantins témoignent qu'elle était considérée par les Grecs comme une terre bulgare. L'empereur Basile II qui détruisit, au commencement du XI[e] siècle, un état macédonien qui avait conservé son indépendance après la conquête du reste de l'empire bulgare, reçut le surnom de Βουλγαροκτόνος, tueur de Bulgares, et le Patriarche

d'Okhrida porta toujours, même sous la domination grecque, le titre d'archevêque de toute la Bulgarie. Il n'y a guère de revendication, du reste, qui ne puisse appeler en témoignage une époque quelconque de l'histoire.

Beaucoup plus sérieux est l'argument philologique, car si la langue ne constitue pas d'une facon absolue la nationalité, elle en est, tout au moins, le seul signe incontestable, et il faut reconnaître que, dans la pratique, langue et nationalité se recouvrent presque toujours exactement. A défaut d'autre critérium indiscutable, on est donc, je crois, fondé à dire que les Macédoniens sont Serbes s'ils parlent serbe, et Bulgares s'ils parlent bulgare. Or, la question est assez délicate à trancher. Le serbe et le bulgare sont deux idiomes très rapprochés; assez semblables pour qu'un Serbe et un Bulgare, parlant chacun son dialecte, se comprennent aisément, ce qui est beaucoup plus difficile et beaucoup plus rare qu'on ne se l'imagine ordinairement. Les dialectes macédoniens, par suite de leur position géographique, se trouvent tout naturellement présenter des nuances intermépiaires entre ceux de la Serbie et ceux de la Bulgerie. C'est donc sur des différences très légères, sur quelques particularités, que l'on doit s'appuyer dour tracer la limite entre les deux langues. Dans

les chapitres consacrés plus spécialement à la philologie balkanique, j'indiquerai les propriétés caractéristiques de ces différents idiomes ; l'une des plus importantes est la présence de l'article en bulgare et son absence complète en serbe ; or, dans les dialectes macédoniens, précisément, l'article a pris un développement exceptionnel. Au cours des mêmes chapitres, j'indiquerai les autres motifs qui, avec celui-là, m'ont amené à conclure que les dialectes macédoniens étaient bulgares et non serbes.

Il convient donc d'ajouter à la nationalité bulgare les Slaves macédoniens dont on peut évaluer le nombre à un peu plus d'un million, soit, avec les Bulgares du vilayet d'Andrinople, un million et demi, ce qui donne pour l'ensemble de la race, environ 4,200,000 âmes.

Quoique proches parents, les Serbes et les Bulgares sont séparés par des différences très sensibles de caractère et de mœurs. Plus vifs, plus légers, plus ardents, les Serbes se rapprochent des peuples latins et, particulièrement, des Italiens du sud dont ils ont l'intelligence éveillée, les passions ardentes, l'esprit aventureux, mais aussi l'inconstance, et le manque de persévérance. Tandis que dans les rochers du Monténégro, une fraction de

la race serbe a maintenu inviolée son indépendance, les habitants de la Serbie actuelle ont pu, par leur seul courage et sans secours étranger, recouvrer leur liberté, ensevelie, plus de quatre siècles auparavant, sur le champ de bataille de Kossovo. Mais ils n'ont pas été aussi heureux dans l'œuvre pacifique et lente de l'organisation et de la mise en valeur de leur patrie redevenue maîtresse de ses destinées. De fréquentes crises politiques, une gestion financière imprévoyante, des guerres malheureuses, ont trop souvent entravé les progrès que l'on aurait pu attendre d'une race aussi bien douée.

Tout autres sont les Bulgares. Calmes, travailleurs, persévérants, ils arrivent à leur but par la patience plutôt que par l'audace. S'ils savent au besoin — ils l'ont montré à Chipka et à Slivnitsa — combattre vaillamment pour leur liberté et leur patrie, ils sont naturellement pacifiques, et préfèrent le travail paisible aux aventures bruyantes. Aussi, malgré les difficultés de toutes sortes qui ont entouré ses premières années, la jeune principauté a-t-elle à son actif, avant même d'avoir accompli son quatrième lustre, un développement dont aucun autre état de l'Europe orientale n'avait donné l'exemple en une aussi courte période. En dehors des limites de l'état bulgare, c'est encore à

la persévérance et à la sagesse politique de cette race qu'elle doit l'extension prise par ses écoles en Macédoine, et les privilèges obtenus du Sultan en faveur de la population bulgare de cette région.

Toutes les races que nous venons d'énumérer se trouvent représentées dans la partie centrale de la péninsule Balkanique formée par la Macédoine, avec son annexe septentrionale, la Vieille-Serbie. Cette région est, en quelque sorte, au point de vue ethnographique, la quintessence de l'Europe orientale tout entière. La masse de la population en est, comme nous l'avons dit, serbe au nord dans la Vieille-Serbie, bulgare au centre, dans la Macédoine proprement dite, et enfin, grecque sur les bords de la mer et dans toute la région méridionale avoisinant la frontière du royaume hellénique. En outre, les Macédo-Roumains constituent de nombreux îlots répartis sur tout le territoire, particulièrement dans les environs de Monastir et dans les montagnes voisines de la Grèce; les Turcs se rencontrent dans toutes les villes et constituent des groupes de population rurale dans la région de Salonique; enfin, les Albanais s'avancent de l'ouest à l'est, occupant en grand nombre la Vieille-Serbie, la région de Dibra, les rives des

lacs d'Okhrida et de Prespa, et atteignant même les environs de Monastir.

Il n'est pas étonnant que de graves questions surgissent au milieu d'une population aussi mélangée, où les tendances et les intérêts divers s'entrecroisent d'une façon inextricable.

Nous avons déjà signalé les prétentions opposées des Serbes et des Bulgares. Les Grecs, à l'influence intellectuelle et religieuse desquels cette région a été longtemps soumise, ne peuvent admettre qu'elle leur échappe. Leur propagande, soutenue par les consuls de Grèce et puissamment subventionnée par de riches patriotes, est obligée de prendre maintenant une attitude défensive, mais elle n'en est pas pour cela moins active.

Les Macédo-Roumains commencent à se réveiller et à vouloir aussi travailler pour leur compte, et non plus seulement pour celui des Grecs. Trop éloignés de la Roumanie pour pouvoir jamais espérer de se réunir à elle, redoutant, si la Macédoine change de maîtres, d'être absorbés par la nationalité dominante, ils préfèrent encore, malgré tous ses inconvénients, la domination des Turcs qui, au moins, leur permet de rester ce qu'ils sont. Trop peu nombreux pour former un parti puissant, ils ont cherché parfois à s'unir aux Albanais, auxquels, malgré de profondes différences,

les rattachent certaines analogies de mœurs, de langage et de traditions, et qui, eux aussi, désirent le maintien de l'ordre de choses actuel. Mais les Albanais ne semblent pas encore mûrs pour de semblables combinaisons. Pourvu qu'on ne leur réclame pas d'impôts, qu'on les laisse porter des armes et piller, de temps en temps, leurs voisins chrétiens, que les fonctionnaires se tiennent tranquilles dans leurs konaks, sans regarder trop curieusement ce qui se passe dans les circonscriptions confiées à leur surveillance, les braves Arnautes se tiendront tranquilles, sinon, non, comme disaient les anciennes constitutions aragonaises. Aussi est-il probable qu'ils s'opposeront par les armes à toute combinaison qui tendrait à établir dans le pays qu'ils habitent, une autorité moins accomodante que celle des Turcs. Ils ont bien montré, du reste, de quoi ils étaient capables, lorsque, en 1878, on a voulu annexer au Monténégro les cantons albanais de Plava et de Gousigné. L'aréopage européen dut s'incliner devant les longs fusils guègues, et chercher au bord de la mer, autour de Dulcigno, un territoire où il soit plus facile de faire entendre raison aux nouveaux sujets du prince Nicolas.

A côté des races principales, nous devons encore

en mentionner trois autres, qui, en raison de leur dispersion ou de leur faiblesse numérique, ne peuvent aspirer à jouer dans la péninsule, un rôle politique. Ce sont les Arméniens, les Israélites et les Tsiganes.

Les Arméniens appartiennent à l'Asie ; cependant, ils se trouvent en grand nombre à Constantinople, qui est la plus importante agglomération de leur race, comme elle est, en même temps, la plus grande ville grecque et turque du monde. Avant les tristes événements de 1896 qui ont fait périr ou émigrer tant de leurs compatriotes, la population arménienne de Constantinople et de ses faubourgs n'était certainement pas inférieure à 200,000 âmes. Les Arméniens sont aussi représentés dans les principales cités commerçantes, non seulement de la Turquie, mais de la Bulgarie et de la Roumanie, notamment à Varna, Constantsa, Bucarest, Galats et Braïla.

Il existe aussi en Autriche, notamment à Lwow (Lemberg), des colonies arméniennes, qui, bien qu'ayant oublié leur langue d'origine, en ont conservé l'usage dans le service religieux qu'elles célèbrent toujours d'après le rit arménien.

Quoiqu'on ne puisse songer à établir aucune comparaison entre les Tsiganes et les Israélites, ces deux races ont cependant un trait commun :

c'est leur extrême dispersion, et la propriété qu'elles possèdent de conserver toujours leur caractère ethnique et de ne pas se mêler aux populations au milieu desquelles elles vivent. Les Israélites sont nombreux dans la Péninsule des Balkans ; on en trouve dans toutes les localités de quelque importance, quoique leur habileté commerciale rencontre une sérieuse concurrence de la part des Grecs et des Arméniens. Ils ont, du reste, avec cette dernière nationalité, même au point de vue physique, de grandes analogies que n'expliquent ni l'ethnographie ni l'histoire.

Les Israélites d'Europe se répartissent en deux grandes catégories : les *Askhénazim*, qui habitent la Russie, la Pologne et l'Allemagne, et de là se sont avancés, d'une part, dans le nord-est de la France, et, de l'autre, en Roumanie, et les *Sephardim*, fixés primitivement en Espagne et Portugal. C'est à cette dernière catégorie qu'appartiennent presque tous les Israélites de la Péninsule, à l'exception de ceux de Roumanie. Ils descendent des Juifs expulsés d'Espagne sous Ferdinand V et Isabelle la Catholique, en 1492. Ils ont toujours conservé comme langue nationale l'espagnol, qu'ils écrivent ordinairement avec les caractères hébraïques. Le grand centre israélite de l'Orient européen est Salonique, où le nombre des Juifs atteint,

assure-t-on, 80,000 sur 120,000 habitants environ de population totale.

Naturellement, dans une telle agglomération, les Israélites ne peuvent se vouer exclusivement aux professions commerciales et financières qui sont ordinairement leur apanage en Occident. Beaucoup exercent des métiers mécaniques ; même la rude profession de « hammal » (porte-faix) qui semble si peu convenir à une race souvent affaiblie physiquement par l'habitude héréditaire des occupations sédentaires, se recrute presque exclusivement parmi eux.

Les Israélites de Roumanie, complètement distincts de ceux du reste de la Péninsule, auxquels ils sont très inférieurs à tous égards, sont des Askhénazim. Ils viennent du nord, particulièrement de Russie et de Galicie. Leur langue usuelle est un allemand corrompu qu'ils écrivent aussi avec les caractères hébraïques.

Les Tsiganes sont les frères de ces bohémiens que nous voyons rôder dans nos campagnes et installer leurs campements à la porte des villes ou à l'entrée des villages pour tresser des paniers et rétamer les ustensiles domestiques. En Orient, ils sont souvent fixés à demeure ; il n'est guère de ville ou de bourg qui n'ait son quartier tsigane composé de misérables huttes au milieu

desquelles grouille une nombreuse population vêtue de guenilles. En outre des métiers que nous voyons pratiquer à nos bohémiens, les Tsiganes exercent ceux de maréchal-ferrant, maquignon, portefaix, musicien ; on sait que, dans cette dernière profession, les Tsiganes de Roumanie et de Hongrie en particulier, se sont acquis une réputation européenne. Et pourtant les frères de ces musiciens fameux, ont été, jusqu'au milieu de ce siècle, maintenus en esclavage en Roumanie. La disposition des Tsiganes pour le vol, leur lâcheté et leur sottise sont proverbiales et la littérature populaire, spécialement en Roumanie, est remplie d'histoires plaisantes (*snoave*), dont ils sont les grotesques héros. Ils ont assez généralement conservé l'usage d'un idiome apparenté aux langues de l'Inde, pays dont on les croit originaires, mais ils parlent aussi les langues des pays qu'ils habitent, notamment le turc dans le sud de la Péninsule et le roumain dans le nord.

Je terminerai cet exposé de l'ethnographie balkanique par quelques mots au sujet des cultes que professent les habitants de cette région. La religion joue dans ces pays un rôle considérable et il n'y a pas bien longtemps qu'elle constituait, pour la plus grande partie de la population, le seul

caractère national. Pendant plusieurs siècles, il n'y eut en présence, dans la Turquie d'Europe, que des musulmans et des chrétiens. Comme ces derniers étaient presque tous orthodoxes, et que l'église orthodoxe dans cette région était alors exclusivement grecque, on appelait Grecs (en turc *Roum*), et on considérait officiellement comme tels, tous les chrétiens orthodoxes, de même que dans le langage courant on appelle encore Turc, tout musulman, fût-il Albanais, Serbe ou Bulgare.

Depuis, cette situation a changé et l'hellénisme a beaucoup perdu sur le terrain religieux comme sur le terrain cultural; les deux faits sont d'ailleurs connexes, la religion et l'enseignement chez les chrétiens de Turquie étant intimement liés.

Dans l'Empire ottoman, les dignitaires ecclésiastiques chrétiens et israélites sont toujours les représentants officiels de leurs coreligionnaires auprès des autorités turques. Les évêques sont membres de droit des conseils administratifs des différentes circonscriptions politiques. Aussi, est-il très important pour une nationalité d'avoir son église distincte, c'est le seul moyen de voir son existence reconnue officiellement par le gouvernement impérial. Nous verrons plus tard que ces considérations d'ordre politique ont joué un grand rôle dans la révolution religieuse qui aboutit, en

1870, à la séparation de l'église bulgare d'avec l'église grecque et qui peut être considérée comme le prélude de l'émancipation politique de la Bulgarie.

Les Serbes de Turquie ainsi que les Macédo-Roumains cherchent depuis quelques années à obtenir la reconnaissance de leurs nationalités sans pour cela rompre avec le patriarchat de Constantinople, mais ils n'ont pas obtenu, jusqu'à présent, de résultats appréciables.

Quelques indications sur la constitution de l'église orthodoxe ne seront donc pas inutiles.

Cette église est souvent appelée, en France, église grecque, ce qui n'est pas tout à fait exact, ou même église russe, ce qui est complètement faux, absolument comme si on appelait l'Église catholique, église française, sous prétexte que la France est le pays qui contient le plus grand nombre de catholiques. Tout le monde sait que la principale cause de divergence entre l'Église d'Orient et celle d'Occident consiste en ce que la première n'admet pas la suprématie du pape considéré par la seconde comme le chef universel de la religion chrétienne. Il existe encore deux ou trois autres divergences sur des points de dogme [1].

[1] Notamment celle du *filioque*. D'après les orthodoxes le

Quant aux questions de rite ou de discipline, elles n'ont pas d'importance décisive, puisque certaines églises orientales rattachées à l'Église romaine suivent en tout la liturgie et les règles de discipline de l'Église orthodoxe. La différence caractéristique entre l'Église catholique et l'Église orthodoxe est donc que cette dernière ne reconnaît pas de chef temporel unique. Contrairement à ce que l'on croit souvent en Europe, le patriarche grec de Constantinople n'est nullement le souverain pontife, le pape de l'église orientale. Il prend, il est vrai, le titre de Patriarche œcuménique et tient le premier rang entre tous les patriarches, mais ce sont là des privilèges purement honorifiques ne donnant lieu à aucun droit de juridiction. Le droit de préséance même ne remonte pas à l'origine de l'Église, car les titulaires des sièges patriarcaux d'Antioche et d'Alexandrie, fondés, comme celui de Rome, par les apôtres, prenaient rang avant le patriarche de Constantinople. Celui-ci ne dut la primauté qui lui fut reconnue en 381, qu'au fait de sa résidence dans la capitale de l'Empire d'Orient.

L'Église orientale n'a donc pas une organisation unitaire et centralisée comme celle de l'Église

Saint-Esprit procède seulement du Père; d'après les catholiques, il procède du Père *et du Fils* (filioque).

latine; on peut dire qu'elle forme une sorte de de confédération, dans laquelle les différentes églises « autocéphales » représentent autant d'états souverains, égaux en droits, et seulement rattachés les uns aux autres par l'unité de croyance et de liturgie. Dans chaque état politique les orthodoxes constituent une église « autocéphale » s'administrant d'une façon complètement indépendante et soumise à la seule autorité de ses propres chefs qui sont, suivant les pays, un patriarche, un exarque, un archevêque, ou, le plus souvent, un conseil appelé Saint-Synode. Cette corrélation entre les institutions politiques et religieuses est une tradition très ancienne de l'Europe orientale. Nous verrons un peu plus loin les souverains des états bulgares et serbes, au moyen-âge, ne se croire réellement indépendants que lorsqu'ils avaient fait reconnaître l'autonomie de leur église nationale, et attacher presque autant d'importance à obtenir le titre d'archevêque ou de patriarche pour un de leurs évêques que la couronne royale ou impériale pour eux-mêmes. Il arrive aussi que plusieurs églises autocéphales coexistent dans un même état. Les différentes églises autocéphales sont actuellement : dans l'Empire Ottoman, l'Église de Constantinople, que ses adhérents qualifient de Grande-Église, les pa-

triarchats grecs d'Antioche, d'Alexandrie et de Jérusalem, et l'exarchat bulgare, dont le siège est à Constantinople, mais dont la juridiction s'étend également sur la principauté de Bulgarie. Les Grecs le considèrent comme schismatique, nous verrons pourquoi dans un autre chapitre. En dehors de la Turquie, nous trouvons les églises du royaume de Grèce, de la Serbie, du Monténégro, de la Roumanie, l'église serbe et l'église roumaine de Hongrie, l'église serbo-rouméno-ruthène d'Autriche, et enfin l'eglise russe, la plus importante de toutes. Remarquons, en passant, que cette dernière n'a nullement pour chef l'empereur, comme le prétend une légende assez accréditée malgré son invraisemblance. L'autorité suprême dans l'église russe, à défaut du patriarche de Moscou qui n'a pas été remplacé depuis le règne de Pierre le Grand, est le Saint-Synode.

Les différentes églises orthodoxes suivent le rite grec, mais ont chacune leur langue liturgique ; les Serbes, les Bulgares et les Russes se servent du vieux-slavon, les Roumains, de leur propre langue.

Nous devons citer aussi, comme occupant une situation intermédiaire entre les deux églises orientale et occidentale, les Églises « uniates » appelées ordinairement Églises grecques-unies ou

grecques-catholiques en raison du rite qu'elles suivent, bien que fort peu de leurs adhérents soient de nationalité hellénique, et que la plupart se servent, comme langue liturgique, d'autres idiomes que le grec.

Ces églises uniates sont généralement des fractions de l'église orthodoxe ou d'autres églises séparées, arménienne, chaldéenne, syriaque, etc., qui, à diverses époques, se sont rattachées à l'église romaine en acceptant ses dogmes, mais en conservant intacts leurs usages religieux, leur discipline, leur langue liturgique. Les plus importantes, en ce qui concerne l'Europe, se trouvent dans l'Empire Austro-Hongrois : ce sont l'Église roumaine-unie, de Transylvanie et de Hongrie, et l'Église ruthène de Gallicie.

Dans la péninsule des Balkans, nous n'avons à citer que l'Église Bulgare-unie qui ne compte qu'un petit nombre d'adhérents tant dans la principauté qu'en Macédoine, où leur centre principal est Koukouch, au nord de Salonique.

Notons en passant, puisque nous avons compté les Arméniens au nombre des éléments ethnographiques de la Péninsule, que leur Église nationale, dite « Grégorienne », est également distincte de l'église orthodoxe et de l'église catholique. Les

Arméniens Grégoriens de Turquie ont pour chef politique le Patriarche arménien de Constantinople, mais leur chef religieux est le « Catholicos » (ou plus exactement, suivant la prononciation arménienne, Gathoghigos), d'Etchmiadzin, dans l'Arménie russe.

Une partie de l'Église Arménienne est unie à l'Église romaine et possède un patriarche spécial résidant à Constantinople.

Enfin, contrairement à ce que l'on observe chez les autres nationalités orientales, un assez grand nombre d'Arméniens ont embrassé le Protestantisme dont les doctrines leur ont été enseignées par des missionnaires américains et anglais.

La presque totalité des habitants chrétiens de la Péninsule des Balkans appartient à l'église orthodoxe. Les seules exceptions importantes sont formées par les catholiques, c'est-à-dire par une partie des Albanais Guègues et des Serbes de la Bosnie et de l'Herzégovine, quelques Bulgares, sur les rives du Danube et autour de Philippopoli, enfin quelques Grecs, principalement dans les îles.

En outre, une partie des indigènes a adopté l'Islamisme dès l'époque de la conquête turque. Ces conversions se sont tout d'abord produites dans les classes nobles et riches qui voulaient, par

ce moyen, conserver et accroître leur fortune et leurs privilèges. Elles ont été particulièrement nombreuses chez les Albanais, et chez les Serbes de Bosnie et d'Herzégovine. Plus de la moitié des premiers et les deux cinquièmes des seconds sont mahométans. Chez les Bulgares, les conversions à l'Islam, assez peu nombreuses, se sont produites principalement dans la région du Rodope. On appelle *Pomaks* ces Bulgares musulmans.

Les musulmans de race grecque sont extrêmement rares sur le continent, mais en Crète, ils représentent du quart au cinquième de la population totale de l'île, soit à peu près de 50,000 à 60,000 âmes. Par contre, on trouve en Bulgarie, aux environs de Varna, des chrétiens de rite grec ne parlant que le turc ; on les nomme « Gagaouzi ». Enfin, il existe à Salonique des musulmans d'origine juive que l'on appelle « Deunmé », du verbe turc *deunmek*, tourner.

Le nombre des Musulmans de la Péninsule ne dépasse pas 3,300,000, (dont 2 millions environ en Turquie, 643,000 en Bulgarie et 492,000 en Bosnie), sur une population totale de 21 millions d'âmes.

Telle est, actuellement, la situation nationale et religieuse des habitants de la Péninsule des Bal-

kans. Dans le chapitre suivant, nous rechercherons quels peuples habitaient cette région à l'origine de l'histoire, et comment les nationalités que nous y voyons aujourd'hui s'y sont constituées par le contact des races primitives avec celles qu'y nt amenées les invasions.

II

LES ANCIENS PEUPLES BALKANIQUES ET LA FORMATION DES NATIONALITÉS MODERNES

Dans le chapitre précédent, nous avons vu quelles nationalités occupent actuellement la Péninsule Balkanique. Maintenant, revenant de plus de deux mille ans en arrière, nous jetterons un coup d'œil sur la situation ethnographique de la même région au moment où l'histoire commence à reposer sur des données certaines. A cette époque lointaine, nous ne voyons plus qu'une seule des races qui nous occupent, la race hellénique, établie déjà, à peu de choses près, sur les territoires où nous la retrouvons aujourd'hui. Faut-il en conclure que seuls parmi les habitants de la péninsule, les Grecs peuvent revendiquer l'honneur d'une antique possession du sol? Non. sans doute, car si nous pouvons dire avec quelque précision comment et à quelle époque s'est formée

la nationalité roumaine, en quels siècles les Slaves sont apparus pour la première fois sur la rive droite du Danube, en quelle année enfin les Turcs ont mis le pied en Europe, il est un peuple sur l'arrivée duquel l'histoire, aussi bien que la légende, reste absolument muette, ce sont les Albanais. Cette absence de documents nous amène immédiatement à supposer que les ancêtres des Albanais faisaient partie de ces populations que les premières lueurs de l'histoire nous montrent établies à côté des Grecs à l'extrémité sud-est de l'Europe. Ces populations elles-mêmes n'étaient vraisemblablement pas autochtones. Les Grecs ont conservé dans leurs légendes le souvenir de leur premier établissement en Europe, où ils auraient été précédés par les Pélasges, peuple sur l'origine, la parenté et même l'existence desquels les savants ont beaucoup discuté, et que l'on a parfois considéré comme ayant peuplé, à une époque reculée, une grande partie de l'Europe méridionale. Je m'abstiendrai de pénétrer sur ce terrain peu solide et d'ailleurs trop éloigné de mon sujet. Nous remarquerons seulement, en passant, que certains auteurs, et particulièrement Hahn, le premier qui ait étudié scientifiquement les Albanais, les identifie avec les Pélasges et en fait ainsi les plus anciens occupants de la Péninsule Balkanique.

D'autres, par contre, doutent que les Pélasges aient été des Indo-Européens; ainsi, M. Hasdeu, historien et philologue roumain, les suppose Chamites, c'est-à-dire parents des races indigènes de l'Afrique septentrionale, tandis que l'origine indo-européenne des Albanais est incontestable.

Des Grecs dans l'antiquité je ne dirai rien. Tout ce qui les concerne est trop connu et cette étude sortirait d'ailleurs de ma compétence. Mais il me paraît indispensable de rappeler en quelques mots ce qu'étaient les autres peuples anciens de la Péninsule.

Les nombreuses peuplades que les écrivains grecs nous énumèrent et qu'ils qualifient de « barbares », c'est-à-dire non hélléniques, paraissent pouvoir se grouper en quatre familles principales correspondant aux grandes divisions géographiques du pays : les Illyriens, au nord-ouest, le long de l'Adriatique, les Épirotes, au sud des précédents, les Macédoniens, au centre, dans le bassin de l'Axios, le Vardar actuel, enfin, les Thraces, dans la région voisine de la Mer Noire, du Bosphore au Danube. Parmi ces peuples, les Macédoniens et les Épirotes ont eu leurs époques glorieuses et pour les rappeler il suffit d'évoquer les noms d'Alexandre et de Pyrrhus. Malgré l'aspect grec que semble revêtir l'empire macédonien et

qu'expliquent suffisamment le rayonnement de la civilisation hellénique à cette époque et l'éducation grecque de Philippe et d'Alexandre, la Macédoine n'était pas une terre grecque; aucun doute ne paraît subsister à ce sujet. D'autre part, Strabon rapporte que l'on étendait parfois la dénomination de Macédoine à tout le pays qui s'avance jusqu'au littoral vis-à-vis de Corcyre (Corfou), en se basant sur ce que la langue, les vêtements et les coutumes des peuples de cette région étaient à peu près les mêmes.

Hahn, dans ses études albanaises, fait ressortir que la Via Egnatia, la grande route militaire de Dyrrachium (Durrazo) à Thessalonique, indiquée par le géographe grec comme séparant l'Epire de l'Illyrie, correspond à peu près à la limite actuelle entre les deux grandes fractions de la race albanaise. Il est ainsi conduit à assimiler respectivement les Illyriens et les Épirotes aux Guègues et aux Tosques. Il est donc probable que les Illyriens, les Épirotes et les Macédoniens formaient trois branches d'une même famille ou trois familles étroitement apparentées.

La moitié orientale de la Péninsule appartenait aux Thraces, la plus grande nation du monde après celle des Indiens, nous dit Hérodote. Aux Thraces se rattachaient les Gètes, habitant une

partie de la Bulgarie actuelle, entre l'Isker et la Iantra, et les Daces qui n'apparaissent dans l'histoire qu'à une époque relativement récente, et que Strabon mentionne le premier, les plaçant sur la rive gauche du Danube, à l'ouest des Gètes dont une fraction avait, à cette époque, franchi le fleuve.

La parenté des Gètes et des Daces est affirmée par Hérodote. Strabon dit que les Gètes, les Thraces et les Daces parlaient la même langue. Pline considère même les Gètes et les Daces comme un peuple unique, appelé du premier nom par les Grecs et du second par les Romains. On peut donc admettre comme certain que les Daces, les Gètes et les Thraces constituaient une même famille ethnographique. Cette famille était-elle, à son tour, apparentée aux Illyriens et aux Épirotes de la région occidentale? Cela semble assez vraisemblable si l'on se reporte aux détails que nous fournit Hérodote au sujet des mœurs des Thraces. Au dire du père de l'histoire, si ce peuple avait pu accepter un gouvernement unique, il aurait été plus fort et plus invicible que tout autre; mais il n'était pas dans sa nature de parvenir à l'unité politique. Les Thraces estimaient fort beau d'être oisif et de ne vivre que de guerre et de pillage, considérant comme un déshonneur de labourer la

terre. Ces traits nous font immédiatement songer aux Albanais, derniers descendants à peu près purs des Épirotes et des Illyriens d'autrefois. De même que les Albanais, on voit fréquemment les Thraces servir comme mercenaires, notamment dans les armées d'Alexandre et dans celles des Romains. Fait étrange et digne d'être noté, on rencontre chez plus d'un peuple cette alliance contradictoire entre un amour ardent de l'indépendance et la propension à accepter la dure servitude du métier de soldat mercenaire. Dans l'Europe occidentale, les Suisses et les Corses peuvent, à cet égard, figurer à côté des Albanais.

Il semble donc permis de supposer, sans pouvoir l'affirmer d'une façon absolue, que, avant la conquête romaine, la péninsule des Balkans était peuplée, en dehors de la Grèce, par une grande race, dont les Illyriens, les Épirotes, les Macédoniens, les Thraces avec les Gètes et les Daces, étaient les principales subdivisions.

Cette hypothèse est d'ailleurs corroborée par la présence, dans les langues bulgare, roumaine et albanaise, de particularités phonétiques et grammaticales (par exemple, la position de l'article après le mot qu'il détermine) qui ne peuvent s'expliquer que par l'influence exercée sur ces

trois langues par l'idiome d'une population antérieure. D'où il résulte que les habitants primitifs de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Roumanie de nos jours devaient parler des langues, sinon identiques, du moins analogues.

C'est cette race thraco-illyrienne, dont les Albanais sont aujourd'hui les seuls représentants directs, qui aurait formé, suivant l'expression de M. Hasdeu, le substratum des nationalités modernes de la Péninsule.

La conquête romaine, achevée sur la rive droite du Danube dès les premières années de notre ère, devait transformer ces peuples comme elle fit en Occident pour ceux des Gaules et de l'Espagne. Mais en Orient, la civilisation latine se trouva en présence d'une puissante rivale, la civilisation grecque, dont elle n'était, à bien des égards, que la fille. La partie méridionale de la péninsule était, particulièrement depuis Alexandre, grec d'éducation et d'esprit, quoique macédonien d'origine, le domaine de l'hellénisme, et la conquête ne changea guère cette situation. On apprenait moins le latin dans la Grèce conquise, dit Mommsen dans son *Histoire romaine,* que le grec dans l'Italie conquérante. La Péninsule dut donc se diviser en deux parties : l'une grecque, au sud, comprenant,

outre la Grèce proprement dite, l'Épire méridionale, la Macédoine, la Thrace et le littoral de la Mer Noire jusqu'aux bouches du Danube; l'autre, latine, embrassant la Mésie (la Bulgarie actuelle), la Dalmatie, l'Épire septentrionale et les provinces intermédiaires.

Quelques fractions des anciennes populations, mieux protégées, sans doute, par leur situation topographique, résistèrent à cette double influence. Outre les Albanais, on peut encore citer les Besses, tribu thrace établie entre le Rodope et le Balkan, qui paraît avoir maintenu jusqu'à la fin du VI[e] siècle, son existence comme nation distincte et l'usage de sa langue.

C'est un incident vulgaire qui nous fournit la preuve la plus certaine de la latinisation des habitants de la rive droite du Danube. Deux historiens grecs, Théophanes et Théophylacte, racontent qu'en 580 l'armée byzantine défendait les passages des Balkans contre une invasion avare. Elle se préparait à surprendre l'ennemi lorsque dans la marche, la charge d'un mulet se détacha et tomba sans que le conducteur s'en aperçût. Un soldat qui suivait cria à ce dernier pour l'avertir : « Tórna, tórna, fratre » suivant Théophanes, ou, suivant Théophylacte, « Retórna, fratre ». Ces mots, prononcés dans

la langue du pays, nous disent les deux historiens, amenèrent une panique dans l'armée qui crut qu'une attaque subite des Avares obligeait à battre en retraite. C'est donc à un mulet, ainsi que le remarque plaisamment M. Hasdeu, qu'est dû le plus ancien monument de la langue roumaine.

Mais la latinisation ne s'était pas arrêtée à la rive droite du Danube. Elle avait même obtenu, au delà de ce fleuve, des résultats particulièrement brillants. De part et d'autre des Carpates, dans la région qui forme aujourd'hui la Hongrie orientale, la Transylvanie, le Banat et l'Olténie (extrémité occidentale de la Valachie) vivaient les Daces, branche septentrionale de la famille thrace, comme nous l'avons dit il y a quelques instants. Les Daces avaient déjà, avant le commencement de notre ère, atteint un certain degré de civilisation, et franchi l'étape qui sépare la vie nomade et pastorale de l'état sédentaire et agricole. Un chef intelligent et énergique, Décébal, avait réuni en un puissant royaume les tribus éparses de sa race et tenu en échec, pendant près de vingt ans, les forces de l'empire romain, qui dut même lui payer tribut. Mais le Vercingétorix dace allait avoir pour adversaire un autre César. En deux expéditions victorieuses, de l'an 101 à l'an 106 après Jésus-Christ,

Trajan se rendit maître de la Dacie. Décébal s'était frappé de son épée au moment où sa capitale allait tomber aux mains du vainqueur. La colonne Trajane dans laquelle les Roumains aiment à reconnaître le monument initial de leur histoire, fut élevée à Rome en souvenir de cette conquête, et les honneurs rendus au triomphateur montrèrent l'importance que les Romains attachaient à la soumission des Daces. Un monument d'une autre nature dut aussi son origine à la guerre dacique. Dès la fin de la première expédition, Trajan, afin de faciliter les mouvements de troupes et le transport des approvisionnements entre l'intérieur de l'empire et la Dacie, avait fait commencer la construction d'un pont fixe sur le Danube. La charpente en bois qui en supportait le tablier, reposait sur des piles en pierres dont quelques vestiges se voient encore aujourd'hui auprès de la ville roumaine de Turnu-Severin. Cette œuvre grandiose fut plus tard détruite par les Romains eux-mêmes lors de l'évacuation de la Dacie et aucun pont ne franchit plus le Danube oriental jusqu'à ce que les Roumains de nos jours, en dignes successeurs de Trajan, eussent jeté, non plus comme un chemin de guerre, mais comme une voie pacifique unissant l'Occident à l'Orient, ce magnifique pont de Cernavoda, inauguré il y a deux ans, et à l'entrée

duquel un *dorobants*[1] de bronze, le soldat-paysan, portant fièrement la caciula[2] nationale et la plume de dindon illustrée à Plevna et chantée par Alexandri, semble une sentinelle de la race latine à la porte orientale de l'Europe.

De nombreux colons, appelés de toutes les parties de l'Empire, mais romanisés déjà, avaient promptement accru la population de la Dacie, terre fertile et alors riche en métaux précieux. Une partie des indigènes, sans doute, avaient fui la domination romaine, mais le plus grand nombre était demeuré, formant, par son mélange avec les nouveaux venus le peuple Daco-Romain, souche des Roumains de nos jours. La latinisation de la Dacie fut prompte et donne lieu de supposer, d'une part, que l'élément colonisateur fut exceptionnellement nombreux, et, de l'autre, que la race vaincue n'était pas sans présenter certaines analogies avec le peuple victorieux. Si nous prenons en effet comme type des anciennes populations thraco-illyriennes dont faisaient partie les Daces, le seul peuple moderne qui ait assez exactement con-

[1] Soldat de l'infanterie roumaine qui, pendant la durée de son service actif, passe alternativement une semaine à la caserne et trois dans ses foyers.

[2] Bonnet de peau de mouton dont la pointe est rabattue de côté.

servé son caractère primitif, les Albanais, nous pouvons constater que leur langue offre, avec le latin, même au point de vue grammatical, car les analogies du vocabulaire peuvent résulter d'emprunts, des ressemblances qui permettent d'établir un rapprochement entre la famille thraco-illyrienne et la famille latine. Certains traits de caractère, certaines coutumes des Albanais, les rapprochent aussi des Italiens et particulièrement des Corses. Il est vrai que d'autres particularités permettent aussi de rapprocher les Thraces des Grecs et que d'autres encore ont conduit à essayer de les rattacher au groupe Iranien, ce qui montre qu'en définitive on doit leur conserver une place à part dans la famille indo-européenne.

Ainsi, à l'époque où commencent les grandes invasions barbares, l'élément latin est fortement constitué dans le nord et au centre de la Péninsule, sur les deux rives du Danube. Mais la Dacie, possession avancée, au delà des frontières naturelle du monde romain, était, plus que toute autre province, exposée aux attaques des barbares. Sarmates, Marcomans, Roxolans, Gots, s'y précipitent successivement, et vers la fin du IIIe siècle, l'empereur Aurélien se décide à l'abandonner.

Pendant plusieurs siècles, la Dacie fut inondée par des torrents humains. Gots, Vandales et Gé-

pides, Huns et Avares, la traversent tour à tour, pour se diriger soit vers l'ouest, soit vers le sud, se poussant mutuellement comme les vagues d'une mer furieuse.

Les Gots franchissent le Danube, et, au IVe siècle, s'établissent en Mésie avec le consentement des autorités romaines. Pendant près d'un siècle et demi, leurs hordes parcourront la péninsule, s'avançant jusqu'aux portes de Constantinople et jusqu'aux extrémités de la Grèce. Cependant, cette longue occupation germanique, pas plus que l'invasion des Huns, au milieu du VIe siècle, n'exerça d'influence durable sur la formation des nationalités nouvelles.

Il n'en sera pas de même avec les Slaves dont l'établissement en masse à l'intérieur de l'Empire paraît devoir être fixé au commencement du VIe siècle, bien que des fractions isolées aient dû y pénétrer beaucoup plus tôt. Ainsi, on pense que les empereurs Justin et Justinien, qui régnaient au commencement de ce même siècle, étaient d'origine slave; plusieurs généraux des mêmes règnes appartenaient incontestablement à cette nationalité.

On admet généralement que les Slaves habitèrent d'abord l'Europe centrale, dans la région qui renferme les cours supérieurs de la Vistule et du

Dnièpre. De là, ils s'avancent vers le sud et occupent bientôt la plus grande partie de la Dacie ainsi que la Pannonie (la Hongrie actuelle). A partir du VIe siècle, ils submergent littéralement toute la péninsule. Cette occupation, qui, parfois, s'opère avec l'agrément ou même sur l'invitation des empereurs, comme cela eut lieu pour les Croates et les Serbes sous le règne d'Héraclius, cette occupation, dis-je, fut si complète, qu'en beaucoup d'endroits, notamment dans la région nord-ouest qui forme actuellement la Dalmatie, la Serbie et la Bosnie, toute trace des populations primitives disparut. Ailleurs, au contraire, ces populations finirent par reprendre le dessus, et s'assimilèrent à leur tour les envahisseurs slaves. Il en fut ainsi dans la Grèce actuelle et en Albanie? Des noms de localités, les mots slaves assez nombreux dans le vocabulaire albanais, plus rares dans celui du grec moderne, rappellent seuls aujourd'hui cette occupation.

Dans la région sud-est, l'élément grec ou hellénisé fut refoulé sur les bords de la mer, où il se maintint intact.

Mais que devenaient, pendant ce temps, les populations latinisées de Dacie et de Mésie? Elles n'avaient pas été détruites ou assimilées comme celles de l'Illyrie, mais fuyant devant les flots de

l'invasion, elles avaient abandonné les plaines pour chercher des abris dans les montagnes ; les Daco-Romains, dans les Carpates, les Méso-Romains de la rive droite du Danube, dans les Balkans, le Rodope, et les massifs de l'Olympe et du Pinde. Cette habitude de se réfugier, en cas de danger, dans les montagnes, s'est conservée chez les Roumains aussi longtemps que leur pays a été exposé aux invasions. Thouvenel, dans un récit de voyage publié en 1839 dans la *Revue des Deux-Mondes*, signale un semblable exode comme s'étant produit pendant la guerre turco-russe de 1828-1829. « C'est dans le banat de Craiova, dit-il, que se passèrent les scènes les plus cruelles de la dernière guerre ; aussi, le pays est-il inculte bien que le sol soit d'une fertilité admirable..... *Les habitants ont fui dans les montagnes,* et six années de paix ne les ont point ramenés sur le sol qui doit devenir un jour pour eux une source féconde de bien-être. »

Le sort définitif des Latins orientaux est l'objet de vives controverses, et malheureusement les considérations scientifiques n'interviennent pas seules dans la discussion, ce qui ne contribue pas peu à compliquer encore une question déjà obscure en elle-même.

La présence au moyen-âge, sur la rive droite du Danube, de populations latinisées, est incontestable et incontestée. L'incident rapporté par Théophylacte et Théophanes la constate au VIe siècle; un autre écrivain grec de la même époque, Procope, cite comme se rapportant à des localités situées au sud des Balkans, des noms présentant une apparence tout à fait latine. A la fin du XIIe siècle et au commencement du XIIIe, les Valaques, c'est-à-dire les Roumains, des Balkans et du Rodope jouent un rôle capital dans la rénovation de l'empire bulgare et dans ses luttes avec l'Empire Latin de Constantinople. On trouve, à cette époque, en Thessalie, une Grande-Valachie, Blaquie la Grant, comme disent les chroniques, et dans l'Épire, l'Acarnanie et l'Étolie, une Valachie supérieure, l'Anovlahia des Grecs, et une Petite-Valachie.

Mais sur la rive gauche, précisément dans le pays conquis par Trajan, dans la patrie actuelle des Roumains, on perd leurs traces pendant plusieurs siècles. Quelques auteurs, et notamment Rossler qui a donné son nom à cette théorie, ont supposé que lors de l'évacuation de la Dacie Trajane par les légions romaines, sous Aurélien, toute la population latine ou latinisée de cette province aurait passé le Danube pour venir s'établir

au sud de ce fleuve, dans les provinces restées romaines, notamment en Mésie, où fut, en effet, constituée une nouvelle province sous le nom de Dacie Aurélienne. Plus tard, au XIIe ou au XIIIe siècle, le plus grand nombre des Roumains transdanubiens auraient repassé le fleuve en sens inverse et seraient venus réoccuper une partie de l'ancienne Dacie et des régions voisines. Cette théorie a été accueillie avec faveur en Hongrie, car elle donne aux Magyars, dont l'établissement sur les rives du Danube, de la Tissa et du Maros remonte au IXe siècle, la qualité de premiers occupants dans les parties de leur royaume actuellement habitées par des Roumains.

Il m'est impossible d'examiner ici tous les arguments donnés pour ou contre les diverses théories relatives à l'histoire des Roumains au commencement du Moyen-Age ; des volumes ont été écrits sur ce sujet, et l'exposé, même sommaire, de leur contenu, pourrait occuper à lui seul plusieurs chapitres de cette étude. Je me bornerai à faire remarquer, avec M. Xénopol, l'érudit professeur de l'Université de Iassi, combien il est peu vraisemblable qu'un peuple nombreux, arrivé déjà à un degré élevé de civilisation, attaché au sol par ses occupations et d'ailleurs issu en partie de la race indigène, tel, en un mot, que l'histoire nous

montre les Daco-Romains, ait pu abandonner en masse ses foyers. Une émigration partielle s'est sans doute produite, entraînant à la suite des garnisons romaines les fonctionnaires et les habitants les plus riches, ceux qui étaient le plus attachés au pouvoir romain et ceux qui avaient le plus à redouter les barbares. Ceux-là vinrent grossir la population latine de la Mésie. On s'explique difficilement, du reste, pourquoi une émigration en sens inverse se serait produite précisément à l'époque où les Roumains transdanubiens acquéraient une situation prépondérante dans la péninsule, par la fondation et les succès de l'empire Valaque-Bulgare, et, d'autre part, il est étrange qu'un peuple qui se déplace si facilement se soit transformé en une nation agricole par excellence, telle que nous apparaît aujourd'hui le peuple roumain.

D'après d'autres historiens, au nombre desquels figure M. Hasdeu, ce seraient, au contraire, les Roumains de Dacie qui, vers le xe siècle, auraient envoyé dans la région centrale et méridionale de la péninsule les colonies dont on constate l'existence dès cette époque, et que l'on retrouve aujourd'hui dans les Macédo-Roumains. Les Méso-Romains comme les Illyro-Romains, auraient été complètement absorbés et dénationalisés par l'occupation slave. M. Picot adopte une hypothèse

analogue, mais en supposant que la séparation des deux branches de la race roumaine s'est produite lors de l'abandon de la Dacie par Aurélien. Enfin, une troisième hypothèse, celle qui est adoptée par M. Xénopol, admet que les Roumains situés au sud du Danube proviennent des populations indigènes de ces contrées, latinisées par la conquête romaine.

Cette dernière hypothèse est évidemment la plus plausible, et c'est elle que nous avons mentionnée dans le premier chapitre en parlant des Macédo-Roumains. Le principal argument que l'on puisse lui opposer est la grande ressemblance des idiomes parlés par les deux fractions de la race roumaine. Leurs différences, à part celles qui s'expliquent par l'influence des peuples voisins, sont, en effet, peu considérables, et peuvent à peine se comparer à celles qui séparent deux dialectes éloignés de la langue d'oc, par exemple le béarnais et le provençal. Est-il admissible que deux peuples, formés par la latinisation de races déjà distinctes, n'ayant plus eu, l'un avec l'autre, aucune relation depuis le VIe siècle, époque à laquelle ils furent séparés par l'invasion slave, parlent encore aujourd'hui des dialectes aussi peu différents que le daco-roumain et le macédo-roumain, en tenant compte surtout de ce que plusieurs des particularités phonétiques de ce dernier idiome

se retrouvent dans un dialecte daco-roumain, le moldave? Il est assez difficile de répondre dans un sens ou dans l'autre à cette question, et nous ne pouvons que rester dans l'indécision au sujet des deux dernières hypothèses, tout en considérant celle de M. Xénopol comme la plus simple et la plus naturelle.

Au VIe siècle, avons-nous dit, les Slaves occupent presque toute la péninsule, mais ils sont divisés en une infinité de petites tribus qu'aucun lien solide ne rattache les unes aux autres. C'est à un peuple étranger qu'est due la formation du premier grand état slave dans cette région.

A la fin du VIIe siècle, arrive sur la rive gauche du Prout, dans la Bessarabie actuelle, une tribu d'origine touranienne, apparentée, par conséquent, de près ou de loin, à la multitude des peuples de la même famille, Huns, Avares, Petchénègues, Khazars, Kumans, Hongrois, Tatars, qui, durant les dix premiers siècles de notre ère, ravagèrent l'Europe méridionale et orientale. Ces nouveaux venus étaient les Bulgares, dont la patrie primitive se trouvait située entre la Volga et la chaîne de l'Oural, pays où existait encore au XIIIe siècle, une ville portant leur nom, capitale d'un état appelé Grande-Bulgarie ou Bulgarie-Noire.

De la Bessarabie, les Bulgares passèrent bientôt sur la rive droite du Danube et s'avancèrent dan la péninsule, dont, en moins d'un siècle, ils eurent parcouru toute la moitié orientale. Leurs hordes victorieuses étaient arrivées jusqu'aux portes de Salonique et de Constantinople et avaient contraint les empereurs byzantins à acheter la paix par l'abandon de la Mésie et le paiement d'un tribut. Un chef énergique, Kroum, qui régnait au commencement du IXe siècle, et dont la domination s'étendait des Carpates aux Balkans, fixa sa capitale à Prêslav et donna à son royaume une organisation régulière et des lois. On peut dire que Kroum fut le Clovis de la Bulgarie, moins le baptême, cependant, car l'honneur d'être le premier souverain chrétien de ce pays fut réservé à l'un de ses plus glorieux successeurs, Boris.

Mais, parmi leurs sujets, Kroum et ses successeurs ne comptait qu'un petit nombre de Bulgares touraniens ; ceux-ci avaient servi en quelque sorte de ciment pour agréger en un corps organisé la masse inorganique des tribus slaves qui formaient la grande majorité de la population. Leur rôle fut, en somme, tout à fait analogue à celui des Francs en Gaule. L'élément slave, beaucoup plus nombreux, plus cultivé aussi, car un contact déjà prolongé avec la civilisation hellénique, lui avait permis de

se l'approprier en partie, eut bientôt absorbé ses vainqueurs. Dès la fin du IXe siècle, la langue des Bulgares ouraliens cessait d'être parlée, et presque aussitôt après la conversion de Boris au christianisme, vers 860, la littérature religieuse slavonne prit un remarquable essor.

Ce fait d'un peuple conquis assimilant un peuple conquérant, moins nombreux et moins cultivé, n'a rien d'exceptionnel, et des exemples s'en rencontrent sur toute la surface du globe, depuis notre propre pays, où les Francs, de race germanique, qui lui ont donné son nom et sa première organisatien politique, se sont fondus dans les Gallo-Romains, jusqu'en Chine, où les conquérants mandchous sont devenus, avec le temps, aussi Chinois que leurs sujets. Ce que présente de particulier la formation de la nationalité bulgare, c'est le peu de traces apparentes qu'y ont laissées les Bulgares primitifs. Tandis que l'élément germanique tient une place assez considérable dans la langue française, on n'a pas trouvé, dans le bulgare moderne, de termes qui soient authentiquement d'origine finno-touranienne. Peut-être l'influence exercée sur la race au point de vue physique a-t-elle été plus considérable; on peut être tenté, en effet, de lui rapporter les particularités de visage et de caractère qui distinguent

les Bulgares des autres Slaves, mais cela est encore fort incertain. Quoi qu'il en soit, le fait que les habitants de la Bulgarie moderne doivent le nom de leur race et de leur pays à un peuple touranien dont la force, lors de son établissement sur les rives du Danube, ne paraît pas avoir dépassé de beaucoup cinquante mille âmes, ne suffit pas pour permettre de leur contester la qualité de Slaves. Les Russes, par exemple, surtout ceux du nord, ont incontestablement dans les veines plus de sang finnois, touranien, par conséquent, que les Bulgares.

Existait-il, dès l'origine, une différence entre les Slaves qui peuplèrent la partie occidentale de la péninsule balkanique, les Croates et les Serbes, et ceux de l'est qui sont devenus les Bulgares? C'est probable, bien que cette différence dût être peu considérable. Les noms de Croate et de Serbe paraissent être antérieurs à l'émigration dans la péninsule balkanique, car on trouve ceux de Serbie et de Croatie appliqués à des pays de la région des Carpates que ces peuples avaient traversés ou occupés avant d'arriver sur les bords de la Save et de la Drave. Le nom de Serbe a pu aussi être une dénomination générale appliquée à tous les Slaves ou à la plupart d'entre eux, car ceux de

la Lusace, que l'on nomme aussi Sorabes ou Vendes, et qui diffèrent notablement des Serbes de la péninsule des Balkans, se donnent encore aujourd'hui le même nom. M. Hasdeu rattache les Serbes aux Tchèques et les Bulgares aux Polonais. Cette hypothèse, appuyée sur des considérations philologiques, n'est pas invraisemblable, mais est loin d'être certaine.

Nous connaissons donc maintenant l'origine de toutes les nations chrétiennes de la région qui nous intéresse. Une série de couches ethniques, superposées les unes aux autres comme dans une stratification géologique, a contribué à les former. D'abord, les populations préhistoriques, les Pélages des légendes grecques, puis les peuples que nous rencontrons aux débuts de la période historique : à l'extrémité sud, les Grecs, qui, malgré la conquête romaine et les invasions barbares, conserveront intact jusqu'à nos jours leur caractère national et l'imposeront même aux éléments étrangers qui viendront en contact avec eux ; dans le reste de la Péninsule, les peuplades thraco-illyriennes, dont le plus grand nombre subira l'hellénisation ou la latinisation, influences auxquelles les Albanais seuls échapperont, non pas complètement, mais assez cependant pour

garder leur individualité. Enfin, l'invasion slave, recouvrant la Péninsule et l'occupant définitivement, donne à sa population l'aspect qu'elle conservera jusqu'à nos jours, nonobstant les invasions ultérieures. Elle absorbe la plus grande partie des peuples déjà établis, laissant seulement émerger comme des ilots, d'une part, les Grecs et les Albanais, de l'autre, les Daces et les Thraces latinisés qui deviennent les Roumains ou Valaques, non sans subir fortement l'influence des Slaves auxquels ils se trouvent mêlés pendant six ou sept siècles.

Nous allons examiner, maintenant, le développement politique de ces différentes nations et leurs vicissitudes jusqu'à l'époque où nous voyons paraître en conquérants les derniers venus parmi les peuples balkaniques, les Turcs.

III

LES NATIONALITÉS BALKANIQUES AU MOYEN AGE

Parmi les nationalités nouvelles de la Péninsule Balkanique, les Bulgares furent les premiers qui, grâce à la tribu ouralienne qui leur a laissé son nom, se constituèrent en un état unique et puissant, lequel, au IXe et au Xe siècles, sous Boris et sous Siméon, étendit sa domination des Karpates à la Mer Égée et de l'Adriatique à la Mer Noire, et dont le souverain put, en toute vérité, prendre le titre d'Empereur et Autocrate de tous les Bulgares et Grecs (Tsar i Samodrjets vsêm Blgarom i Grkom).

Les Serbes, moins heureux, restèrent longtemps divisés. Leurs tribus, ayant à leur tête des chefs portant les titres de « *knez* » ou de « *joupan* », se groupèrent seulement en petits états, Néretva, dans la Dalmatie méridionale, Trebigné et Houm,

dans l'Herzégovine actuelle, Dioclée et Zéta dont le territoire renferme aujourd'hui le Monténégro, Bosnie, Rascie. Ce dernier pays, qui devint plus tard le centre de la puissance serbe, comprenait ce que nous appelons la Vieille-Serbie et la plus grande partie de la Serbie indépendante d'à présent. Il avait pour capitale la ville de Rachka, aujourd'hui Novi-Bazar.

Au nord se trouvait la Croatie, qui, entraînée de bonne heure dans la sphère des puissances occidentales, aura des destinées complètement différentes de celles des autres pays serbes et, dès le commencement du XIIe siècle, se rattachera définitivement à la Hongrie par l'élection comme roi de Croatie, du roi de Hongrie Koloman. Enfin, la Syrmie, entre la Save et la Drave, et la Dalmatie, le long de l'Adriatique, constamment disputées entre les pays limitrophes, et successivement soumises aux uns et aux autres, ne joueront pas de rôle spécial dans l'histoire serbe. Il faut cependant faire une exception en faveur de la ville de Raguse qui, exploitant habilement les rivalités de ses voisins, sut maintenir son indépendance ou tout au moins son autonomie, jusqu'au commencement de notre siècle.

Mais avant d'entamer l'histoire des états slaves méridionaux je dois parler d'un événement qui

eut une influence capitale sur leur développement, et peut être considéré comme marquant leur entrée définitive dans la famille politique européenne. Il s'agit de la conversion des Slaves au christianisme qui s'opéra au cours du IXe siècle. Ce sont, bien entendu, les conversions en masse et en tant que nation qui eurent lieu à cette époque, car il est indubitable que des conversions individuelles n'avaient pas manqué de se produire bien plus tôt chez des peuples en contact depuis plus de trois siècles avec les habitants chrétiens de l'Empire d'Orient. En outre, des tentatives de conversion systématique avaient été faites dès le VIIe siècle par l'envoi de missionnaires, soit de Rome, soit de Constantinople. Les historiens de l'église serbe nous disent que ces tentatives eurent peu d'effet, en ce qui concerne leur nation, parce que les prêtres latins ou grecs voulaient imposer aux Slaves, pour le service religieux, l'usage d'une langue qui leur était inconnue. Quoi qu'il en soit il paraît certain que, au moment de l'arrivée dans la péninsule des Bulgares ouraliens, les tribus slaves qu'ils soumirent étaient déjà en partie chrétiennes. Le christianisme commençait même à gagner les conquérants, à ce point que le successeur de Kroum, Mortagon, chercha à en arrêter les progrès par la persécution.

Mais c'est au IXe siècle seulement que, grâce à l'influence de deux hommes dont la mémoire est justement révérée par tous les peuples slaves, l'adoption du christianisme prend pour ceux-ci le caractère d'un acte national, et que l'on voit se fonder, entre l'église latine et l'église grecque, une église slave possédant sa langue liturgique et ses traditions propres.

Il est impossible de parler de l'histoire des nationalités slaves sans citer les noms de Cyrille et de Méthode. Ces deux frères, nés à Salonique, de famille noble, vers l'an 825, se distinguèrent de bonne heure par leur science et leur sagesse, mais renonçant aux honneurs, ils embrassèrent successivement la vie monastique, d'abord le plus jeune, Constantin, qui prit à ce moment le nom de Cyrille sous lequel il est généralement connu, puis, plus tard, Méthode, qui avait exercé pendant plusieurs années des fonctions militaires et politiques. Il avait été, notamment, gouverneur d'une « province slave » qui se trouvait sans doute en Macédoine ou en Thessalie.

Le premier acte important des deux frères dans la carrière de l'apostolat, fut une mission dont les chargea l'empereur auprès du khan des Khazars de Crimée. Ce prince barbare, hésitant entre le judaïsme, l'islamisme et le christianisme, avait

voulu être éclairé sur les mérites respectifs de ces trois croyances. Convaincu par les arguments de Cyrille et de Méthode, il se fit baptiser et ordonna à tout son peuple de l'imiter. Encouragé par ce succès, l'empereur confia bientôt aux deux frères une seconde mission; c'est celle-là qui devint la grande œuvre de leur vie, et leur mérita le titre glorieux d'apôtres des Slaves.

A cette époque, un grand état slave, le royaume de Moravie, s'était constitué dans l'Europe centrale. Outre la Moravie proprement dite, ce royaume comprenait la Pannonie, pays entièrement slave alors, dont la conquête hongroise a, depuis, changé en grande partie la nationalité. Des missionnaires venant d'Allemagne avaient bien déjà pénétré dans ces régions, mais ils y avaient été accueillis avec méfiance, car on craignait qu'ils ne fussent les avant-coureurs de la conquête germanique, et, d'ailleurs, le latin qu'ils employaient dans leurs prières n'était pas compris du peuple. Le roi de Moravie, Rostislav, s'adressa donc à l'empereur d'Orient qui lui envoya Cyrille et Méthode. Il est possible que les deux missionnaires de Salonique aient été eux-mêmes d'origine slave; il est certain, en tous cas, qu'ils connaissaient le dialecte slave parlé par la majorité des habitants dans les environs de leur ville

natale. Aussi, leur fut-il aisé de se faire comprendre des Slaves de Pannonie dont l'idiome ne différait sans doute pas beaucoup de celui des Slaves de Macédoine. Non seulement ils prêchèrent en slave, mais ils traduisirent les saintes écritures et la liturgie. On ne sait pas au juste si le dialecte employé dans ces traductions était celui de la Pannonie ou celui de la Macédoine. Bien que la première hypothèse ait pour elle l'autorité du grand slaviste Miklosich, la seconde paraît mieux fondée et est aussi plus généralement acceptée aujourd'hui.

L'Église slave était fondée. Mais ce ne fut pas sur les lieux témoins de l'apostolat de ses fondateurs qu'elle vécut et se développa. Malgré l'approbation donnée à plusieurs reprises par les Papes à l'œuvre des deux frères, la rivalité des prélats allemands qui prétendaient à la juridiction spirituelle sur la Pannonie, l'ardente opposition des théologiens qui soutenaient que l'on ne pouvait prier qu'en grec, en latin ou en hébreu, poursuivirent sans cesse les deux apôtres pendant leur vie, et minèrent leur œuvre après leur mort. Mais leurs disciples, chassés de Pannonie, descendirent vers le sud et vinrent évangéliser les peuples slaves de la péninsule des Balkans, y apportant la liturgie slavonne et, en même temps,

l'alphabet imaginé par Cyrille pour exécuter sa traduction des saintes écritures.

Un peu auparavant, le souverain de la Bulgarie, Boris, mû principalement par des considérations politiques, s'était fait baptiser et avait officiellement établi la religion chrétienne dans ses états. Ceux-ci devinrent, pour les disciples de Cyrille et de Méthode, une terre d'élection dont ils firent le véritable berceau de l'Église slave, et le foyer d'où elle rayonna sur les pays voisins, même sur la Roumanie latine, et plus tard, sur la lointaine Russie.

Vers la même époque s'achevait la conversion des Serbes dans laquelle les successeurs des saints Cyrille et Méthode eurent aussi leur rôle important. Il semble, en effet, et cela est assez compréhensible, que ce fut la liturgie slavonne qui décida à adopter le christianisme, des tribus que les prédications des prêtres latins ou grecs avaient jusqu'alors trouvées rebelles.

Mais, tandis que la foi chrétienne s'affermissait dans ces nouveaux domaines, de graves dissensions éclataient à l'intérieur même de l'Église. Les rivalités, les antipathies, jusqu'alors latentes, qui séparaient l'Orient de l'Occident, paraissaient au grand jour et amenaient la rupture définitive entre l'Église grecque et l'Église latine.

Qu'allaient devenir les Slaves en présence de

ce schisme? Placés entre l'Orient et l'Occident, menacés d'un côté comme de l'autre et obligés de changer leurs alliances selon le côté d'où venait le danger, la politique devait les laisser indécis entre Rome et Byzance. C'est, il est vrai, de Constantinople qu'ils avaient d'abord reçu la foi chrétienne, et les disciples de Cyrille et de Méthode avaient encore fortifié l'attachement aux traditions religieuses orientales et au rite grec [1] qu'eux-mêmes suivaient comme leurs maîtres. Mais cette considération ne fut pas décisive. Le schisme était trop récent et probablement paraissait plutôt une querelle particulière entre Rome et Constantinople qu'une question d'intérêt général pour l'Église. Aussi voyons-nous pendant longtemps les souverains serbes et bulgares hésiter entre les deux suprématies religieuses, demander à Rome ce qu'ils n'obtiennent pas de Constantinople, ou réciproquement. Boris, le premier, donne l'exemple de ces hésitations. Siméon, son fils, obtient du pape la reconnaissance de son titre royal. Au commence-

[1] Il convient de remarquer, à ce sujet, que le *rite* et la *langue liturgique* sont choses indépendantes. Les Slaves orthodoxes (orientaux) ont toujours conservé le rite grec, bien que se servant de la langue slavonne, et, dans la Dalmatie, certaines paroisses emploient encore aujourd'hui cette langue dans le service religieux, bien que suivant le rite latin.

ment du XIIIe siècle, nous voyons encore un pape envoyer la couronne à Kaloyan, le souverain de l'empire valaque-bulgare, que les chroniques appellent Joanice, et conférer le titre de primat à l'archevêque de Trnovo. Même incertitude chez les Serbes, où Étienne Nemanitch, le *premier couronné,* reçoit, en 1220, la couronne royale du pape Honorius III.

En ce qui concerne les Bulgares, beaucoup plus directement soumis à l'influence byzantine et presque complètement séparés de l'Europe occidentale, l'avantage devait forcément, en définitive, rester à Constantinople. Mais les Serbes, placés à la limite des deux mondes, ouverts aux influences italienne, allemande et hongroise, autant qu'à celle des Grecs, restèrent partagés entre les deux églises.

La Croatie, contrée nettement occidentale, avait été gagnée de bonne heure au rite latin que l'union politique avec la Hongrie y affermit définitivement. La Serbie proprement dite, devenue, surtout lors des conquêtes de Douchan, une puissance tout à fait orientale, resta fidèle au rite grec. Dans d'autres pays serbes, la Dalmatie, la Bosnie, l'Herzégovine, dont la situation politique ne fut jamais bien nette, l'indécision régna aussi sur le terrain religieux, et les deux églises y conservèrent des adhérents.

En parlant de la situation religieuse de la péninsule des Balkans au Moyen-Age, je ne puis omettre de faire allusion à l'hérésie des Bogomiles qui prit naissance en Bulgarie au xe siècle et se répandit, durant le siècle suivant, en Serbie et surtout en Bosnie. Elle reçut son nom d'un prêtre bulgare, Jérémie, surnommé Bogomile (Théophile), qui fut son premier apôtre. Ses doctrines, dont la base était l'existence de deux principes, bon et mauvais, étaient empruntées à des hérésies antérieures, particulièrement à celles des Manichéens. En outre, les Bogomiles professaient sur le terrain politique et social des opinions qui aujourd'hui même paraîtraient très avancées, voire anarchistes. L'hérésie bogomile se propageant dans l'Europe occidentale, donna naissance à celle des Cathares, qui, sous le nom d'Albigeois, jouent un si grand rôle dans l'histoire de la France méridionale.

L'histoire des Bulgares au Moyen-Age est tout entière dominée par leur lutte avec leur puissant voisin, l'empire grec. Cette lutte, qui se termina seulement lorsque les adversaires eurent été l'un et l'autre engloutis dans la conquête turque, et pendant laquelle on vit les deux parties rechercher successivement l'alliance de tous leurs voisins,

Serbes, Magyars, Petchénègues, Kumans, Tatares, eut ses alternatives de succès et de revers, et plus d'une fois les armées bulgares vinrent camper en vue de Constantinople, sans cependant pouvoir jamais s'en emparer.

Sous Boris, et surtout sous Siméon, l'un de ses fils, l'empire bulgare embrassa presque toute la péninsule. Mais cette puissance n'eut pas une bien longue durée. Avant la fin du xe siècle, les Grecs avaient repris presque toutes leurs anciennes possessions, laissant seulement aux Bulgares la Macédoine, dans laquelle un de leurs nobles s'était antérieurement rendu indépendant. Cet état, que l'on appelle l'*Empire de la Bulgarie occidentale* et dont la capitale avait été, en dernier lieu, fixée à Okhrida, eut un moment de splendeur sous le tsar Samuel, avant de tomber sous les coups de l'empereur Basile II, le tueur de Bulgares. Au xie siècle, toute la Bulgarie se retrouvait sous la domination byzantine, mais, vers les dernières années de ce siècle, une insurrection dans laquelle l'élément roumain ou valaque, alors nombreux dans les régions du Balkan et du Rodope, joua, sous la conduite des frères Jean et Pierre Asên, un rôle très important, rendit leur liberté aux pays de la rive droite du Danube. Sous Kaloyan, frère cadet de Jean et de Pierre, et surtout sous Jean Asên II, fils

de Jean Asên, l'empire bulgare retrouva son ancienne prospérité et tint tête à l'empire latin de Constantinople, dont les chefs avaient eu le tort de ne pas rechercher une alliance que la longue rivalité des Bulgares et des Grecs devait rendre facile à obtenir.

L'origine roumaine des princes de la nouvelle dynastie bulgare, les Asênides, ne paraît pas douteuse, bien qu'elle ait été niée par des historiens slaves, entre autres par Jiretschek dans son histoire des Bulgares. Cette origine est constatée dans des documents contemporains, notamment dans la correspondance de Kaloyan avec le pape Innocent III qui l'invite, étant lui et son peuple romains d'origine, à adopter la foi de l'église romaine. L'importance de l'élément roumain dans le nouvel empire est attestée par le titre même de ses souverains : « *Imperator Bulgarorum et Blacchorum;* » « rois de Blaquie et de Bougrie, » dit Villehardouin en parlant de Kaloyan.

Pourtant, sans qu'on puisse s'expliquer pourquoi ni comment, ces Valaques des Balkans et du Rodope disparaissent bientôt, et de valaque-bulgare, l'empire des Asênides devient purement bulgare. C'est cette disparition étrange qui a donné naissance à l'hypothèse adoptée par Rössler, d'une migration au delà du Danube. Il est plus naturel

de supposer que, moins nombreux que les habitants slaves de l'empire, ces Roumains se sont peu à peu mêlés à eux et slavisés. C'est sans doute un isolement plus complet qui aura préservé de la dénationalisation leurs frères du Pinde et de l'Olympe.

Le nouvel empire bulgare avait fixé à Trnovo sa capitale et le siège du patriarchat, car il ne pouvait y avoir alors d'empire sans patriarche. Plus heureuse que Preslav, Trnovo est resté jusqu'aujourd'hui une des villes importantes de la Bulgarie, et, bien que des considérations d'ordre politique, économique et géographique aient empêché de lui rendre, dans la nouvelle principauté, son ancien rang de capitale, elle n'en garde pas moins une sorte de primauté traditionnelle qui en fait le Moscou de la Bulgarie. C'est dans ses murs que fut réunie l'Assemblée des Notables qui élabora la Constitution bulgare, et que siège la Grande Assemblée Nationale convoquée dans les circonstances exceptionnelles pour modifier la constitution ou pourvoir à la vacance du trône.

Avec l'extinction de la dynastie des Asênides en 1257, commença pour la Bulgarie une période de décadence. En luttes constantes avec ses voisins, fréquemment déchirée par des dissensions intérieures, elle se trouva, au siècle suivant, trop affai-

blie pour résister avec avantage à l'invasion turque, bien que le sentiment du danger ait, plus d'une fois, conduit les princes bulgares à s'allier avec les Serbes qui, malgré la communauté de race, avaient été le plus souvent, alors comme aujourd'hui, les rivaux et les compétiteurs de leurs voisins de l'est. Les dernières années du XIVe siècle virent la soumission complète de la Bulgarie aux Turcs après la mort de ses derniers rois, Chichman et Strachimir.

Jusqu'au milieu du XIIe siècle, la race serbe, affaiblie par ses divisions, ne peut jouer un rôle considérable. Les princes des différents états, souvent en guerre les uns avec les autres, ont bien de la peine à défendre leur indépendance contre leurs voisins, Grecs, Bulgares et Hongrois. Parfois l'un d'eux réussit à réunir sous son autorité plusieurs principautés, mais toujours pour peu de temps. Souvent, ces princes conquérants eux-mêmes détruisent leur œuvre en partageant leurs états entre leurs enfants. Mais l'arrivée au pouvoir, en 1159, d'Étienne Nemania, fondateur de la dynastie des Némanitch, en donnant à la race serbe l'unité et la forte direction qui lui avaient manqué jusqu'alors, lui permit de constituer un état puissant qui atteignit son apogée un siècle

plus tard, sous l'empereur Douchan, et joua à cette époque un rôle prépondérant dans la péninsule.

La famille d'Étienne Nemania était originaire du pays de Zeta, le Monténégro d'aujourd'hui, mais, à la mort de son père, Gradinia, qui avait réussi à réunir sous son autorité plusieurs pays serbes, Étienne reçut en partage la portion orientale de la Serbie actuelle, et fixa à Rachka sa résidence. Il dut d'abord lutter contre ses frères, mais, avec l'aide de l'empereur grec Manuel Ier, il les vainquit et put asseoir solidement son pouvoir. Il réussit ensuite, en s'alliant tantôt aux Hongrois, tantôt aux Grecs, à réunir à ses états plusieurs territoires serbes dépendant des pays voisins, la Dalmatie et les bouches de Cattaro, la Bosnie, la région de Prizren.

Étienne était un homme instruit, sage et juste, qui sut gagner l'affection et le dévouement de ses sujets par ses bienfaits autant que par ses victoires. Malgré ses succès et l'étendue de ses états, il s'abstint de prendre le titre de roi et se contenta de celui de Veliki Joupan (Grand Joupan). Comme tous les grands souverains de cette époque, il manifesta une prédilection spéciale pour les choses religieuses, et, après un règne glorieux de près de quarante années, (de 1159 à 1195), il

renonça volontairement au trône, prit l'habit monastique sous le nom de Siméon, et se retira au Mont-Athos, où l'avait précédé son plus jeune fils, Tvertko, devenu le moine Sava. L'Église orientale le mit au rang des saints, honneur qui a été accordé aussi à plusieurs autres souverains ou princes serbes. Avant d'abdiquer, Étienne avait confié à son fils aîné, portant le même nom que lui, le pouvoir suprême sur tous ses états, et à son second fils, Vouk, le gouvernement des pays de Zeta et de Houm. Les deux frères vécurent en paix jusqu'à la mort de leur père, mais ensuite, Vouk, cherchant à s'emparer seul du pouvoir, attaqua son frère et fit appel aux Hongrois, qui envahirent la Serbie. Le roi Imré prit le titre de roi de Serbie et laissa comme gouverneur Vouk. Mais celui-ci s'étant réconcilié avec son frère, les choses furent rétablies dans l'état où les avaient laissées Nemania. Après plusieurs guerres heureuses, Étienne agrandit encore l'héritage paternel, puis une période de paix lui permit de donner ses soins à l'organisation et au développement intérieur du pays.

L'unité et l'indépendance politiques de la Serbie étant assurées, il convenait, selon la tradition orientale, de lui procurer aussi l'autonomie religieuse. Sava fut donc envoyé par son frère auprès

de l'empereur Théodore et du patriarche de Constantinople, qui, par suite de l'occupation de la capitale par les Latins, résidaient alors à Nicée, pour obtenir que l'église serbe qui dépendait de l'archevêché d'Okhrida, fût érigée en archevêché autocéphale. L'empereur et le patriarche acquiescèrent à ce désir et Sava fut consacré archevêque de toutes les terres serbes.

Quelques années plus tard, pour affirmer d'une façon plus formelle l'indépendance de la Serbie et la placer sur le même rang que les autres états souverains, Étienne obtint du pape Honorius III la couronne royale, que l'archevêque Sava plaça solennellement sur son front en 1220. Le sacre du « *premier roi couronné* » (prvoventchani kral), des Serbes, suivant le titre que l'on donne à Étienne Nemanitch, eut lieu dans l'abbaye de Jitsa près de Kralievo, où Sava avait fixé le siège archiépiscopal, et dont l'église, qui servit depuis lors, et jusqu'à la conquête turque, au couronnement des rois serbes, existe encore aujourd'hui. Bien qu'Étienne ait reçu du pape sa couronne royale, rien n'indique qu'il ait jamais songé à abandonner l'orthodoxie, dans laquelle l'influence que son frère Sava ne cessa d'exercer sur lui eût suffi certainement à le retenir[1].

[1] La manière dont Étienne reçut la couronne royale est

Étienne mourut en 1228, après un règne de trente-trois ans. Peu de temps avant sa mort, il avait, comme son père, pris l'habit religieux.

Sava mourut en 1237, à Trnovo, où il était allé visiter le tsar bulgare Jean Asên. Ses vertus lui méritèrent le titre de saint, et c'est avec raison que le peuple serbe l'honore comme son protecteur. Son action, qui s'étendit aux affaires politiques comme aux choses religieuses, fut puissante et bienfaisante, et la part qui lui revient dans la préparation des destinées de la Serbie n'est pas moins grande que celle de son frère. En même temps, Sava travailla à la diffusion de l'instruction, et les Serbes lui doivent la floraison de leur littérature, qui, à cette époque, eut comme chez les nations voisines, un caractère presque exclusivement religieux.

Les règnes des successeurs de « Stefan Prvoventchani » furent, en général, heureux et glorieux, malgré des guerres fréquentes avec les peuples voisins, particulièrement avec les Hongrois et les

un objet de discussion pour les historiens serbes, dont quelques-uns supposent que Sava, connaissant les négociations entamées avec Rome, avait pris les devants et obtenu de Nicée la couronne qu'il remit à son frère. Mais la situation politique de la papauté, à cette époque, suffisait à justifier la démarche d'Étienne, sans mettre en doute son attachement à l'église orthodoxe.

Grecs, et parfois aussi des luttes intestines qui mettaient aux prises pères, fils et frères. Sous Étienne Detchanski, la Serbie enleva aux Bulgares, par la sanglante bataille de Velboujd (Kustendil), la prédominance dans la péninsule. A cette bataille figurait, au nombre des chefs serbes, le fils du roi, le jeune prince Douchan, qui monta lui-même sur le trône quelques années plus tard et devait être le plus grand souverain de la Serbie.

Dès les commencements de son règne, il profita des dissensions qui affaiblissaient l'empire grec, pour agrandir à ses dépens les possessions serbes, lesquelles, en 1347, s'étendaient déjà jusqu'à la mer Égée, ne laissant de ce côté aux Grecs que la ville de Salonique. C'est à cette époque que les Turcs commencèrent à pénétrer en Europe, appelés, à titre d'auxiliaires, par les empereurs grecs eux-mêmes.

Douchan, voyant la faiblesse de la monarchie byzantine, conçut le projet de la renverser et d'élever à sa place un empire serbe. En 1345, après avoir occupé Serès en Macédoine, il se proclama Empereur des Serbes, des Grecs et des Bulgares, « *Tsar Srbom, Grkom i Blgarom* ». En 1347, il réunit à Skopié (Uskup), une assemblée des hauts dignitaires politiques, militaires et religieux. Parmi ces derniers, figuraient non seulement les prélats

serbes, grecs et bulgares des contrées soumises à la domination de Douchan (et notamment le patriarche d'Okhrida), mais encore le patriarche de Trnovo. Cette assemblée proclama patriarche l'archevêque des Serbes, qui, ensuite, assisté des deux autres patriarches présents, posa solennellement sur la tête de Douchan la couronne impériale. Le nouveau patriarche fixa sa résidence à Ipek (Petch). Notons ici que l'érection du patriarchat serbe n'obtint pas l'assentiment de l'Eglise de Constantinople, qui alla même jusqu'à excommunier les Serbes, comme elle devait faire cinq siècles plus tard pour les Bulgares ralliés à l'Exarchat.

Douchan ne vécut que huit années après son couronnement, mais pendant cette période il soutint encore contre les Hongrois et les Grecs plusieurs guerres heureuses. Il battit aussi le Ban de Bosnie qui possédait encore son autonomie, et s'empara de ses états. Vers la fin de ce glorieux règne, l'empire serbe s'étendait du Danube à la mer Égée et de l'Adriatique à la Maritsa. Douchan préparait une grande expédition qui devait le mettre en possession de Constantinople même, lorsqu'il mourut de maladie en 1355.

Ce grand souverain ne s'était pas contenté d'accroître par ses victoires la puissance serbe. Il

s'était aussi préoccupé d'organiser son vaste empire, d'y faire régner l'ordre et la prospérité, de lui donner des lois sages et équitables. Il a laissé un code (Zakonik), qui donne d'intéressants renseignements sur l'organisation sociale et les coutumes judiriques des nations slaves du moyen-âge. Ce code ne fut pas l'œuvre de l'empereur seul; il fut discuté et approuvé par les Assemblées du clergé et de la noblesse tenues en 1349 et 1354.

Comme il arrive presque toujours pour les périodes exceptionnellement glorieuses dans la vie d'un peuple, le règne de Douchan n'eut pas de lendemain.

Dès la nouvelle de sa mort, la grande armée qu'il avait rassemblée en vue de la conquête de Constantinople, se dispersa, chacun des chefs songeant d'abord à défendre ses intérêts personnels. Le fils de Douchan, Ouroche, qui lui succéda dans la dignité impériale, n'avait que dix-huit ans et ne possédait pas l'énergie nécessaire pour surmonter tous les dangers qui menacaient l'unité de la Serbie. Ce pays, dès lors, recommença à se diviser. C'était le moment, pourtant, où, plus que jamais, il aurait eu besoin de toutes ses forces. Les Turcs, qui, en 1357, avaient pris pied en Europe par l'occupation de Gallipoli, et qui, en 1360, s'étaient

emparés d'Andrinople, commençaient à attaquer les possessions méridionales des Serbes. L'énergique défense de Voukachin et de son frère Ouglièche, qui avaient constitué dans cette région un état serbe indépendant, ne put les arrêter. Après la mort de Voukachin, les Serbes élirent pour tsar Lazar, qui devait être le dernier souverain de la Serbie libre.

Les Turcs s'avançaient toujours. Ils étaient arrivés au centre de la péninsule, dans la région que l'on nomme aujourd'hui la Vieille-Serbie. C'est là que se livra, en 1389, la bataille décisive, dans la plaine appelée *Kossovo Polie*, le Champ des Merles. Après une résistance héroïque, les Serbes furent écrasés sous le nombre des ennemis. Un des leurs, Miloche Obilitch, faisant d'avance le sacrifice de sa vie, s'était avancé, à la fin de la bataille, jusqu'à la tente du sultan Mourad et, assurant aux vaincus une suprême vengeance, avait poignardé le vainqueur au milieu de son triomphe. Le souverain serbe, Lazar, fait prisonnier par les Turcs, fut immolé à son tour.

Le souvenir de Kossovo est toujours resté vivant dans la mémoire du peuple serbe, mais, avec le temps, la tristesse de la défaite s'est effacée devant la gloire de la résistance. Les héros qui tombèrent alors pour leur patrie et leur foi, remplis-

sent de leur souvenir la poésie populaire, qui, il est vrai, accorde aussi une large place au premier des transfuges de la cause chrétienne, au légendaire Marko Kralievitch, fils de Voukachin. Aujourd'hui encore, l'anniversaire de Kossovo est célébré pieusement dans tous les pays serbes.

La Serbie dut accepter la suzeraineté du sultan Bayezid, fils de Mourad, lui payer tribut et lui fournir un contingent de troupes. Les difficultés que rencontraient alors les Turcs tant en Asie qu'en Europe, lui permirent cependant de conserver pendant un demi-siècle une ombre d'indépendance qui s'évanouit définitivement en 1459.

La Bosnie avait eu une période de grandeur sous Tvertko qui régna de 1353 à 1391, réunit sous son autorité plusieurs autres provinces, et prit le titre de roi de Rascie, de Bosnie et du Littoral. Mais le successeur de Tvertko dut, par crainte des Turcs, accepter la suzeraineté du roi de Hongrie, ce qui n'empêcha pas la Bosnie, affaiblie d'ailleurs par des luttes intestines, de subir à son tour le joug ottoman en 1463. Un peu plus tard, succombait aussi le pays de Houm, qui avait pris le nom de « Herzégovine », de ce qu'un de ses chefs avait obtenu de l'empereur Frédéric III le titre de duc. De l'allemand « herzog », on avait fait en serbe « hertseg », d'où « Hertsegovina », duché.

Au commencement du XVI[e] siècle, tous les pays serbes sont réduits à la condition de provinces ottomanes. Seuls, les montagnards du pays de Zéta, que l'on appela depuis la Montagne Noire, *Tsrna Gora,* résistent avec succès aux Turcs dont l'autorité dans ce pays ne fut jamais que nominale. Le dernier prince de Zéta ayant abdiqué en 1499, remit le pouvoir politique à l'évêque *(vladika)*, dont les successeurs gouvernèrent la principauté jusqu'en 1851.

L'occupation turque eut pour effet de chasser de leurs foyers un assez grand nombre de familles serbes qui allèrent s'établir dans les pays de la couronne de Hongrie, particulièrement dans la Syrmie, le Banat et la Batchka. Ces émigrants étaient conduits par leur prince, Étienne Brankovitch, qui portait alors le titre grec de Despote, et dont les successeurs continuèrent, avec le même titre, jusqu'en 1688, à régir le peuple serbe sur le territoire hongrois. Une autre émigration (de 37,000 à 40,000 familles), dirigée vers les mêmes régions, eut lieu pendant la guerre austro-turque de 1688 à 1691, sous la conduite du patriarche d'Ipek, Arsèn Tcharnoyevitch. Une partie de ces Serbes émigrèrent une seconde fois, à la suite de persécutions religieuses dirigées contre eux par le gouvernement autrichien, et allèrent s'établir dans la Russie

méridionale, entre Kiev et Otchakov, région qui, pendant quelque temps, porta le nom de Nouvelle-Serbie.

Nous venons de voir apparaître dans la péninsule Balkanique un nouvel élément, la race turque, dont l'arrivée clôt la série des transformations ethnographiques de cette région. Qu'était-ce donc que ces terribles conquérants auxquels rien ne résistait et qui firent un moment trembler l'Europe tout entière? Appartenant, comme je l'ai déjà dit, à la famille touranienne, apparentés aux Mongols, aux Finnois, aux Magyars, et à cette multitude de peuples barbares, Huns, Avares, Petchénégues, Khazars, etc., qui, après avoir ravagé une grande partie de l'Europe, disparurent sans laisser de traces, leur patrie d'origine est l'Asie centrale, la région qui a reçu d'eux son nom moderne, le Turkestan, le pays des Turcs, où vivent encore aujourd'hui les représentants les plus purs de leur race, maintenant soumis à la domination russe. Très batailleurs, aimant la guerre et le pillage, mais se pliant facilement à la discipline, les Turcs étaient d'excellents soldats, qui souvent, entrèrent comme mercenaires au service des états voisins, la Chine, la Perse, le khalifat de Bagdad, et plus tard même, l'Empire Grec.

Ils formèrent une grande partie, peut-être la majorité, des armées qui, sous Djenguiz-Khan, conquirent l'Asie occidentale et l'Europe orientale. Dans le khalifat de Bagdad, les Turcs Seldjoukides, ainsi nommés d'un de leurs premiers chefs, Seldjouk, originaire de Boukhara, s'étaient rendus à peu près indépendants et avaient fondé, en Asie Mineure, un état puissant, la Sultanie de Roum. Mais au commencement du XIVe siècle, cet état s'était divisé en plusieurs principautés dont l'une appartenait à une famille originaire du Khorassan qui l'avait obtenue en fief comme récompense de services rendus à un sultan seldjoukide. Le fondateur de cette principauté se nommait Ertoghroul. Il eut pour successeur Osman qui se rendit complètement indépendant, prit le titre de sultan, et inaugura la période de conquêtes et de puissance du peuple qui, de lui, a reçu le nom d'Osmanli ou Ottoman.

Les Turcs avaient reçu des Arabes l'Islamisme, et, quoique fort étrangers de leur nature aux questions théologiques, ils se trouvèrent être, tant en raison de leur situation géographique que de leur caractère national, amoureux de la guerre et des conquêtes, les champions les plus vaillants de la nouvelle foi, en présence de l'Europe chrétienne. Cette identification de la race ottomane avec l'Isla-

misme deviendra plus complète encore lorsque le Sultan Sélim se sera fait céder, en 1516, par le dernier Abasside, réfugié en Egypte, le titre de Khalife, qui fera du souverain de l'Empire Ottoman le lieutenant du prophète et le chef temporel de la religion musulmane.

Les Turcs avaient pénétré en Europe dès le commencement du XIVe siècle, comme auxiliaires des Grecs qui s'en servaient dans leurs guerres civiles ou dans leurs luttes avec leurs voisins. C'est en 1357 qu'ils y entrent en conquérants en s'emparant de Gallipoli.

A partir de ce moment leurs progrès furent rapides. Andrinople, conquise en 1360, devint leur première capitale européenne. En 1371, une armée rassemblée par les souverains de la Serbie, de la Bulgarie, de la Hongrie, et de la Valachie, unies un moment en présence du danger commun, fut défaite sur la Maritsa. La bataille de Kossovo compléta l'asservissement des états slaves de la péninsule. L'Europe entière s'émut ; la France et l'Allemagne envoyèrent leurs chevaliers qui, joints aux troupes de la Hongrie, de la Pologne, de la Valachie, de la Bosnie, attaquèrent les Turcs à Nicopoli, en 1396. Ce fut une nouvelle et sanglante défaite pour la chrétienté.

L'invasion mongole, ou plutôt turque-orientale,

qui, sous la conduite de Timour, menaçait les possessions des Ottomans en Asie, arrêta un moment leurs conquêtes en Europe, mais celles-ci reprirent leur cours dès le milieu du xve siècle. Les Turcs n'ont pas encore pu, malgré quatre sièges, s'emparer de Constantinople, mais ils sont maîtres de toute la péninsule balkanique et débordent déjà au dehors. Les brillantes expéditions de Jean de Hunyade, prince de Transylvanie, que les Roumains revendiquent à juste titre comme l'un des héros de leur race, bien que sa vie militaire et politique appartienne à la Hongrie, ne suffisent pas à les arrêter. Hunyade lui-même est battu à Varna, en 1444, et dans la plaine de Kossovo, où se livre une seconde bataille en 1448. Enfin, en 1453, Mahomet II le Conquérant, « Fatih Soultan Mohammed », en s'emparant de Constantinople, achève la prise de possession de la région qui devait, jusqu'à notre siècle, demeurer la Turquie d'Europe.

A ce moment, nous voyons apparaître et jeter un éclair glorieux dans ces jours sombres, une nationalité que l'histoire du moyen-âge a rarement l'occasion de citer, les Albanais. Depuis l'époque romaine, l'Albanie avait constamment subi des dominations étrangères; Gots, Serbes, Bul-

gares, Normands de Robert Guiscard, l'avaient successivement occupée. Elle fit partie de l'empire bulgare sous Siméon, au xe siècle et sous Jean Asên II, au xiiie, de l'empire serbe sous Douchan. On y voit bien subsister, pendant plusieurs siècles, des états indépendants, le despotat d'Épire, le duché de Durazzo, mais ni l'un ni l'autre de ces états n'a un caractère national; le premier est d'origine grecque, le second est gouverné par des princes de la maison royale de Naples, d'origine angevine. A la fin du xive siècle, cependant, l'anarchie qui règne dans cette région permet aux chefs locaux de reprendre leur indépendance, et même à quelques-uns d'entre eux, tels que Balza, seigneur de Scutari, dont certains historiens ont voulu faire un descendant des princes des Baux, en Provence, de constituer des états assez étendus, mais d'une durée éphémère. Les attaques des Turcs contre l'Albanie commencèrent vers 1380, et dès les premières années du xve siècle, la plupart des chefs albanais avaient dû se soumettre à la suzeraineté ottomane. L'un d'eux, Jean Kastriotis, dont les possessions se trouvaient au milieu de l'Albanie du nord, auprès de la ville de Kroia, avait donné comme otage son fils, Alexandre, qui fut emmené à la cour du sultan. C'est cet Alexandre Kastriotis qui devait, sous le

nom de Skander-Beg que les Turcs lui ont donné, illustrer sa race et son pays en y incarnant la résistance des populations indigènes à la domination ottomane.

Ayant réussi à s'échapper du camp turc, il revint dans son pays, et s'empara, grâce à un stratagème, de là place forte de Kroia, occupée par les troupes du Sultan. Appelant aux armes les tribus des environs, il réunit bientôt des troupes nombreuses avec lesquelles, en utilisant les avantages qu'offre pour la défensive la configuration accidentée de l'Albanie, il tient en échec pendant vingt-cinq ans les forces turques auxquelles il inflige en plusieurs rencontres de sanglants désastres. Le sultan Mourad II échoua lui-même à deux reprises et dut se retirer après des pertes considérables. Skander-Beg mourut en 1467, et après lui l'anarchie régna de nouveau en Albanie, facilitant la prise de possession du pays par les Turcs. Ceux-ci, il est vrai, n'occupèrent effectivement que le littoral et les régions facilement accessibles, car dans les montagnes, les tribus albanaises gardèrent une indépendance presque complète, en compensation de laquelle les Sultans leur demandèrent seulement de leur fournir des soldats. Cet état de chose convenait au caractère des Albanais, dont un grand nombre, d'ailleurs, avait embrassé

l'islamisme. Aussi cette race vaillante mais indisciplinée, qui avait été la dernière à accepter la domination ottomane, devint-elle l'un des principaux éléments de force de l'empire turc, auquel elle fournit encore ses plus braves soldats et ses fonctionnaires les plus dévoués.

Au commencement du xvie siècle, toute la péninsule balkanique jusqu'à la Save et au Danube est entre les mains des Turcs. Seule, Belgrade est encore occupée par les Hongrois et résistera jusqu'en 1521. Daus les îles, les Vénitiens possèdent toujours les îles Ioniennes, qu'ils conserveront jusqu'à la disparition de la République, et la Crête qui deviendra turque à son tour en 1669.

Mais au delà du Danube, deux nouveaux états se sont formés et développés. Les Roumains, que nous avons vus, un moment, nombreux et puissants sur la rive droite du Danube, n'avaient eu jusqu'alors dans l'ancienne Dacie qu'une existence assez effacée. Descendus d'abord de leurs refuges des Carpathes vers le plateau transylvain, la conquête hongroise les avaient réduits bientôt en sujétion, mais à la fin du xiiie siècle, repassant les montagnes et descendant dans la vallée du Siret et

dans la plaine danubienne, ils fondent les principautés de Valachie et de Moldavie, qui, par les armes ou la politique, réussiront à conserver leur autonomie, et formeront l'un des bastions de l'Europe dans la lutte contre les Turcs.

IV

LES PRINCIPAUTÉS ROUMAINES

Nous avons laissé la Dacie Trajane en proie aux barbares, devant lesquels les habitants latins ou latinisés, les Daco-Romains, cherchent un abri dans les montagnes qui occupent le centre de leur pays, les Carpates. Les premiers envahisseurs, Sarmates, Gots, Gépides, Huns, ne font guère que passer, mais les Slaves, qui viennent après eux, s'établissent dans le pays, et, poussés eux-mêmes par d'autres barbares, principalement par les Avares, font aussi l'ascension des montagnes et vont rejoindre les Daco-Romains dans leurs abris. Aussi le mélange des Slaves et des Daco-Romains s'opéra-t-il facilement, d'autant plus que les premiers se présentaient dans le séjour des seconds bien plutôt en fugitifs qu'en conquérants. Ceci nous explique comment, dès la période de formation, le vocabulaire roumain a été pénétré d'une façon

si complète par le vocabulaire slave qui lui a fourni des mots pour l'expression des sentiments les plus intimes aussi bien que des objets les plus vulgaires. Vers le VIe siècle, époque à laquelle ils commencèrent à envahir en masse les pays situés au delà du Danube, les Slaves occupaient toute la région qui entoure les Carpates, d'une part, la Pannonie, et, de l'autre, le bassin inférieur du Danube qui embrasse actuellement la Valachie et la Moldavie.

A partir de la fin du VIIIe siècle, les pays de la rive gauche du Danube jouissent d'une tranquillité relative, qui permet aux anciens habitants, réfugiés dans les montagnes, de redescendre dans la plaine. Ce mouvement s'opère principalement dans la direction de l'ouest, vers la Transylvanie. Au moment de l'arrivée des Hongrois, à la fin du IXe siècle, on constate l'existence, dans ce pays, de plusieurs petits états roumains gouvernés par des princes qui, vraisemblablement, étaient d'origine bulgare, et vassaux des souverains bulgares de la rive droite du Danube. Les Roumains étaient aussi descendus sur le versant sud-est des Carpates, mais ils étaient restés dans les hautes vallées, la plaine conservant une population à peu près exclusivement slave.

Les Bulgares touraniens qui, ainsi que nous l'avons vu, étaient arrivés dans la péninsule par la

Bessarabie, avaient dû soumettre d'abord les tribus slaves établies sur la rive gauche du Danube, dans la Valachie actuelle. Nous voyons, en effet, cette région comprise dans les possessions des premiers souverains bulgares, notamment de Kroum et de Boris, qui portent même les limites de leur empire au delà des Carpates, et conquièrent une partie de la Pannonie. La réorganisation politique et sociale de la race roumaine, suite de son retour dans la plaine, s'opéra donc entièrement sous l'influence slavo-bulgare. Dans leurs abris des montagnes, les Daco-Romains, devenus pasteurs, d'agriculteurs qu'ils étaient auparavant, avaient oublié les traditions romaines et perdu le souvenir de l'ancienne civilisation de la Dacie Trajane. Aussi, la plupart des termes relatifs à la vie politique furent-ils empruntés par les Roumains au vocabulaire slave. Leurs princes et leurs chefs s'appelèrent *voïévodes* (voevozi) et *knèzes* (kneji), leurs nobles, *boïars* (boieri). Beaucoup de mots se rapportant à l'agriculture ont la même origine, tandis que ceux qui concernent la vie pastorale sont restés latins. L'influence slavo-bulgare se fit également sentir sur le terrain religieux. C'est sous sa forme latine que les Roumains avaient d'abord reçu le christianisme, et même les invasions barbares et l'exode dans les montagnes ne leur avaient

pas fait perdre entièrement cette tradition, car un certain nombre de termes religieux ont toujours conservé une forme latine. Nous pouvons citer parmi les plus usuels Dumnezeu, Dieu, (comp. l'anc. français Damedieu), drac, diable, boteza, baptiser, cruce, croix, mormînt, tombeau (lat. monumentum). Mais leur vie religieuse avait dû singulièrement s'affaiblir au milieu de toutes ces tribulations, et il n'est pas étonnant qu'ils aient reçu des Bulgares, lorsqu'ils se trouvèrent mêlés à eux, le rite grec et la liturgie slavonne, et en même temps, l'alphabet dit cyrillique, qui est resté en usage en Roumanie jusqu'en 1860. Il est fort probable que l'introduction du rite gréco-slave chez les Roumains, nonobstant certaines traditions qui la rapporteraient à l'époque du concile de Florence, en 1439, date du temps où le tsar Boris se convertit au christianisme. Nous savons, en effet, que les pays roumains, la Valachie et la Transylvanie, étaient alors compris dans l'empire bulgare.

A la fin du IXe siècle une dernière invasion vient encore modifier l'ethnographie du bassin danubien. Bien qu'elle n'ait touché qu'indirectement les pays de la Péninsule Balkanique, nous ne pouvons la passer sous silence à cause du rôle important qu'elle joua dans les destinées ultérieures de la race roumaine, rôle qui, malheureusement pour

trois millions de Roumains, n'est pas encore terminé aujourd'hui. Les Hongrois ou Magyars, peuple de race touranienne comme les Turcs, arrivent en Pannonie sous la conduite d'Arpad, en 896, et soumettent les populations slaves de cette région. Ils pénètrent aussi en Transylvanie, où les principautés romano-bulgares dont nous avons tout à l'heure constaté l'existence doivent reconnaître leur suzeraineté, non sans une vigoureuse résistance. Malgré cette conquête, la Transylvanie ne fut pas incorporée à la Hongrie, et garda toujours ses voiévodes et un certain degré d'autonomie. Même après que la Hongrie eut été occupée par les Turcs et transformée en pachaliks, la Transylvanie subsista comme principauté autonome, après avoir, toutefois, accepté la suzeraineté ottomane.

L'origine des principautés de Valachie et de Moldavie, dont la réunion, il y a quarante ans, a constitué la Roumanie actuelle, est assez obscure, et les récits des chroniques nationales sur ce sujet, tiennent autant de la légende que de l'histoire. Il paraît probable, cependant, que ces deux états furent fondés, vers la fin du XIIIe siècle, par des Roumains venant de la Transylvanie et de la Hongrie orientale qu'ils auraient quittées, non seulement pour jouir d'une existence plus large dans

des pays encore peu peuplés, mais aussi pour échapper aux persécutions dirigées par les Hongrois convertis au catholicisme contre les adhérents de l'église orientale. Cette émigration, ou, suivant l'expression roumaine, cette descente, (descâlecare), s'opéra dans deux régions et suivant deux directions différentes; d'une part, Radu Negru, voiévode de Fagarache, dans la Transylvanie méridionale, se serait avancé vers le sud dans la plaine danubienne, en 1290, et de l'autre, Dragoche, en 1288, puis Bogdan en 1348, venant du district de Marmaroche, et marchant vers l'est, seraient arrivés dans la vallée de la Moldova. Le premier de ces établissements fut l'origine de la principauté de Valachie, le second, de la principauté de Moldavie. Remarquons tout de suite que le premier de ces noms ne figure pas dans la langue du peuple roumain qui appelle toujours la Valachie *Muntenie* ou *Tsara Romåneasca*, pays roumain. Le terme de *Valaque* n'a cependant en lui-même rien de déshonorant, puisqu'il veut seulement dire : peuple de race latine, ou plutôt celtique, tout comme les mots *Wallon* et *Welche,* qui ont la même origine.

Les habitants que les émigrants rencontraient, déjà établis, dans leur nouvelle patrie, étaient en majorité de race slave, ce qui, avec l'influence

exercée depuis plusieurs siècles par les Bulgares slavisés sur les Roumains de la Transylvanie et des Carpates, contribua à donner aux nouveaux états un aspect absolument slave. Le slavon, qui probablement était déjà la langue liturgique des Roumains, devint aussi la langue politique des deux principautés, situation qui subsista jusqu'au milieu du XVIIe siècle.

A partir de la fondation des principautés, l'histoire de la Roumanie suit deux courants distincts. Mais, malgré cela, le sentiment de la communauté de race, oublié parfois au milieu des rivalités des princes, ne s'éteignit jamais dans les pays roumains. Comme ces frères jumeaux qui, dit-on, éprouvent, quoique éloignés, les mêmes sensations, les principautés-sœurs présentent dans toute leur existence un parallélisme frappant dont la conclusion devait être et a été, effectivement, l'union en un seul état.

L'histoire des principautés roumaines, jusqu'à une époque toute récente, est remplie de vissicitudes. Placées aux confins de l'Orient et de l'Occident, et, bientôt, du monde chrétien et du monde musulman, environnées d'états ambitieux beaucoup plus puissants qu'elles-mêmes, la Moldavie et la Valachie durent d'abord combattre presque constamment pour défendre leur indépendance

contre l'avidité de la Hongrie, de la Pologne et de la Turquie. Plus tard, quand les circonstances ne leur permirent plus de lutter pour leur compte, elles durent subir les conséquences des luttes d'autrui. Foulé aux pieds alternativement par les Russes et les Turcs, leur territoire servit souvent de gage au vainqueur, et parfois, quelques-uns de ses lambeaux devinrent la rançon du vaincu.

Cependant, au milieu de tous ces périls et de tous ces malheurs, la Roumanie ne disparut jamais complètement, justifiant ainsi le fier adage de son peuple, *Românul nu piere,* le Roumain ne périt pas. Alors que la Grèce, la Bulgarie, la Serbie, la Hongrie même, pour un moment, se voyaient submergées sous le flot de l'invasion ottomane, les principautés roumaines, obligées, il est vrai, de courber la tête sous l'orage, maintenaient leur autonomie, et tandis que des pachas gouvernaient à Athènes, à Belgrade, à Bude, Bucarest et Iassi ne connaissaient que des princes chrétiens.

Les principautés roumaines durent, dès leur fondation, lutter contre les rois de Hongrie qui ne pouvaient admettre que les successeurs d'anciens vassaux, comme étaient Radu Negru, Dragoche et Bogdan, pussent échapper complètement à leur suprématie. Ces luttes conduisirent la Moldavie à

accepter pendant quelque temps la suzeraineté de la Pologne. Mais bientôt l'invasion turque triomphante vint donner une nouvelle direction aux efforts des Roumains. Malgré les dangers qui la menaçaient toujours du côté du nord et de l'ouest, malgré les rivalités qui, trop souvent, mirent aux prises les princes de la Valachie avec ceux de la Moldavie, malgré les dissensions qu'une constitution politique imparfaite suscita fréquemment à l'intérieur des deux principautés, la race roumaine fut l'âme de la résistance contre les Turcs.

D'abord, nous voyons l'un des plus illustres souverains de la Valachie, Mircea, faire figurer ses troupes dans les combats suprêmes de Kossovo et de Nicopolis. Lui-même inflige aux Turcs qui avaient envahi son pays une sanglante défaite à *Rovine,* sur la Ialomitsa, en 1398 [1]. Pourtant Mircea, prévoyant qu'il ne pourrait soutenir longtemps une lutte inégale, crut prudent de traiter avec les conquérants avant de se trouver à leur merci. Une capitulation conclue en 1411 avec le sultan Mahomet Ier garantissait à la Valachie la possession de son territoire sur lequel les Turcs ne devaient ni s'établir d'une façon permanente

[1] Une autre bataille, également victorieuse pour les Roumains, s'était livrée en 1394, près d'une localité portant aussi le nom de *Rovine*, mais située près de Craiova.

ni élever de mosquées, le droit d'élire ses princes et de se gouverner par ses propres lois, enfin, le droit de faire la guerre et de conclure des traités avec les états voisins. En échange de la protection que le Sultan promettait à la Valachie, celle-ci devait lui payer annuellement une certaine somme d'argent, qualifiée de *présent* (pechkèche), et non de *tribut*.

Pendant les deux derniers tiers du xve siècle, ce sont quatre héros roumains qui conduisent la lutte contre l'Islam : en Valachie, le terrible Vlad Tsepèche, Vlad l'Empaleur, dont le surnom, parfaitement justifié, rappelle la cruauté par laquelle, presque autant que par sa bravoure, il terrifiait ses ennemis; le Transylvain Jean de Huniade, dont nous avons déjà parlé, et son fils, Mathias Corvin, devenu roi de Hongrie; enfin, le prince de Moldavie, Étienne le Grand, Stefan-cel-Mare, la plus glorieuse figure de l'histoire roumaine à côté de celle de Michel le Brave. Malheureusement, l'union ne régna jamais entre ces fils d'une même race et les guerres entre Vlad et Jean de Huniade, entre Vlad et Étienne et entre ce dernier et Mathias firent couler un sang précieux, qui eût été beaucoup plus utilement dépensé contre l'ennemi commun, le Turc.

Étienne avait lutté victorieusement contre tous

les ennemis de son pays, les Hongrois, les Polonais et les Turcs. Il avait battu ces derniers à Racova (1474), et bien que vaincu lui-même, à la sanglante bataille de Râsboieni (1476), il avait pu laisser, à sa mort, la Moldavie libre de toute domination étrangère. Mais il sentait que la résistance touchait à son terme; l'insuccès des nombreuses négociations qu'il avait conduites avec différents états chrétiens, lui avait montré qu'il ne pouvait pas compter sur l'appui de l'Europe. Aussi, arrivé à ses derniers moments, conseilla-t-il à son fils, Bogdan, de s'entendre avec les Turcs, les plus puissants et les plus sages parmi les ennemis de la Moldavie, en faisant en sorte, cependant, de ne rien sacrifier de l'indépendance et des droits de la patrie. Bogdan suivit le conseil de son père et, en 1511, il conclut avec le Sultan Sélim une capitulation rédigée à peu près dans les mêmes termes que celle signée un siècle auparavant par la Valachie.

Telle est l'origine de la suzeraineté turque sur les principautés roumaines, suzeraineté qui a subsisté jusqu'en 1878, mais ne s'est jamais transformée en domination effective et complète. Quoique les originaux des capitulations n'aient pas été conservés, l'existence de ces traités ne fait aucun doute, et plusieurs de leurs stipula-

tions ont toujours été exactement observées par les les Turcs, notamment celles qui concerne l'interdiction aux musulmans de s'étabir dans les pays roumains et d'y élever des mosquées, et celle qui garantit aux principautés l'usage de leurs propres lois. C'est donc bien à tort que, dans notre siècle, la Turquie a affecté de traiter la Valachie et la Moldavie de simples *provinces privilégiées*, et que la diplomatie européenne a laissé figurer dans des documents internationaux, l'expression de ces prétentions.

Jusqu'à la fin du XVI[e] siècle, l'histoire des principautés romaines présente encore quelques épisodes glorieux, mais, à la faveur des troubles que suscitent, presque sous chaque règne, les compétitions au trône, les Turcs, appelés souvent par les prétendants eux-mêmes, interviennent de plus en plus directement dans les affaires des deux états. Les trônes princiers sont mis à l'enchère; la Porte les adjuge à celui qui offre les plus beaux présents ou promet le tribut le plus élevé. Parfois, le prince ainsi nommé est un étranger qui ne songe qu'à rentrer d'abord dans ses déboursés, puis à s'enricher le plus vite possible, sachant bien que la destitution ne se fera pas longtemps attendre, le trésor du sultan ayant besoin des pré-

sents d'un nouveau prétendant. On se figure aisément à quelles exactions, à quel appauvrissement systématique du pays devait conduire un pareil système.

Outre les redevances en argent, les principautés devaient acquitter un tribut bien plus odieux, celui des enfants livrés chaque année à la Turquie pour le recrutement du corps des janissaires, et destinés à devenir les pires ennemis de leur patrie et de leur foi.

Telle était la situation misérable, presque désespérée, où se trouvaient les principautés, lorsque surgit celui qui devait rajeunir, en la surpassant, la gloire de tous les héros roumains et réaliser pour un moment cette grande œuvre : l'union de toutes les terres roumaines.

Fils d'un ancien prince de Valachie, Michel était arrivé, grâce à la protection d'un oncle riche et puissant, en dernier lieu « Kapoukehaia », c'est-à-dire représentant de la principauté auprès de la Porte, à la dignité de Ban de Craiova, puis à celle de prince, dont le sultan Mourad III lui remit lui-même les insignes.

Le jeune prince ne se crut pas, pour cela, obligé envers le Sultan, et son premier soin fut de chasser de la Valachie les Turcs qui l'avaient envahie pendant les règnes précédents. Ayant au préalable

conclu des alliances avec le Pape, l'empereur d'Allemagne, le prince de Transylvanie, Sigismond Batori, et Aron, prince de Moldavie, il fit tuer le même jour tous les Turcs qui se trouvaient à Bucarest, puis, se mettant à la tête de son armée, il s'empara des places qu'occupaient les troupes ottomanes en Valachie, passa le Danube, prit Silistrie et battit l'armée turque et tatare envoyée contre lui. Ceci se passait en 1594. L'année suivante, une nombreuse armée, commandée par le grand-vizir Sinan-Pacha, pénétra en Valachie, mais Michel, qui ne disposait pourtant que de forces très inférieures, l'attendit dans une position favorable, à Calugareni, entre Giurgevo et Bucarest, et la défit complètement. Pendant plusieurs années, Michel continua sa lutte contre les Turcs, et à diverses reprises porta la guerre sur leur territoire. En 1599, tournant ses armes d'un autre côté, il s'emparait de la Transylvanie, et, l'année suivante, de la Moldavie, dont le prince s'était allié aux Turcs pour le renverser lui-même. Pour la première fois, et pour la dernière aussi, jusqu'à présent du moins, les couronnes des trois pays roumains, Valachie, Moldavie et Transylvanie, se trouvaient réunies sur la même tête,

Mais les succès de Michel avaient amené la coalition de ses adversaires. Vaincu par les forces

réunies des Polonais et des Turcs, il fut obligé de s'enfuir, et de chercher asile et secours auprès de l'empereur Rodolphe, qui lui remit le gouvernement de la Transylvanie et lui procura les moyens de rentrer en possession de ses autres états. Il venait de remporter une victoire sur l'ancien prince de Transylvanie, Sigismond Batori, et pouvait espérer un retour de la fortune, lorsqu'il fut assassiné sur l'ordre du général impérial Basta, qui l'accompagnait, et qui était jaloux de n'avoir pas été choisi lui-même comme gouverneur de la Transylvanie.

Le nom glorieux de Michel le Brave, *Mihaiu Viteazul,* est resté dans la mémoire du peuple comme le symbole de l'unité roumaine. Sa statue, qui s'élève au centre de Bucarest, devant le palais de l'Université, est comme un lieu de pélerinage national où se rendent les patriotes lorsqu'ils veulent rappeler que cette unité n'est pas complète et qu'il reste encore des Roumains en dehors des frontières du royaume.

Après la mort de Michel le Brave on peut encore citer quelques règnes glorieux et profitables au pays, notamment ceux de Serban, le successeur de Michel, et de Mathieu Bassarab, en Valachie, et celui de Basile le Loup, Vasile Lupul, en Moldavie. A ces deux derniers princes revient l'hon-

neur d'avoir réintégré la langue roumaine en sa qualité de langue politique et religieuse, à la place du slavon.

Mais bientôt la situation des principautés devient pire qu'auparavant, et, à partir des premières années du XVIII[e] siècle, la Porte nomme et révoque les princes comme de simples fonctionnaires, sans l'apparence même d'une consultation du pays. Ces princes furent désormais choisis exclusivement parmi les Grecs de Constantinople, appelé Fanariotes.

Mais pour expliquer ce choix, il est nécessaire de revenir un peu en arrière, et de voir ce qui s'était passé dans les pays soumis directement à la domination ottomane.

V

LA DOMINATION MORALE DE L'HELLÉNISME

L'invasion turque ne s'était pas produite dans les mêmes conditions que celles des autres peuples qui se jetèrent sur l'Europe à partir du commencement de l'ère chrétienne. Ces derniers, complètement barbares, encore païens, avaient bientôt adopté la religion et les mœurs des nations conquises et s'étaient fondus avec elles, donnant ainsi naissance à de nouvelles nationalités. En Turquie, au contraire, nous voyons un peuple conquérant, déjà pourvu d'un certain degré de civilisation qu'il doit au contact des Persans et des Arabes, et possédé par une croyance qui lui interdit toute alliance avec les hommes d'une autre foi. L'Islamisme établit entre le Turc et l'Européen une barrière infranchissable, ou plutôt, une barrière qui ne peut être franchie que par la conversion. Le chrétien ne peut être qu'un ennemi, ou un sujet, auquel on laisse

par pitié le droit de vivre s'il consent à payer le tribut aux vrais croyants. Comme aux premiers jours de l'invasion, il y a, maintenant encore, dans la péninsule balkanique, des vainqueurs et des vaincus, des maîtres et des sujets, en dépit des hatt-y-chérif et des hat-y-humaioun qui, plusieurs fois au cours de notre siècle, ont proclamé l'égalité de tous les sujets ottomans devant la loi. La loi, pour tout mahométan, étant essentiellement la loi sacrée, le Coran et ses commentaires, qui règlent aussi bien la vie politique et sociale que la vie religieuse, cette égalité est impossible tant que la Turquie reste un état musulman.

Ceux des indigènes qui ont embrassé l'Islamisme, Albanais, Bosniaques, Bulgares du Rodope ou Grecs de Crète, sont entrés, par le fait même, dans les rangs des vainqueurs. Beaucoup l'ont fait de bon gré, par intérêt, quelques-uns aussi par force, notamment ces nombreux enfants que le recrutement des janissaires enlevait chaque année aux familles chrétiennes et qui étaient élevés dans la religion mahométane.

Cet élément nouveau, quoique peu nombreux, prit rapidement une place importante dans la société turque, et, à toutes les époques de l'histoire ottomane, on rencontre des généraux, des ministres, des grands-vizirs même, albanais, slaves, ou grecs.

Il faut reconnaître, cependant, que, une fois la conquête terminée, les Turcs ne cherchèrent plus, en général, à imposer leur foi aux vaincus. Ils leur laissèrent, en outre, une assez grande liberté pour l'administration de leurs propres affaires. Cette tolérance, du reste, était le résultat, moins d'un sentiment généreux, que du dédain professé par les fiers Ottomans pour les populations conquises qui étaient, à leurs yeux, moins des sujets que des esclaves, moins un peuple qu'un troupeau, car tel est le sens primitif du mot « r'aia », qui a servi officiellement jusqu'à ces derniers temps, et qui sert encore, dans la pratique, pour désigner les sujets chrétiens de la Porte. Du moment qu'ils payaient les impôts, exécutaient les corvées et courbaient la tête sous le joug, peu importait le reste. Ils pouvaient, à leur guise, prier, s'instruire et régler leurs différends. D'ailleurs, la loi musulmane ne leur était le plus souvent pas applicable, et il fallait bien leur laisser leurs propres coutumes et leurs propres juges.

Les Turcs avaient, aussitôt après l'invasion, établi une sorte de régime féodal. En vertu du droit de conquête, toutes les terres étaient censées devenues la propriété du Sultan, et on en avait distribué une grande partie sous forme de fiefs militaires, appelés, suivant leur importance, *ziàmet* ou

timar, et dont les possesseurs étaient astreints à fournir un nombre d'hommes armés variable selon le revenu du fief. Ces petits seigneurs turcs, ces « beys », auxquels se joindront, dans leurs provinces, les nobles serbes ou albanais passés à l'Islam, seront un terrible fléau pour les habitants qu'ils réduiront à la condition de serfs, en même temps qu'une source de dangers pour le gouvernement, contre lesquels ils se révolteront à plusieurs reprises pour s'opposer aux réformes qui auraient pu leur être préjudiciables.

Mais il ne suffisait pas d'exploiter les chrétiens, il fallait aussi pourvoir à leur administration dans toutes les circonstances où la juridiction musulmane les laissait de côté. Or, parmi les institutions de l'Empire d'Orient, une seule avait survécu à tous les désastres; la hiérarchie religieuse était restée debout après l'effondrement des autres autorités. L'Empire turc possédait lui-même un caractère théocratique, les choses de la politique et de la religion y étant intimement mêlées; il devait donc sembler naturel d'appliquer aux chrétiens un système d'administration conforme aux principes fondamentaux du gouvernement turc, et de leur donner pour chefs leurs dignitaires religieux, ayant à leur tête le Patriarche de Constantinople. Dès son entrée dans la capitale de l'Orient, Mahomet le

Conquérant, trouvant le siège patriarcal vacant, ordonna d'élire un nouveau patriarche, et procéda lui-même à son intronisation avec le cérémonial usité du temps des empereurs grecs.

Le Patriarche devint donc le chef officiel des chrétiens orthodoxes de l'empire, c'est-à-dire de presque tous les chrétiens de la Turquie d'Europe ; les évêques dans leurs diocèses, les prêtres dans leurs paroisses, reçurent la même mission. Ils devinrent les représentants de leurs coreligionnaires auprès des autorités ottomanes et furent investis du droit de lever des taxes pour l'entretien du clergé, des églises et des écoles. Les tribunaux ecclésiastiques eurent à juger les procès relatifs au droit matrimonial et aux successions.

Cette organisation semble, au premier abord, très favorable aux chrétiens auxquels elle donnait des chefs pris dans leur sein et choisis parmi les hommes qui paraissaient les plus propres à défendre leurs intérêts. En réalité, il en fut autrement. Au lieu d'une race dominante dans la Turquie d'Europe, il y en eut deux : les Turcs et les Grecs. Ce sont ces derniers, maîtres du Patriarcat et de la plus grande partie de l'épiscopat, qui se trouvèrent, en définitive, investis de l'autorité sur tous les orthodoxes. Les Turcs, on peut se le figurer, n'étaient pas très forts en ethnographie ; ils

ne distinguaient les races que par les cultes, et pour eux, tous les chrétiens étaient des Grecs, comme ceux qu'ils voyaient autour d'eux à Constantinople. Toutes les races de la Turquie européenne furent donc confondues dans la « nation grecque ». *Roum milleti,* suivant l'expression turque, car pour les conquérants comme pour les vaincus, l'Empire d'Orient était toujours l'Empire romain, de sorte que la péninsule balkanique devint, pour les Turcs, le pays des Romains, *Roumili.*

Les Grecs, encore riches et puissants, malgré les malheurs de leur patrie, surent exploiter habilement cette situation, et, dès le lendemain de la prise de Constantinople, ils commencèrent à travailler au triomphe futur de l'Hellénisme.

Leur haut degré de culture, leur habileté dans les affaires politiques et financières, leur connaissance des choses de l'Europe, rendaient leur concours indispensable aux Turcs pour l'organisation de leur nouvel empire mi-asiatique, mi-européen. En ce qui concerne particulièrement les relations extérieures, l'ignorance des langues occidentales obligeait les Turcs à avoir recours aux services des drogmans ou interprètes grecs. De simples employés, à l'origine, ceux-ci s'élevèrent peu à peu à une haute situation ; le grand-drogman

du Divan devint un véritable ministre des affaires étrangères. Telle fut l'origine de la fortune politique des Fanariotes, ainsi nommés du quartier du Fanar, dans lequel ils habitaient, à Constantinople. On y comptait un grand nombre de familles riches, formant une sorte d'aristocratie commerciale et financière, qui avait réussi à se constituer un monopole de certaines fonctions et notamment de celle de drogman. Grâce à l'influence qu'elles exerçaient à la Porte, et à leur fortune, qui leur permettait d'appuyer leurs demandes par de riches cadeaux aux vizirs et aux sultans, les Fanariotes se firent adjuger, on peut employer ce terme, car il s'agissait de véritables marchés, les trônes des principautés roumaines, et les occupèrent pendant tout un siècle, de 1711 et 1716 à 1822.

A l'intérieur de l'empire, c'est principalement sur le terrain religieux que se déploya l'activité des Grecs. Maîtres incontestés du Patriarchat œcuménique, ils s'attachèrent à détruire toute trace d'autonomie religieuse chez les autres nationalités et à helléniser complètement le clergé orthodoxe.

Le patriarchat bulgare de Tirnovo avait cessé d'exister en 1393, par suite de la prise de cette ville et de l'exil du dernier patriarche. Deux églises autocéphales subsistaient encore, le patriarchat ou archevêché d'Okhrida et le Patriarchat serbe

d'Ipek. La première était hellénisée depuis le XVIe siècle, la seconde le fut après la fuite du patriarche pendant la guerre austro-turque de 1737. Mais cela ne suffisait pas au patriarche de Constantinople qui réussit à obtenir du sultan la suppression complète de ces deux sièges, en 1766 et 1767.

Le système de corruption et de vénalité qui avait fini par s'appliquer à toutes les fonctions, facilita beaucoup la mise à exécution du plan des Fanariotes. Les évêchés étant donnés au plus offrant, les puissantes ressources financières dont disposaient les Grecs leur permettaient d'évincer tous les autres concurrents. Aussi, presque tous les sièges épiscopaux finirent-ils par se trouver en possession d'évêques de nationalité hellène. Au XVIIIe siècle, un prélat slave est une rareté dont on ne cite que quelques exemples.

Les évêques grecs, naturellement, introduisaient dans leurs diocèses la liturgie grecque et bannissaient de l'église les prières et les chants en langue slavonne. Quelques-uns, notamment en Macédoine, poussaient le fanatisme jusqu'à faire brûler ou enfouir les livres slaves. Je ne parle pas des exactions auxquelles les évêques étaient portés à se livrer pour récupérer les sommes qu'ils avaient dû dépenser à Constantinople avant d'obtenir leur nomination; ceci est la conséquence du système

turc plutôt que la faute des Grecs eux-mêmes. Mais ces derniers n'en portèrent pas moins la peine, car ce fut une des principales causes de l'aversion des populations slaves pour le clergé fanariote.

Une conséquence directe de la domination religieuse grecque, fut la prédominance exclusive, dans la péninsule, de l'enseignement hellénique.

Le gouvernement turc n'entretenait alors que des écoles musulmanes, et il en a été ainsi jusque vers le milieu de notre siècle. Quant aux chrétiens, ils pouvaient, moyennant autorisation, ouvrir à leurs frais des écoles placées sous la direction et le contrôle des autorités ecclésiastiques. Le clergé étant grec, les écoles étaient naturellement grecques aussi. Les pays serbes, trop éloignés de Constantinople, échappèrent à peu près à cette hellénisation intellectuelle, mais, dans le reste de la Péninsule, toute culture autre que la culture grecque disparut complètement. La littérature bulgare, si florissante à l'époque de l'indépendance, subit une éclipse complète. Le grec étant seul enseigné dans les écoles, les gens qui possédaient quelque instruction lisaient et écrivaient le grec mais non leur langue maternelle. L'alphabet slave était oublié, à ce point que, dans la première moitié de ce siècle, après

le commencement de la renaissance bulgare, on voyait des Bulgares écrivant leur langue en caractères grecs. J'en connais qui ne correspondent avec leurs parents, Bulgares cependant, mais déjà âgés, qu'en grec.

L'élévation des Fanariotes aux trônes des principautés roumaines fut pour l'hellénisme une précieuse conquête. Depuis assez longtemps déjà, l'élément grec, commerçants, professeurs, moines, était nombreux dans les principautés, mais la domination fanariote en fit la citadelle de l'hellénisme. Les parents et l'entourage des princes se mêlant à la noblesse indigène, y introduisirent la langue et les usages de Constantinople; les églises, d'autre part, soumises à l'autorité du patriarche et administrées par des évêques grecs n'étaient pas moins hellénisées que la société politique. Peu s'en fallut que l'esprit roumain, à peine émancipé du slavisme, ne succombât complètement sous cette nouvelle invasion.

Quelque pénible qu'ait été la suprématie grecque pour les Slaves de la péninsule, et plus encore pour les Roumains, chez lesquels la domination morale de l'hellénisme fut complétée par la domination matérielle des Fanariotes, il faut reconnaître qu'elle eut, comme presque toute

chose en ce monde, son côté utile. La civilisation grecque était seule assez développée au moment de l'arrivée des Turcs pour survivre au milieu de toutes les catastrophes qui furent la conséquence de cette invasion. Si la prédominance exclusive de l'enseignement grec eut pour résultat d'arrêter momentanément le développement national des autres races, ce fut un précieux véhicule pour la diffusion des connaissances générales. C'est dans les écoles grecques que se formèrent les apôtres de la renaissance bulgare. Enfin, si l'impopularité des prélats grecs fut parfois la cause de conversions à l'Islamisme, il n'est pas douteux que l'union de tous les chrétiens sous une direction unique n'ait, en somme, augmenté leur force de résistance et facilité, plus tard, l'extension du mouvement d'indépendance.

VI

LA DÉCADENCE DE L'EMPIRE OTTOMAN

Au milieu du XVIe siècle, la puissance de l'Empire ottoman a atteint son apogée. La bataille de Mohacs, en 1526, lui avait livré la Hongrie, et, trois ans après, les troupes turques venaient une première fois mettre le siège devant Vienne. Mais le siècle suivant voit commencer la période des revers; l'échec du second siège de Vienne, en 1683, est l'origine d'un mouvement de recul qui, en peu de temps, ramène à la Save, et même pour un instant au delà, les limites des possessions turques et autrichiennes. Au XVIIIe siècle et pendant les premières années du XIXe, de nombreuses guerres mettent aux prises la Turquie avec ses deux puissants voisins, l'Autriche, maintenant maîtresse de la Hongrie et de la Transylvanie, et la Russie. Au cours de ces guerres, les armées chrétiennes pénètrent plusieurs fois à l'intérieur de la Péninsule

balkanique et entrent en contact avec les populations indigènes auxquelles elles donnent l'espoir d'une prompte délivrance. Mais bien des années devaient encore s'écouler avant que cette espérance reçût un commencement de réalisation. En attendant, le sort des sujets chrétiens de l'Empire turc devenait de plus en plus misérable. Les revers des armées ottomanes et l'incapacité des sultans affaiblissant le gouvernement central, la tyrannie des pachas et des beys n'en était que plus dure. On en vit, comme Pasvan-Oglou, à Vidin, et plus tard, Ali de Tepelen, à Ianina, se rendre complètement indépendants et battre les armées impériales envoyées pour les faire rentrer dans le devoir. Dans des cas semblables, les malheureux chrétiens se trouvaient pris entre deux feux. Dans beaucoup de provinces, des bandes de brigands rançonnaient impunément les campagnes, s'emparant même de petites villes qu'elles livraient au pillage. Les taxes, les corvées, les prestations pour l'entretien des armées en marche devenaient de plus en plus lourdes et enlevaient au paysan ce que lui avaient laissé les beys et les brigands. Aussi vit-on à plusieurs reprises, et particulièrement à la suite des guerres qui amenèrent dans la Péninsule les armées autrichiennes ou russes, se produire des émigrations en masse. Nous avons déjà

signalé celles qui eurent lieu chez les Serbes. Un assez grand nombre de Bulgares quittèrent aussi leur patrie pour se rendre d'abord dans le Banat, en Hongrie, puis dans la Russie méridionale, particulièrement dans la Tauride, et dans la Bessarabie, lorsque cette fraction de la Moldavie eut été annexée à la Russie.

Telle était la situation de la péninsule balkanique au moment où s'ouvre le XIX[e] siècle qui doit être, pour la plus grande partie de ses habitants chrétiens, le siècle de la délivrance.

A l'époque dont nous parlons, cependant, il existait un coin de terre où un vaillant petit peuple, de race serbe, avait pu conserver sa liberté abritée derrière un rempart de montagnes presque infranchissables. Le Monténégro, comme nous l'avons vu plus haut, n'avait pu être soumis par les Turcs. Le dernier prince de Zeta avait remis le pouvoir politique au métropolitain (*vladika*), dont les successeurs continuèrent à l'exercer en même temps que le ministère épiscopal. Pendant un siècle, les Turcs laissèrent ces évêques-princes gouverner tranquillement leur petit peuple. Mais, au XVII[e] siècle, ils recommencèrent leurs attaques, et, aidés par les Monténégrins convertis à l'islamisme, dont le nombre était devenu assez consi-

dérable, ils pénétrèrent jusqu'au centre du pays et y construisirent une forteresse dont ils confièrent la garde aux renégats qui acquirent ainsi, pour quelque temps, une situation prépondérante dans la principauté.

A la fin du XVIIe siècle, le trône épiscopal fut occupé par un homme d'une haute valeur intellectuelle en même temps que d'une grande énergie, Danilo Pétrovitch Niégoche, qui réussit à expulser les renégats et à rendre au Monténégro une indépendance complète qu'il défendit ensuite victorieusement contre plusieurs tentatives des Turcs. Danilo entra en rapports avec Pierre le Grand et inaugura, entre le Monténégro et la Russie, les relations amicales qui ont toujours existé depuis lors.

Après Danilo, le pouvoir politique et religieux se conserva dans sa famille où il se transmit en ligne oblique, si je puis employer cette expression, d'oncle en neveu, car les évêques orthodoxes sont soumis au célibat. C'est seulement en 1851 que prit fin ce régime théocratique. A la mort de l'évêque Pierre II, son neveu et successeur qui portait, comme son grand ancêtre, le nom de Danilo, ne voulut pas embrasser l'état ecclésiastique et prit le titre de prince du Monténégro et des Brda (Knez i Gospodar Tsrne Gore i Brdâ).

Ainsi, c'est dans la race serbe que se conserva le dernier foyer de liberté. Nous verrons bientôt la même race ouvrir, dans la Serbie proprement dite, la période des luttes pour l'indépendance qui remplit notre siècle, et ne se terminera sans doute qu'avec la disparition complète de la domination turque en Europe.

VII

LES INSURRECTIONS

Nous sommes arrivés à une période décisive dans l'histoire des peuples balkaniques. Après quatre siècles et plus d'esclavage, l'heure de la délivrance a enfin sonné pour eux. Comme nous l'avons vu dans le dernier chapitre, le XVIIIe siècle avait laissé l'Empire ottoman en pleine décadence. Des guerres malheureuses, des insurrections, affaiblissaient le pouvoir des Sultans, en même temps que par l'anarchie et les exactions qui en étaient la conséquence, elles augmentaient la misère des populations chrétiennes et les poussaient aux résolutions désespérées.

Tandis que déclinait la Turquie musulmane, un grand empire, slave et orthodoxe, la Russie, croissait rapidement à l'est de l'Europe. Sa situation en faisait le rival de la Turquie, et les chrétiens, sujets ottomans, étaient tout naturellement portés à voir en lui leur libérateur futur.

Enfin, le souffle de liberté qui, parti de la France, avait en quelques années transformé l'Europe, n'était pas sans avoir effleuré les pays orientaux, tout au moins les deux extrémités de la Péninsule balkanique, les principautés roumaines et les provinces grecques.

L'occupation par la France, en 1797 et en 1805, des Iles Ioniennes qui, jusqu'alors, étaient restées possessions vénitiennes, avaient mis les Grecs en contact direct avec la France. Plusieurs servirent dans les armées françaises, notamment à l'époque de l'expédition d'Égypte. D'ailleurs, les relations commerciales et diplomatiques avaient déjà développé l'influence intellectuelle de la France chez les Grecs de Constantinople, la partie la plus cultivée de leur race. Ce furent eux, précisément, qui, les premiers, introduisirent cette influence dans les pays roumains. Dans les familles fanariotes, parmi lesquelles se recrutaient les drogmans de la Porte, l'enseignement du français, en sa qualité de langue diplomatique, était nécessairement en honneur. Les princes de Valachie et de Moldavie qui, souvent, avaient occupé eux-mêmes le poste de drogman avant de monter sur les trônes de Bucarest ou de Iassi, arrivaient dans leurs principautés accompagnés de secrétaires et de précepteurs français. A l'exemple des princes, les nobles

roumains introduisirent aussi dans leurs familles l'éducation française. Pendant les périodes troublées de la Révolution, quelques Français vinrent chercher un asile jusque dans les pays roumains.

Ce n'est cependant ni en Roumanie ni en Grèce, que commença la lutte décisive contre la domination turque. Quand on parle des guerres d'indépendance, la première qui se présente à l'esprit est la guerre de l'indépendance hellénique. Les Grecs doivent à leur glorieux passé, au rôle considérable de leurs ancêtres dans la formation de l'esprit humain, ce privilège que tout ce qui les touche intéresse l'Europe, le monde civilisé tout entier. Tout homme cultivé a pris part, au moins par la pensée, à leurs luttes qui semblaient celles de la civilisation européenne contre la barbarie asiatique; les poètes de toutes les nations ont chanté leurs exploits et leurs héros; enfin, ce qui valait beaucoup mieux encore, les grandes puissances sont intervenues, un peu tardivement, il est vrai, pour leur assurer la jouissance des fruits de leur héroïsme. Mais, sans vouloir en rien diminuer le mérite et la bravoure des compagnons d'armes de Canaris et de Botsaris, il est permis de faire remarquer que l'insurrection grecque ne fut ni la première des grandes insurrections chré-

tiennes, ni la plus glorieuse par ses épisodes et par ses résultats. Avant même le commencement du soulèvement des Hellènes, un autre peuple, moins connu de l'Europe savante, avait, par ses seuls efforts, et sans autre secours étranger que la sympathie, le plus souvent platonique, de la Russie, reconquis sa liberté et chassé les Turcs de la plus grande partie de son territoire. Ce peuple était un peuple slave, les Serbes.

Ni Byron ni Victor Hugo n'ont chanté ses héros, — notre grand poète n'a vu dans Belgrade qu'une ville turque —, et pourtant, la Grèce n'eut pas de chefs valant Kara-Georges ou Miloche Obrenovitch, les exploits du haïdouk Velko sont comparables à ceux des kleftes les plus braves, et l'histoire de l'insurrection hellénique ne nous montre rien de plus héroïque que Sindjélitch faisant sauter, au moment de l'assaut, le retranchement dont il a la défense, et plutôt que de se rendre, périssant avec tous ses compagnons, dont les têtes serviront à construire l'horrible *kiélé-goulé*, la tour des crânes, de Nich.

Les campagnes des armées autrichiennes en Serbie, notamment celle de 1787-1791, au cours de laquelle beaucoup de Serbes avaient combattu dans les rangs des troupes impériales, et quelques-uns même obtenu le grade d'officier, avaient

puissamment contribué à développer l'esprit militaire d'un peuple naturellement brave. Le joug ottoman sous lequel les replaçait le traité de Svichtov, devait leur sembler plus lourd que jamais. Ils n'eurent cependant pas, dans les premiers temps, à se plaindre du gouvernement turc. La clause d'amnistie, insérée dans le traité en faveur des Serbes qui avaient pris les armes contre la Turquie, fut respectée, et les premiers pachas envoyés à Belgrade furent des hommes justes et humains qui s'efforcèrent de mériter l'attachement des habitants. Mais les gouverneurs n'étaient pas seuls maîtres dans le pays. Aux anciens titulaires de fiefs militaires, spahis ou beys, s'était superposée une nouvelle catégorie de tyrans locaux, des Janissaires, qui avaient été établis dans les principales localités et qui constituaient une corporation puissante, menaçant d'usurper tous les pouvoirs comme leurs pareils l'avaient fait à Alger, ou les Mamelouks, milice dont l'origine est analogue à celle des Janissaires, en Égypte. Leurs chefs, appelés « Dayi », mot qui signifie proprement « oncle » et dont on a tiré celui de « dey », exerçaient une telle tyrannie, qu'ils s'étaient rendus odieux aux musulmans aussi bien qu'aux chrétiens, et finissaient par inquiéter le gouvernement.

Ce furent les vexations des Dayis qui déterminèrent l'insurrection serbe. Celle-ci put donc, dans les premiers temps, revêtir le caractère, non d'une révolte contre la domination turque, mais d'un acte de défense personnelle dans lequel les intérêts des Serbes concordaient avec ceux des habitants musulmans, également molestés par les Dayis, et même avec ceux du gouvernement impérial dont ces derniers tenaient l'autorité en échec, poussant l'audace jusqu'à assassiner le pacha de Belgrade et à en réclamer un autre à la Porte en disant que le premier gouvernait mal.

En 1804, les Dayis craignant la résistance des Serbes tentèrent de décapiter la nation en faisant tuer tous ses chefs. Plusieurs de ceux-ci périrent, mais d'autres, qui avaient pu s'échapper à temps et s'étaient réfugiés au centre du pays, dans la région la plus accidentée, la Choumadiya, décidèrent, au mois de février, de provoquer un soulèvement général, et choisirent pour chef un habitant du village de Topola, George Pétrovitch, plus connu sous le surnom de Kara-George ou Tsrni-George (George le Noir). Kara-George avait pris part à la dernière guerre austro-turque comme commandant de compagnie dans un corps franc composé de Serbes. Il avait aussi mené la vie de haïdouk et sa bravoure, déjà renommée, l'avait désigné au

choix de ses compatriotes. Au moment où son pays l'appelait ainsi à sa tête, George Petrovitch s'occupait pacifiquement de l'élevage et du commerce des porcs, qui, alors comme aujourd'hui, constituaient l'une des principales sources de richesse de la Serbie.

L'insurrection, qui s'étend bientôt à tout le pays, obtient de rapides succès. En trois mois, presque toutes les villes importantes, Kragouyévats, Yagodina, Chabats, Pojarévats, sont entre les mains des Serbes ; celles qui résistent encore, Smédérévo et Belgrade, même, sont étroitement assiégées. Le sultan Selim, averti de ces événements, voulut en profiter pour abattre les Dayis dont l'insolence devenait dangereuse pour l'intégrité de l'empire. Il accueillit avec bienveillance les envoyés serbes qui, avant que l'insurrection ne fût décidée, étaient allés porter à Constantinople les doléances de leurs compatriotes, et il ordonna au gouverneur de la Bosnie, Békir-Pacha, qui, quelques années auparavant, administrait la Serbie où il avait laissé de bons souvenirs, de venir au secours des Serbes et de prendre la direction du mouvement contre les Dayis. Les troupes du vizir de Bosnie vinrent donc prendre place devant Belgrade, à côté de celles de Kara-George. Les Dayis, voyant que leur cause était désespérée, s'enfuirent dans l'île for-

tifiée d'Ada-Kalé, dont le gouverneur, sur l'ordre de Békir-Pacha, les livra aux Serbes qui en firent bonne et prompte justice.

Jusque-là, lés Serbes avaient marché d'accord avec les représentants de l'autorité impériale, mais leur intention n'était pas de travailler seulement pour le Sultan, mais aussi pour eux-mêmes. Il importait, du reste, de prévenir le retour de nouvelles vexations semblables à celles que la Serbie avait subies de la part des Dayis, et pour cela, il était indispensable que les Serbes soient chargés seuls de la garde de leur pays. On connaissait déjà à cette époque, tout comme aujourd'hui, cette politique indécise et vacillante de la Porte, faite de concessions et de promesses arrachées à la nécessité et retirées dès que le danger paraît écarté.

L'année 1805 se passa en négociations. Pour s'assurer un point d'appui solide, Kara-George avait envoyé en Russie des délégués auxquels il fut conseillé d'adresser directement au Sultan les réclamations serbes, que la Russie promettait de faire appuyer par son représentant à Constantinople. Mais le Sultan, déjà effrayé des succès des Serbes, fit arrêter les délégués qu'ils avaient envoyés à Constantinople, et donna ordre au pacha de Nich d'entrer en Serbie avec une armée. C'était

une nouvelle guerre qui commençait, et cette fois, elle devait être dirigée contre le Sultan lui-même.

Bien qu'attaqués de deux côtés, car une autre armée turque venant de Bosnie entra bientôt en Serbie par l'ouest, les Serbes résistèrent victorieusement. Au commencement de 1807, ils avaient battu les Turcs dans plusieurs grands combats et avaient pris les dernières places encore occupées par leurs maîtres, notamment Belgrade et sa citadelle qui dut se rendre le 23 février 1807, puis Oujitsé, qui fut enlevé au mois de juin suivant.

Dès 1806, les Serbes avaient cherché à entrer de nouveau en négociations avec le gouvernement turc, mais celui-ci oscillait sans cesse au gré des événements intérieurs ou extérieurs, accommodant lorsqu'un danger le menaçait, retirant vite les concessions accordées aussitôt qu'ils se croyait suffisamment fort. Rien ne put donc être décidé, mais les Serbes furent laissés en paix jusqu'en 1809.

Ils pouvaient déjà se croire entrés définitivement en possession de leur indépendance et, de peuple insurgé, commençaient à se transformer en nation régulièrement organisée. La volonté nationale était représentée par la *Skoupchtina*, assemblée de tous les chefs qui, conformément aux anciennes traditions serbes, se réunissait

périodiquement pour décider sur les questions d'intérêt général. Dès 1805, elle avait confié le pouvoir suprême à Kara-George qui prenait le titre de commandant des Serbes. Plus tard un conseil permanent (*savet*), une sorte de sénat, lui fut adjoint et remplit en même temps les fonctions de haute cour de justice. Un embryon d'organisation judiciaire se constituait, des écoles primaires, et même une école supérieure à Belgrade, commençaient à s'ouvrir, ayant pour maîtres des Serbes des pays autrichiens. Mais tout n'était pas gagné encore. Les rivalités, les luttes de parti qui avaient été si fatales à la race serbe dans le passé et qui devaient, dans la suite, apporter tant d'obstacles à son développement régulier, commençaient à se manifester. Kara-George, mû plus encore par un sentiment exact des nécessités de la situation que par l'ambition personnelle, cherchait à accroître son pouvoir et à diminuer l'indépendance des autres chefs grands et petits, voïvodes et knezes. Mais ceux-ci, pour la plupart, ne souffraient qu'avec une certaine impatience la suprématie d'un homme qu'ils ne considéraient, malgré tout, que comme leur égal. De là deux partis, celui de Kara-George et celui des chefs, dont l'hostilité se fera sentir jusque sur les champs de bataille et contribuera à faire perdre aux

Serbes, pendant la période malheureuse dé 1810 à 1813, tous les avantages acquis par tant d'efforts et de sacrifices.

Les rivalités des deux partis exerçaient aussi leur influence sur les relations avec les puissances étrangères dont les Serbes pouvaient espérer quelque secours. Le parti des chefs recherchait la protection de la Russie à laquelle, il est vrai, se rallia aussi Kara-George, après s'être inutilement adressé à Napoléon et à l'Autriche.

La Russie, alors en guerre avec la Turquie, envoya un représentant à Belgrade et fit même passer quelques troupes sur le territoire serbe, mais l'imminence de la guerre avec la France l'obligea à faire la paix avec l'Empire Ottoman. Le traité de Bucarest, signé en 1812, dans lequel, pour la première fois, il est fait mention des Serbes, ne stipula en leur faveur que des garanties conçues en termes vagues, et dont l'observation était, en définitive, laissée au bon vouloir du sultan. Il était bien dit, à l'article 8, que la Sublime Porte accordait aux « Serviens » une entière amnistie, et qu'elle leur donnerait une preuve de sa magnanimité en leur laissant à eux-mêmes le soin de l'administration du pays, mais il était dit également, au même article, que la Sublime Porte reprendrait possession des forteresses exis-

tant avant la guerre et qu'elle y mettrait l'artillerie, les munitions et les garnisons qu'elle jugerait convenable.

A ce moment, les Serbes se trouvaient depuis deux ans environ en paix avec les Turcs, que le mauvais résultat des campagnes de 1809 et 1810 avait découragés. En effet, au cours de ces deux années, les Serbes, attaqués de plusieurs côtés par des forces considérables et battus d'abord sur plusieurs points, avaient vu, en définitive, la chance revenir dans leurs rangs, et avaient pu délivrer leur territoire envahi et reprendre toutes les positions occupées auparavant.

Mais la Turquie, délivrée de la crainte de la Russie, ne se contenta pas de réclamer la remise des places fortes comme le traité de Bucarest lui en donnait le droit, elle exigea aussi le désarmement de la population qu'elle semblait vouloir ramener à la situation où elle se trouvait avant le commencement de l'insurrection.

Les tentatives de conciliation faites par les Serbes échouent et bientôt leur pays est envahi par trois armées turques; toutes les forces de l'Empire sont employées à réduire une province.

Kara-George aurait voulu concentrer tous les éléments de résistance des Serbes dans les montagnes et les forêts de la Choumadiya devenue le

réduit de la défense suprême, mais les voïvodes ne voulaient pas abandonner leurs districts aux ravages de l'ennemi. Il en résulta un éparpillement de forces, d'autant plus regrettable que les rivalités de ces chefs les empêchèrent parfois de se prêter mutuellement secours. Malgré des épisodes héroïques, comme celui de la défense de Négotin, où le haïdouk Velko, après avoir épuisé ses munitions et utilisé pour les remplacer tous les morceaux de métal qui se trouvaient dans la place, fit charger les canons avec des écus d'argent en guise de mitraille, les Serbes doivent céder devant le nombre. Au moment le plus critique, Kara-George, accablé par ces revers et se sentant impuissant en présence de l'hostilité de ses compagnons d'armes, avait abandonné la lutte et s'était rendu secrètement en Autriche (octobre 1813).

Cette désertion inexplicable mettait fin à la résistance ; privés de leur chef, les Serbes n'avaient plus qu'à se soumettre.

Au premier moment, la nouvelle administration turque fut plutôt bienveillante, et, sous la sage direction de Kourchid-Pacha, chercha à pacifier le pays. Mais cet état de choses ne dura pas longtemps, et les anciennes vexations recommencèrent, amenant des insurrections partielles suivies d'un redoublement de cruauté.

Parmi les voïvodes qui étaient demeurés dans le pays (car quelques-uns avaient accompagné ou rejoint Kara-George dans sa fuite), un des plus populaires était Miloche Obrênovitch, paysan d'humble origine, sans instruction, mais plein de finesse et adroit politique autant que brave guerrier. Il affecta d'abord de se soumettre aux Turcs et gagna la bienveillance du pacha de Belgrade qui s'en servit comme d'un intermédiaire entre lui et le peuple serbe.

Mais plus la soumission des chrétiens est complète, plus les vexations des Turcs sont violentes, Bientôt leur tyrannie n'est plus supportable, et Miloche, qui a si souvent déconseillé la révolte, se prépare maintenant à en prendre la direction.

C'est au village de Takovo, nom désormais célèbre dans l'histoire serbe, au même lieu où deux ans auparavant Miloche avait fait sa soumission aux Turcs, que la guerre nationale fut décidée par les chefs assemblés, le jour de Pâques fleuries de l'an 1815. Elle s'étendit rapidement à tout le pays et fut tout à l'avantage des Serbes qui obtinrent des succès véritablement extraordinaires, étant donnée l'infériorité de leur organisation par rapport à celle des troupes turques.

Dès qu'il sentit sa position assez forte, Miloche entra en négociation avec Kourchid-Pacha, alors

vizir de Bosnie, et Ali Marachli, les commandants des deux armées opérant contre les Serbes. Il réussit avec le dernier et obtint, par son intermédiaire, la remise aux Serbes de l'administration de leur pays, sous réserve du paiement d'un tribut, du maintien de l'occupation turque des places fortes et de la présence à Belgrade d'un pacha comme représentant du Sultan. C'était l'autonomie, sinon encore l'indépendance complète de la Serbie.

La période héroïque était terminée, mais bien des difficultés restaient encore à résoudre. Elles provenaient d'abord des Turcs qui, ne pouvant se résigner à leur défaite, cherchaient à reprendre par la ruse ce qu'ils avaient été obligés d'accorder à la force, et aussi des Serbes eux-mêmes, car, après la victoire, les anciennes divisions s'étaient de nouveau fait jour. Il put sembler un moment, même, que le premier libérateur de la Serbie, Kara-George, allait devenir pour son pays une cause de trouble. Il y était, en effet, rentré secrètement en 1817, mais, peu de jours après, il mourait assassiné dans des circonstances dont le mystère n'a jamais été complètement éclairci.

Grâce à sa finesse native, au bon sens qui suppléait chez lui au défaut d'instruction, et aussi à son énergie quelquefois farouche, Miloche put

surmonter heureusement tous ces obstacles. S'il ne commença pas l'œuvre de la délivrance, il eut le mérite, aussi grand peut-être, plus utile à coup sûr, de l'achever et de la rendre définitive. S'il doit partager le titre de libérateur des Serbes, celui de fondateur de la Serbie nouvelle lui appartient incontestablement en propre.

En 1817, l'Assemblée nationale lui avait décerné le titre de prince de Serbie qu'elle avait rendu héréditaire dans sa famille. A partir de ce moment, Miloche travailla surtout en vue de l'organisation intérieure du pays tout en s'efforçant d'obtenir des Turcs de nouvelles concessions et la garantie formelle de celles qui avaient déjà été accordées. Grâce à l'attitude de neutralité conservée par la Serbie pendant la révolution grecque, grâce aussi aux stipulations des traités d'Akkerman en 1826, et d'Andrinople en 1829, par lesquels la Russie prenait formellement en main les intérêts des Serbes, les demandes de ceux-ci furent enfin accueillies et leurs droits sanctionnés solennellement par un hatt-y-chérif promulgué en 1830. Par cet acte impérial, Miloche était reconnu comme prince héréditaire des Serbes. Ceux-ci, tout en restant nominalement sujets du sultan, étaient entièrement libres en tout ce qui concernait l'administration intérieure de leur pays, sur le territoire

duquel les Turcs n'avaient plus le droit de s'établir. Les places fortes du Danube, y compris Belgrade, restaient seules occupées par des garnisons turques, et cette situation se prolongera jusqu'en 1867.

Je ne puis suivre maintenant l'histoire intérieure de la Serbie à notre époque. Poussé par l'intérêt du sujet, je ne me suis que trop étendu sur les événements qui ont amené son indépendance ; il est temps de quitter Miloche et de courir vers d'autres régions où d'autres peuples attendent aussi leur délivrance.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, que depuis les premières années du XVIIIe siècle, les pays roumains étaient devenus le domaine des princes fanariotes que la Porte nommait, destituait, transférait du trône de Moldavie à celui de Valachie ou *vice-versâ*, comme s'il se fut agi de simples fonctionnaires. A de rares exceptions près, les règnes de ces princes furent une véritable exploitation. Cependant, à côté de tous les maux dont ils furent la cause, on peut citer à leur actif quelques réformes heureuses, par exemple, l'abolition du servage par le prince Constantin Mavrocordat, en 1746 en Valachie, et en 1748 en Moldavie, ainsi que le développement de l'instruction qui,

bien que conçu dans un but d'hellénisation, n'en donna pas moins des résultats utiles.

Le traité de Kütchük-Kaïnardji, conclu en 1774 entre la Turquie et la Russie, avait donné à cette dernière le droit d'intervention en faveur des principautés, mais, pendant bien des années, les rapports entre la Russie et les pays roumains consistèrent surtout dans le passage ou le séjour des armées russes. Quoique la Russie ait eu à cette époque l'intention, qu'elle ne dissimulait d'ailleurs pas, de s'approprier complètement les principautés, ses généraux ne cherchaient nullement à gagner l'affection de ceux qu'ils considéraient comme de futurs sujets de l'empereur. Les réquisitions pour l'entretien des troupes ou pour les transports ruinaient absolument le pays. Les paysans, privés de leurs animaux de travail, ne pouvaient labourer la terre. Les bêtes de trait ne suffisaient même pas pour les chariots de vivres et de munitions que les officiers russes faisaient au besoin traîner par des hommes et même par des femmes. « Il nous importe peu que ce soient des hommes ou des animaux qui fassent le service, disait le général Joltoukhin, pourvu que les ordres soient exécutés. »

La Russie n'était pas intervenue lorsqu'en 1777 l'Autriche s'appropria une partie de la Moldavie,

la Bucovine, et elle-même, en 1812, au traité de Bucarest, se fit livrer une autre dépendance bien plus considérable de la même principauté, la Bessarabie.

Sous l'administration des princes fanariotes, les pays roumains étaient devenus le principal foyer de l'hellénisme et il était naturel, à une époque où le vent de la liberté commençait à souffler sur l'Orient, où les succès de l'insurrection serbe étaient un encouragement pour les autres peuples chrétiens sujets de la Porte, que ce fût dans cette région que se produisissent les premières tentatives en faveur de l'indépendance grecque. C'est à Bucarest, en effet, que Rigas, un Thessalien, d'origine roumaine, le premier apôtre, le barde et plus tard le martyr de la liberté hellène, avait fondé, dès 1780, une société patriotique, l'*Etairia tôn filôn* (société des amis). Plus tard, l'Étairie devint une vaste association politique embrassant tous les pays dans lesquels l'élément grec était représenté et dont les principaux organes se trouvaient en Roumanie et dans les villes russes voisines de la frontière moldave. Le but de cette association était un soulèvement général de tous les chrétiens de l'Empire ottoman sous la bannière de l'hellénisme.

Déjà elle avait essayé, sans succès, de rattacher

les Serbes à sa cause, et c'est à cette tentative que paraît se rapporter le retour de Kara-George, qui eut un résultat si tragique. Mais c'est en 1821 que se produisit la première tentative sérieuse, et celle-ci eut pour théâtre les principautés roumaines. Alexandre Ypsilanti, fils d'un ancien prince de Valachie, étant devenu président de l'Étairie, se crut assez sûr de l'appui de la Russie dont un ministre originaire de Corfou, Capodistria, dirigeait alors les affaires étrangères, pour ouvrir la lutte contre la puissance turque. Il rassembla une armée composée des éléments les plus divers et pénétra en Moldavie, annonçant qu'il était suivi par des troupes régulières russes. Le prince fanariote de Moldavie, Michel Sutsu (Soutsos), se range de son côté, mais quand il apprend qu'il a été trompé et que le gouvernement russe n'approuve pas la tentative d'Ypsilanti, il s'enfuit en Russie, laissant sa principauté entre les mains des Étairistes. Ceux-ci, bientôt après, continuent leur chemin et passent en Valachie. A la même époque venait d'éclater dans ce dernier pays un mouvement populaire dirigé à la fois contre les princes fanariotes et contre les boïars, les nobles, dont le pouvoir et les privilèges pesaient lourdement sur le peuple. A la tête de ce mouvement se trouvait Tudor Vladimirescu, un simple paysan que sa capacité et ses

services avaient élevé à un certain rang dans la hiérarchie des fonctionnaires. Tudor, profitant de la mort du prince Alexandre Sutsu, avait appelé le peuple aux armes pour détruire l'oppression des boïars. Il s'empara de Bucarest, où il décida quelques nobles, mus par un sentiment de justice et de patriotisme, à se joindre à lui pour essayer d'obtenir une meilleure organisation politique et sociale de la Valachie. Les insurgés s'adressèrent alors au gouvernement turc auquel ils demandaient notamment la nomination de princes indigènes et le vote de l'impôt par une assemblée générale.

Ypsilanti arrivant à Bucarest chercha d'abord à obtenir la coopération de Tudor, qui refusa nettement, lui disant que les Roumains ne s'étaient pas soulevés contre le gouvernement turc, mais contre la domination grecque. Ypsilanti, voyant qu'il avait dans Tudor un ennemi déclaré, le fit prendre par ses soldats et mettre à mort.

Quelque temps après, les Étairistes se trouvèrent aux prises avec les Turcs, et la bataille de Dragachani amena la dispersion de l'armée d'Ypsilanti, qui lui-même s'enfuit en Transylvanie.

Ni la tentative grecque d'Ypsilanti, ni la révolte roumaine de Tudor Vladimirescu, n'avaient eu de résultat direct; elles en eurent un indirect, la déli-

vrance des principautés roumaines de la domination fanariote. L'insurrection de Tudor avait réveillé le sentiment national roumain, et la tentative étairiste, en excitant les méfiances de la Porte, permit aux Roumains de faire valoir leurs doléances et d'obtenir du Sultan la nomination de princes indigènes. La Moldavie, où, dès la fuite du prince Michel Sutsu, les boïars eux-mêmes avaient commencé la lutte contre l'hellénisme, ne fut pas moins pressante dans ses réclamations que la principauté-sœur. Les deux premiers princes indigènes nommés après la période fanariote furent Ionitsa Stourdza en Moldavie, et Grégoire Ghica en Valachie. C'était, pour les pays roumains, le commencement de la renaissance à la vie nationale, la première étape de la route qui devait les conduire à l'union, d'abord, puis à l'indépendance complète.

Un nouveau traité conclu en 1826 entre la Russie et la Turquie, la convention d'Akkerman, contenait des stipulations importantes au sujet des principautés. Un acte séparé annexé à la convention prescrivait que les princes de Valachie et de Moldavie seraient élus pour sept ans par les boïars et choisis parmi eux, et qu'ils ne pourraient être destitués avant l'expiration de leur mandat qu'en vertu d'un accord entre les gouvernements de la

Turquie et de la Russie. Cette dernière puissance se trouvait donc investie d'un protectorat formel, que le traité d'Andrinople, en 1829, rendit encore plus complet.

Ce dernier traité mettait fin à la guerre qui, en 1828, avait encore une fois éclaté entre la Porte et la Russie, à l'occasion des événements de Grèce, et avait conduit les armées russes à quelques lieues de Constantinople. L'article 5 reconnaissait que les principautés s'étaient placées par une capitulation sous le protectorat de la Sublime Porte et spécifiait que la Russie avait garanti leur prospérité. Différents articles du traité ou de l'acte séparé y annexé, prescrivaient que les princes seraient désormais nommés à vie, que les forteresses occupées auparavant par les Turcs sur la rive gauche du Danube seraient rasées et leurs territoires remis à la Valachie, que les Turcs ne pourraient plus s'établir dans les Principautés, etc. Il est vrai que la Moldavie perdait encore une portion de son sol, le delta du Danube.

Au cours de cette guerre et pendant les quatre années suivantes, la Valachie et la Moldavie subirent encore l'occupation russe. Elle ne fut guère moins pénible que les précédentes ; cependant, les souffrances des habitants furent en partie compensées par les avantages qui résultèrent, pour les

deux pays, de la sage administration du général Kisselev, qui, de 1829 à 1834, gouverna, avec de pleins pouvoirs, les deux principautés, abandonnées par leurs princes

C'est pendant cette période, et sous la direction du général Kisselev, que furent élaborées les constitutions appelées Règlements Organiques qui, jusqu'en 1856, régirent les pays roumains.

Assurément, ces règlements constituaient un progrès important relativement à l'ancien ordre de choses; ils supprimaient bien des abus, établissaient l'ordre et la régularité là où avait régné longtemps l'arbitraire, mais ils laissaient subsister presque tous les inconvénients de l'ancienne organisation sociale. Conçus dans un esprit essentiellement aristocratique, ils maintenaient la hiérarchie nobiliaire, avec ses anciens titres et presque tous ses privilèges, et donnaient aux boïars une prépondérance excessive dans la direction des affaires générales. C'est dans leurs rangs seulement que pouvaient être choisis les princes, c'est à eux qu'étaient réservés la plupart des emplois publics, civils ou militaires. On comprend donc que les règlements organiques aient été accueillis sans enthousiasme par la plus grande partie de la population. Particulièrement lorsque le développement des relations intellectuelles avec la France

aura fait pénétrer et fructifier les idées libérales, la Constitution imposée par les Russes deviendra absolument odieuse et c'est contre elle que seront dirigés les efforts de tous les patriotes.

Nous verrons plus tard comment les règlements organiques disparurent, mais auparavant il nous faut revenir de quelques années en arrière et examiner ce qui s'était passé depuis 1822 au sud de la péninsule.

Le mouvement étairiste qui, sur les bords du Danube, n'avait abouti qu'à ce résultat nullement souhaité par ses chefs, la disparition de la domination fanariote dans les principautés roumaines, avait été plus heureux dans les pays véritablement grecs. L'insurrection s'était rapidement étendue; les kleftes, sortes de brigands héroïques et patriotes comme les haïdouks de Serbie, les Armatoles, montagnards guerriers du Pinde et de la Thessalie, pour la plupart de race roumaine, lui fournirent ses premiers soldats. Dès le 1er janvier 1822, une assemblée nationale réunie à Épidaure proclamait la liberté de la Grèce et lui donnait une constitution provisoire. Les premiers succès de l'insurrection grecque avaient été facilités par les embarras causés à la Porte par la révolte du célèbre pacha de Ianina, Ali de Tépélen, qui s'était

rendu indépendant dans son pachalyk de l'Albanie méridionale et, depuis 1788, tenait en échec les armées impériales impuissantes même à empêcher ses incursions sur d'autres parties de la Turquie. Se sentant à bout de force après une si longue résistance, il songea à s'allier aux chrétiens qu'il avait auparavant traités de la façon la plus sauvage. Beaucoup de Grecs, kleftes et Armatoles, oubliant ses cruautés d'autrefois, s'étaient joints à lui. Ali succomba cependant en 1822, devant Kourchid-Pacha, l'ancien adversaire des Serbes, mais il n'en avait pas moins immobilisé les principales forces de la Turquie au moment précis où naissait et se propageait le mouvement hellénique. Les succès des Grecs avaient provoqué de la part des Turcs de terribles représailles. Conformément à une tradition dont l'époque actuelle nous offre encore de trop nombreuses applications, des massacres se produisirent dans plusieurs des régions habitées par les Grecs ; ceux de Chio, en 1822, ont acquis une triste célébrité. En même temps, Kourchid-Pacha, vainqueur d'Ali, envahissait la Grèce. Les Grecs, sous le commandement de Kolokotronis, eurent encore le dessus. Malgré l'insuffisance de l'organisation, le défaut d'entente, les rivalités, que nous trouvons plus violentes encore ici qu'en Serbie, l'héroïsme de chefs tels que Marco Botsa-

ris, Kolokotronis, Karaïskakis, les hardis corsaires Kanaris et Miaoulis, eut raison de troupes qui n'étaient pas beaucoup plus disciplinées ni mieux organisées que les leurs.

Le sultan dut alors faire appel à un vassal heureux, le pacha d'Égypte, Mehemet-Ali, dont les troupes instruites à l'européenne débarquèrent en Morée sous le commandement d'Ibrahim, fils de Mehemet, pendant qu'une nouvelle armée turque pénétrait par le nord. Après deux ans de luttes héroïques pendant lesquelles les Grecs donnèrent sans compter leurs vies pour la patrie, mais ne surent jamais lui sacrifier complètement leurs rivalités, toujours prêts à s'entre-déchirer dès que les Turcs leur laissaient un moment de répit, la cause grecque pouvait sembler perdue ; Missolonghi avait succombé en avril 1826 ; Athènes, défendue par un officier français, le colonel Fabvier, était retombée aux mains des Turcs au commencement de 1827. Ce fut l'excès même de leur malheur qui, sauva les Grecs. Les actes de sauvagerie qui suivirent la prise de Missolonghi, la dévastation de la Morée par les troupes égyptiennes, émurent au plus haut point l'opinion publique européenne, qui, dès le commencement, n'avait cessé de suivre avec sympathie les événements de Grèce. On sait l'enthousiasme qui, à l'appel des plus grands écrivains de

l'époque, avait éclaté en Occident. Pendant que les gouvernements restaient encore indécis, les uns, comme l'Angleterre, pour ne pas porter atteinte à l'intégrité de l'Empire Ottoman que l'on songeait déjà à ériger en dogme politique, les autres, comme la Russie, par haine de toute idée libérale et par crainte d'encourager les mouvements révolutionnaires en Europe en en soutenant un en Orient, les particuliers prenaient les devants et, tandis que les plus ardents allaient porter à la cause hellénique le secours de leurs bras et le sacrifice de leur vie, d'autres la soutenaient par des envois d'argent, d'armes et de munitions.

A la fin, cependant, les gouvernements durent obéir à la pression de l'opinion. Des considérations d'intérêt politique les poussaient aussi à agir sans autre délai. L'Angleterre et la Russie, dont la rivalité en Orient s'était déjà nettement dessinée, s'épiaient mutuellement, chacune d'elles craignant que l'autre ne prît une initiative qui aurait assuré son influence sur la Grèce devenue libre. Enfin, après bien des négociations, des conférences et des protocoles, ces deux puissances, auxquelles s'était jointe la France, signèrent, le 6 juillet 1827, le traité de Londres par lequel elles convenaient de proposer et, au besoin, d'imposer leur médiation entre les Grecs et la Turquie. Cette dernière

puissance ayant refusé son adhésion, les flottes réunies de la France, de l'Angleterre et de la Russie, pénétrèrent dans la rade de Navarin, où une collision fortuite avec des équipages turcs amena, sans déclaration de guerre, la bataille navale du 20 octobre 1827, dans laquelle les flottes égyptienne et turque furent presque complètement détruites par celles des trois puissances alliées.

Cet événement ne pouvait manquer de porter à l'extrême la tension existant déjà depuis plusieurs années dans les rapports entre la Turquie et la Russie. La guerre devenait inévitable. Nous avons vu, il y a quelques instants, quels furent ses résultats.

L'ouverture des hostilités entre la Turquie et la Russie n'empêcha pas la continuation des conférences entre les trois puissances au sujet du règlement définitif des affaires de Grèce. Pour compléter l'œuvre commencée à Navarin, la France fut chargée de l'occupation de la Morée. Une division, commandée par le général Maison, y débarqua et en expulsa sans grande résistance les troupes turques; les Égyptiens se retirèrent en vertu d'une convention. La Grèce était libre de fait, mais deux années devaient encore s'écouler avant que la situation du nouvel état reçût une

forme définitive. Un protocole signé à Londres, le 22 mars 1829, laissait la Grèce tributaire de la Turquie, mais il fut annulé, après la fin de la guerre turco-russe, par un nouvel acte du 3 février 1830, qui constituait un royaume hellénique indépendant, dont le territoire était un peu étendu au delà des limites fixées en 1829. Mais, malgré cette extension, bien des pays grecs qui avaient pris une part active à la guerre de l'indépendance étaient maintenus sous la domination ottomane. Un grand nombre d'îles grecques, et notamment la plus importante de toutes, la Crète, se trouvaient dans ce cas. L'une d'elles cependant, Samos, obtint en 1832 une organisation autonome sous un gouverneur ou prince chrétien.

La rédemption de ces terres grecques et leur union à la mère-patrie n'a pas cessé depuis lors d'être la préoccupation de tous les patriotes. Malheureusement, les Grecs libres n'ont pas su mettre au service de ces nobles ambitions l'activité persévérante, la sagesse politique, qui seules auraient pu les conduire à leur but.

La première organisation politique de la Grèce indépendante avait été démocratique, conformément au caractère et aux traditions du peuple hellène. En 1827, l'Assemblée Nationale de Trézène avait confié le pouvoir exécutif, avec le titre de

président, à l'ancien ministre russe Capodistria. Mais les luttes politiques, à peine apaisées devant les soldats d'Ibrahim, recommencèrent de plus belle dès que tout danger fut passé. Les premières années d'existence libre de la Grèce furent des années de troubles presque constants, dont l'épisode le plus tragique fut, en 1831, l'assassinat du président Capodistria, qui, il est vrai, par son gouvernement despotique, avait soulevé contre lui une grande partie de la population.

Enfin, en 1832, les puissances proposèrent comme roi, aux Grecs qui l'acceptèrent, le prince Othon de Bavière. La Grèce, plus heureuse que ses sœurs des rives du Danube, entrait d'emblée au nombre des états souverains de l'Europe.

Ainsi, à la fin du premier tiers de notre siècle, la première période de la renaissance des nationalités balkaniques est achevée. La Grèce est indépendante, la Serbie autonome, les principautés roumaines rendues à elles-mêmes, gouvernées par des princes indigènes et dotées d'une organisation régulière, quoique imparfaite.

Dans le chapitre qui suit, nous verrons une seconde phase compléter les résultats de la première. Les pays roumains, unis en un seul état, obtiendront, ainsi que la Serbie, leur indépendance com-

plète. Celle du Monténégro, qui existe en fait depuis plusieurs siècles, sera formellement reconnue; enfin, venus les derniers, mais appelés peut-être au plus brillant avenir, les Bulgares prendront leur place au soleil de la liberté orientale.

VIII

LE TANZIMAT. — L'UNION ROUMAINE. LE MOUVEMENT BULGARE

Nous devons étudier maintenant la deuxième période de la renaissance des peuples balkaniques, celle qui a conduit la Péninsule à l'état politique où nous la voyons aujourd'hui.

Avant d'arriver à l'acte final et décisif de cette période, la guerre turco-russe de 1878, nous devons examiner quelques événements antérieurs qui le préparent ou l'expliquent. Ces événements sont : les réformes en Turquie, ce que l'on appelle le *Tanzimat,* la guerre de Crimée, l'union des principautés roumaines, enfin, le mouvement intellectuel et religieux bulgare.

La série de revers éprouvés depuis un siècle par l'Empire ottoman avait fait comprendre aux Sultans que leur force n'était plus assez grande pour les maintenir contre l'Europe et qu'ils ne pouvaient subsister qu'en se rapprochant d'elle et en

faisant de leur empire, autant que le permettait son caractère essentiel d'état musulman, une puissauce européenne. Pour cela, il fallait une transformation complète de l'administration turque. Le sultan Sélim, dans les premières années du XIX[e] siècle, entreprit cette œuvre difficile, mais il échoua devant la résistance des musulmans et particulièrement des janissaires dont la puissance politique avait crû en même temps que déclinaient leurs qualités militaires. Cette tentative avortée coûta à Sélim son trône et sa vie. Quelques années après, le sultan Mahmoud, plus énergique que Sélim, fut aussi plus heureux. Par le massacre des janissaires, le 16 juin 1826, il supprima le principal obstacle, et, s'il ne put opérer lui-même les réformes, il en facilita au moins l'exécution à son successeur, Abd-ul-Medjid. C'est ce dernier, qui promulgua en 1839 l'acte solennel connu sous le nom de *Hatt-y-Cherif de Gul-Hané* [1], qui garantissait à tous les sujets ottomans, sans distinction de race ou de culte, la libre disposition de leurs biens, une justice égale pour tous, une répartition

[1] On appelle *hatt-y-cherif* ou *hatt-y-humaïoun* (littéralement : l'*écriture sacrée*, l'*écriture sublime*), un rescrit contenant ordinairement une déclaration sur quelque question importante et sur lequel le *toughra* ou monogramme impérial et la formule exécutoire sont tracés de la main même du souverain.

équitable des impôts. Le texte même du hatt-y-chérif et les considérants qui le précèdent montrent bien quel était alors l'état de la Turquie et reconnaissent, non sans une certaine candeur, à quelles vexations pouvaient être soumis les malheureux chrétiens de la part de l'administration et de la justice ottomanes.

Le hatt-y-chérif de Gul-Hané ouvre la période dite du *Tanzimat*, c'est-à-dire des Réformes [1], au cours de laquelle furent prises, en effet, un certain nombre de mesures propres à accroître la puissance de l'Empire et à améliorer la condition de ses habitants, transformation de l'administration provinciale, promulgation de codes inspirés des législations européennes, création de tribunaux composés de membres chrétiens et musulmans, réorganisation de l'armée, etc.

Malheureusement, en Turquie, il y a toujours loin des paroles aux actes. Une partie des promesses de 1839 resta lettre morte. Quelques-unes furent réalisées, mais des mesures excellentes, appliquées à contre-cœur par des fonctionnaires hostiles aux innovations, ne donnèrent aucun résultat. La situation des chrétiens ne fut pas sensiblement améliorée, mais l'animosité des musul-

[1] *Tanzimat* est le pluriel du mot arabe *tanzim*, mise en ordre, régularisation.

mans et leur méfiance à l'endroit des tentatives de réforme ne fit que s'accroître.

Toutes les déclarations du Hatt-y-Chérif de 1839 furent renouvelées dans le Hatt-y-Humayoun du 18 février 1856, qui fut annexé au traité de Paris. Ce fait montre la confiance que l'on accordait aux déclarations antérieures. Le rescrit de 1856, qui proclamait notamment l'égalité de tous les sujets ottomans devant la loi, n'eut, du reste, pas beaucoup plus de chance que son prédécesseur, car, il y a seulement trois ans, un firman accordé sur les instances des ambassadeurs à la suite des événements d'Arménie reproduisait encore les mêmes promesses. Il en sera très probablement ainsi tant que subsistera l'Empire ottoman.

Revenons maintenant pour un moment aux pays roumains que nous avons laissés, en 1834, au sortir de l'occupation russe. Le traité d'Andrinople les avait émancipés à peu près complètement de la domination turque, mais ils n'en étaient pas devenus beaucoup plus libres pour cela, car la suzeraineté ottomane avait été remplacée par la protection russe qui n'était guère moins lourde. Les armées du tsar avaient évacué le territoire des principautés, il n'y avait plus de gouverneur russe à Bucarest, mais il y avait dans cette ville et à Iassi

des consuls russes beaucoup plus puissants que les princes eux-mêmes dont tous les actes étaient soumis à leur censure. On comprend qu'un semblable régime n'était pas fait pour développer dans les principautés les institutions libérales. Et pourtant, les idées avaient fait du chemin dans les classes instruites de la société roumaine, élevées en général à l'école de la France, soit par les maîtres français venus dans le pays, soit dans nos écoles mêmes, car l'usage s'était déjà répandu dans les familles riches d'envoyer les jeunes gens compléter leur éducation à l'étranger et surtout en France. En outre, beaucoup de Roumains instruits, pour échapper au régime de compression morale auquel les principautés se trouvèrent soumises après 1830, avaient, soit de leur propre mouvement, soit par nécessité, quitté le pays pour aller vivre en Occident, à Paris surtout, où ils se lièrent avec des hommes politiques et où ils purent apprécier les avantages des institutions libres. Aussi, la grande commotion de 1848 qui, partie de Paris, ébranla un moment presque tous les trônes de l'Europe occidentale, eut-elle sa répercussion en Roumanie. Le mouvement, ébauché seulement en Moldavie, n'y produisit aucun résultat, mais en Valachie, les insurgés, à la tête desquels se trouvaient plusieurs hommes de famille noble gagnés

aux idées libérales, obligèrent le prince Georges Bibescu à signer une nouvelle constitution, puis, quand ce prince, craignant de se compromettre vis-à-vis de la Russie, eut quitté le pays, ils organisèrent un gouvernement provisoire. C'est au nom de la liberté et de l'égalité que s'opérait la révolution valaque aussi bien que la tentative faite en Moldavie. Les insurgés demandaient l'égalité de tous les habitants devant la loi et devant l'impôt, la suppression des redevances et des corvées, restes du servage, auxquelles les paysans étaient encore tenus au bénéfice des boïars, la représentation de toutes les classes dans l'Assemblée générale, etc. Ils voulaient aussi la disparition du protectorat russe et avaient brûlé publiquement à Bucarest un exemplaire du Règlement organique qui en était considéré comme l'emblème.

Le résultat immédiat de cette insurrection fut une nouvelle occupation opérée en commun par les troupes russes et turques, et une restriction sensible des droits des principautés. D'après le traité de Balta-Liman, les princes devaient être nommés pour sept années, par un accord entre la Russie et la Turquie; les assemblées prévues par les règlements organiques étaient supprimées et remplacées par des Divans ou conseils nommés par les princes; enfin, des commissaires turcs et

russes étaient chargés de surveiller l'administration des principautés.

Cependant, on peut dire que la révolution roumaine de 1848 ne fut pas complètement inutile, car elle fortifia le sentiment national, et donna au pays l'occasion d'exprimer hautement ses revendications.

Quoique le cadre de cette étude n'embrasse que les faits qui intéressent la péninsule balkanique, je ne puis m'abstenir de dire quelques mots des événements qui se passèrent à la même époque dans une région voisine, l'empire d'Autriche. On sait que cet empire, plus peut-être que tout autre état européen, fut agité violemment par les mouvements révolutionnaires de 1848. Pendant qu'une insurrection politique était un moment triomphante à Vienne, des insurrections nationales éclataient dans les provinces italiennes et en Hongrie. Mais, tandis que les Hongrois défendaient, les armes à la main, et avec un héroïsme auquel on ne peut que rendre hommage, leurs droits nationaux contre l'Autriche, ils voulaient, par une étrange contradiction, confisquer ces mêmes droits aux peuples non magyars qui se trouvaient rattachés à la couronne de Hongrie. Bien loin d'accorder aux Roumains de Transylvanie les droits politiques dont ils étaient privés depuis des siècles, la

diète hongroise, profitant des événements de Vienne qui mettaient le gouvernement impérial à sa merci, se hâta de proclamer l'union complète de la Transylvanie avec la Hongrie, en dépit des protestations, non seulement des Roumains formant la majorité de la population du pays, mais aussi des habitants de race allemande, les Saxons.

Les vœux des Roumains avaient été exprimés solennellement dans une assemblée de plus de 40,000 personnes, tenue le 15 mai 1848, dans une plaine située près de la ville de Blaj [1], et qui prit dès lors le nom de Câmpul Libertatsii, ils réclamaient notamment l'autonomie administrative de la Transylvanie sous la souveraineté de l'empereur d'Autriche à l'égard duquel ils attestaient leur fidélité, l'égalité de tous devant la loi, la reconnaissance à la nationalité roumaine des droits politiques accordés aux autres nationalités de la Transylvanie, Hongrois, Seklers (fraction de la race hongroise habitant particulièrement les Carpates), et Saxons, l'égalité de l'église orthodoxe roumaine avec les autres églises reconnues, etc.

Les Hongrois ne tinrent aucun compte de ces réclamations, et, sans s'arrêter à la contradiction que témoignait leur conduite, ils eurent recours à la violence pour établir leur domination sur les

[1] En allemand *Blasendorf*, en magyare *Balazsfalva*.

Roumains de Transylvanie, dans le temps où eux-mêmes s'apprêtaient à soutenir par les armes leurs droits contre le gouvernement autrichien et l'hégémonie allemande. Aussi, quand la révolution magyare eut pris le caractère d'une guerre déclarée entre la Hongrie et l'Autriche, les Roumains prirent-ils parti pour cette dernière, et joignirent-ils leurs efforts à ceux des troupes impériales luttant contre les armées victorieuses de l'insurrection. Vers la fin seulement, lorsque l'intervention de la Russie laissa prévoir la défaite finale des Hongrois, ceux-ci songèrent à gagner à leur cause les autres nationalités, et des pourparlers furent engagés avec les Roumains, particulièrement avec ceux qui avaient quitté la Valachie après l'échec de la révolution dans ce pays. C'est alors que survint la catastrophe de Vilagos, qui remit la Hongrie, écrasée par les armées russes, sous la domination autrichienne.

Les Roumains ne furent pas les seuls, parmi les peuples dépendants de la couronne de Saint-Étienne, à préférer l'absolutisme autrichien au libéralisme magyar. On sait le rôle que jouèrent les Croates, sous la conduite de leur « *ban* » Ielachitch, dans la répression de l'insurrection hongroise ; ils furent aidés par les Serbes de Hongrie et même par ceux de la principauté.

Le régime absolutiste, qui suivit l'échec des mouvements révolutionnaires de 1848, laissa au moins, à défaut de libertés politiques, aux Roumains et aux Serbes de l'empire d'Autriche, une certaine autonomie administrative et le libre usage de leurs langues maternelles.

Les Hongrois qui, malgré leur défaite et la répression sanglante qui la suivit, n'avaient pas désespéré de leur cause, surent profiter des premières circonstances favorables pour prendre leur revanche. La guerre de 1866 leur en fournit l'occasion ; attaquée à la fois par la Prusse et par l'Italie, l'Autriche dut assurer à tout prix son unité intérieure, et il lui fallut consentir, vis-à-vis de la Hongrie, à une véritable capitulation politique qui livrait aux Magyars la domination absolue de l'une des moitiés de la monarchie et qui devait leur permettre d'acquérir plus tard une situation prépondérante dans la direction des affaires générales de l'Empire et particulièrement de la politique étrangère. A l'exception des Croates, auxquels un compromis ou accord spécial, a garanti une autonomie assez étendue, les diverses nationalités dépendant de la couronne hongroise, n'ont pas eu beaucoup à se louer de ce changement de régime qui les expose à des tentatives de dénationalisation auxquelles n'avait jamais songé le gouvernement

autrichien. Quelque intéressant que soit ce sujet, je ne puis cependant l'aborder, car il exigerait un trop long développement et nous éloignerait de l'objet principal de ces leçons.

Revenons donc à la Péninsule balkanique.

Nous sommes en 1853. De graves événements se préparent et vont modifier une fois de plus la situation de l'Europe orientale. A la suite de discussions relatives aux droits respectifs en Terre-Sainte des confessions latine et grecque, et à la protection des adhérents de cette dernière, la Russie avait occupé les principautés roumaines, à titre de gage, en attendant qu'il soit fait droit à ses réclamations.

Je ne crois pas nécessaire de raconter ici la guerre de Crimée; je n'en parlerai même qu'au point de vue des conséquences qu'elle eut pour les Roumains, conséquences capitales, car c'est au traité de Paris, qui mit fin à cette guerre en 1856, que l'on peut fixer le point de départ du développement contemporain de la Roumanie.

Outre la restitution à la Moldavie d'une petite partie de la Bessarabie (qui devait lui être arrachée de nouveau en 1878, singulière récompense des services rendus par la vaillante petite armée roumaine), le maintien et le développement de tous

les privilèges d'autonomie et d'indépendance intérieure déjà garantis aux principautés par des actes antérieurs, le traité du 30 mars 1856 décidait (article 22), que les privilèges et immunités des principautés de Valachie et de Moldavie seraient placés sous la garantie des puissances contractantes, c'est-à-dire de toutes les grandes puissances, qu'aucune protection exclusive ne serait exercée par l'une des puissances, et qu'il n'y aurait aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures. C'était la fin du protectorat russe et l'entrée des principautés dans la famille politique européenne.

D'après les articles 23, 24 et 25, une commission internationale siégeant à Bucarest devait élaborer un projet de réorganisation des pays roumains ; des assemblées réunies à cet effet dans les deux principautés, et composées de manière à constituer la représentation la plus exacte des intérêts de toutes les classes de la société, devaient être appelées à exprimer les vœux des populations. Ce sont ces assemblées que l'on a nommées d'un terme assez singulier qui se trouve du reste dans le texte du traité, les *divans « ad hoc »*. Enfin, l'entente finale avec la puissance suzeraine devait être consacrée par une convention conclue à Paris entre les hautes puissances contractantes.

Les Roumains allaient donc, enfin, être con-

sultés sur la fixation de leurs destinées ; on ne disposerait plus d'eux sans les entendre, comme on l'avait fait si souvent depuis un siècle et demi. Les Divans *ad hoc* s'ouvrirent dans les deux capitales le 22 septembre 1857, et, le mois suivant, ils exprimaient, dans les cinq résolutions suivantes, les vœux dont l'accomplissement leur paraissait le plus indispensable pour assurer l'indépendance, la prospérité et le développement futur de la Roumanie.

1° Respect des droits des principautés, et en particulier, de leur autonomie, conformément aux anciennes capitulations conclues avec la Sublime Porte ;

2° Union des Principautés en un seul état sous le nom de Roumanie ;

3° Un prince héréditaire, élu dans une des familles régnantes de l'Europe occidentale, et dont les descendants seraient élevés dans la religion du pays ;

4° Neutralité du territoire des principautés ;

5° Le pouvoir législatif confié à une Assemblée générale dans laquelle seraient représentés tous les intérêts de la nation.

Deux questions nouvelles surgissaient ainsi, celle de l'union et celle du prince étranger.

La première, en réalité, n'était rien moins que

nouvelle, on pourrait dire, presque, qu'elle existait depuis la fondation des principautés, car elle était dans la nature même des choses. Deux états voisins, d'importance comparable, habités par des populations de même race, de même langue et de même religion, que ne sépare aucun obstacle géographique, qui, au cours de plusieurs siècles, ont eu constamment des destinées parallèles, devaient nécessairement tendre à s'unir, d'autant plus que la faiblesse de chaque principauté isolée, devait la porter à rechercher, par l'union avec sa voisine, un accroissement de force. En fait, au milieu des vicissitudes de toute nature que traversèrent les principautés depuis leur création jusqu'à notre siècle, cette idée de l'union dont on retrouve cependant l'influence dans l'insistance avec laquelle les chroniqueurs et historiens roumains, dès le XVII[e] siècle, affirment l'unité de race des habitants de la Munténie (Valachie) et de la Moldavie, était resté à l'état latent. Lorsque les principautés, délivrées de la domination fanariote, commencèrent à reprendre possession d'elles-mêmes, lorsque, avec la culture roumaine, se développa le sentiment national, la pensée de l'union devait apparaître comme la contre-partie des divisions passées qui avaient été si souvent fatales à la race roumaine, enfin, les

mouvements de 1848, qui soulevaient l'Allemagne et l'Italie au nom de l'unité comme au nom de la liberté, devaient la fortifier encore dans l'esprit des patriotes roumains. En 1856, elle était mûre, et son expression sortit de toutes les poitrines roumaines avec une énergie irrésistible. Dès l'ouverture des négociations de Paris, avant même, lors des conférences qui s'étaient tenues à Vienne antérieurement à la guerre qu'elles n'avaient pu empêcher, la France s'était faite, par l'organe de ses représentants, le défenseur auprès du concert européen, de l'union des principautés. Cette attitude, si conforme à nos généreuses traditions nationales, ne se démentit pas un instant dans toutes les négociations qui suivirent. Et dans cette circonstance notre pays n'était pas poussé seulement par un sentiment chevaleresque, il l'était aussi par un sens exact de la situation qui lui faisait comprendre que plus la Roumanie serait forte, moins elle serait exposée à subir la domination ou l'influence d'un des états voisins, et plus elle présenterait de garanties en faveur du maintien de l'ordre et de la paix en Orient.

Si l'union des pays roumains a pu s'effectuer, ce résultat est dû, avant tout, aux Roumains eux-mêmes, qui, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, l'ont accomplie malgré l'Europe, mais il

est dû aussi, pour une grande part, à la France qui les a toujours soutenus de ses encouragements et de sa médiation.

Le vœu exprimé par les Roumains en faveur de la nomination d'un prince étranger, surprend au premier abord ceux qui ne connaissent qu'insuffisamment l'histoire intérieure des états balkaniques. Quand on réfléchit, au contraire, on y trouve l'expression d'un sentiment exact de l'intérêt du pays en même temps que d'un louable désintéressement chez ceux qui auraient pu aspirer à la dignité princière. L'instabilité du pouvoir, même depuis la disparition des fanariotes, les rivalités entre les grandes familles, la difficulté pour un prince sortant des rangs de la nation d'acquérir une autorité incontestée sur ceux qui étaient hier ses égaux, avaient convaincu beaucoup d'hommes politiques roumains de l'intérêt qu'il y aurait à placer sur le trône de la Roumanie unifiée un membre d'une famille souveraine occidentale, tirant de son origine une sorte de supériorité acceptée de tous, et, surtout, étranger à toutes les compétitions locales et aux intrigues de famille. L'histoire ultérieure de la Roumanie a montré toute la sagesse de ces conclusions [1].

[1] Il convient de remarquer que la situation n'était pas ici la même qu'en Serbie, où la famille régnante avait été, dès

Ces vœux ne devaient pas obtenir une satisfaction immédiate. Comme il arrive souvent pour les œuvres des congrès internationaux, celle du congrès de Paris, contenue dans la convention du 19 août 1858, était incomplète et hybride. Malgré ses efforts, le délégué français, Thouvenel, auquel s'étaient joints ceux de la Prusse, de la Sardaigne et même de la Russie, n'avait pu obtenir l'union pure et simple. La Convention maintenait les principautés comme états séparés, avec leurs princes et leurs assemblées législatives distinctes, les princes étant élus à titre viager par les assemblées. Mais les principautés étaient qualifiées de *principautés-unies*, une commission centrale, composée d'un nombre égal de membres valaques et moldaves, devait siéger à Focshani, ville située sur la frontière des deux pays, et être chargée de préparer les lois d'intérêt commun et même de réviser la législation existante, de manière à la rendre uniforme dans les deux principautés; enfin, les deux milices devaient être réorganisées sur un plan identique, de manière à n'être plus que deux corps d'une même armée.

C'était presque l'union, mais ces demi-mesures ne contentèrent pas les Roumains, qui résolurent

l'origine, placée hors de pair, par les services rendus par son chef au moment de la délivrance du pays.

de prendre eux-mêmes ce que l'Europe refusait de leur accorder. A la fin de décembre 1858 les assemblées se réunissaient à Bucarest et à Iassi, pour procéder à l'élection des princes. Le 5 janvier 1859, l'Assemblée moldave élisait le colonel Couza, qui, le 24 du même mois, était choisi également par l'Assemblée de la Valachie. Après quelques difficultés, la Porte consentit, comme presque toujours, à reconnaître le fait accompli, et sanctionna « pour cette fois seulement » la double élection du prince roumain. De « personnelle » à l'origine, l'union des deux principautés devint « réelle » en 1862, lorsque les deux assemblées se réunirent en une seule siégeant à Bucarest et que les ministères séparés firent place à un ministère unique. L'union était faite et définitive. Restait à accomplir deux autres désiderata : l'hérédité du pouvoir et le prince étranger. Les difficultés éprouvées par Alexandre-Jean, tel est le nom qu'avait pris Couza en montant sur le trône, le conduisirent à abdiquer en février 1866. Le Sénat et le Corps législatif, car, à la suite d'un coup d'état exécuté en 1864, Couza avait donné au pays une nouvelle constitution imitée de la constitution impériale française, se réunirent pour lui donner un successeur et choisirent le comte de Flandre, Philippe, frère du roi des Belges. Sur le refus de

leur premier élu, les représentants roumains proposèrent au choix de la nation Charles de Hohenzollern qui fut élu et, vivement encouragé par l'empereur Napoléon III, accepta le trône princier qui devait plus tard se transformer en trône royal. La Turquie protesta de nouveau, soutenue par l'attitude de la Russie qui, voyant maintenant l'union affermie, se repentait de l'avoir encouragée en 1856 et demandait qu'on en revienne à l'état de choses prévu par la convention de Paris. Mais la Porte constatant que les puissances occidentales n'étaient pas disposées à intervenir ni surtout à lui permettre d'intervenir elle-même, finit par reconnaître Charles Ier comme prince héréditaire de Roumanie.

Laissons un moment la Roumanie pour laquelle est close désormais l'ère des grandes transformations et voyons ce qui se passe chez un peuple qui, depuis l'époque de la conquête turque, semble plongé dans un profond sommeil.

Les Bulgares, placés au centre de la péninsule, loin de toute influence et de tout secours étranger, n'avaient pas, comme leurs frères de race, les Serbes, ou comme les Grecs de l'Hellade et de la Morée, cherché à secouer le joug ottoman. Du reste, accablés sous la double oppression des

fonctionnaires turcs et du clergé grec, ils s'ignoraient presque eux-mêmes. Ce n'est qu'à la fin du XVIIIe siècle que l'on voit réapparaître des écrivains bulgares. Sofroni, évêque de Vratsa, un des rares prélats slaves de cette époque, nous dépeint l'état misérable de la Bulgarie, dévastée par les Kirdjalis, et foulée aux pieds alternativement par les troupes du sultan et par celles de Pasvan-Oglou, pacha révolté de Vidin. Le moine Païsii cherche à évoquer l'antique gloire de sa race, dans son *Histoire du peuple, des tsars et des saints bulgares.*

Les campagnes des armées russes, en 1811 et en 1828, mirent pour la première fois les Bulgares en contact avec les sujets d'une grande puissance appartenant à la même religion et presque à la même race qu'eux. Dès lors, ils commencèrent à voir dans la Russie leur libératrice future. mais la délivrance devait se faire longtemps attendre, car jusqu'en 1878, il n'est nullement question d'eux dans les traités conclus avec la Turquie.

Mais la renaissance de la nationalité bulgare devait suivre une voie différente de celle des autres peuples balkaniques. Les fondateurs de l'indépendance serbe étaient illettrés, c'est une fois libres seulement, qu'ils commencèrent à s'instruire ; c'est par le livre et l'école, au contraire, que les Bulgares ont préparé leur délivrance.

Les initiateurs de ce mouvement furent les Bulgares établis à l'étranger, particulièrement en Russie, en Roumanie et en Autriche. En 1853, la première école bulgare était fondée à Gabrovo, au pied des Balkans, et bientôt après il s'en ouvrait d'autres dans les différentes régions habitées par les Bulgares, Bulgarie danubienne, Roumélie et Macédoine. Les Grecs ne pouvaient voir d'un bon œil le développement d'un enseignement qui menaçait de devenir pour l'hellénisme une dangereuse concurrence. Le clergé grec, déjà peu sympathique aux Slaves, fit tout ce qu'il put pour étouffer dans l'œuf le mouvement bulgare, mais il ne réussit qu'à envenimer et à étendre la lutte déjà ouverte depuis longtemps sur le terrain purement religieux. Cette guerre morale, entrecoupée parfois d'incidents violents, dura quarante ans, et la ténacité bulgare finit par triompher de l'habileté grecque.

Un moment, vers 1860, un certain nombre de Bulgares, parmi lesquels se trouvait M. Tsankov, aujourd'hui le doyen des hommes politiques de la principauté, avaient songé à chercher le salut de leur race dans une union avec l'église romaine, conclue sur les mêmes bases que celle des Roumains de Transylvanie, des Ruthènes et des Arméniens. Mais les traditions orthodoxes étaient trop

profondément enracinées dans l'âme des Bulgares pour que ce projet puisse réussir. Le nombre des Bulgares acceptant l'union ne fut jamais que très restreint.

Le Patriarchat grec ne s'en émut pas moins et se décida à entrer en négociations avec les Bulgares et à leur promettre quelques concessions partielles, comme la nomination d'évêques slaves et l'usage de la liturgie slavonne. Enfin, après dix ans de tentatives infructueuses, les Bulgares s'adressèrent directement au sultan qui, craignant que la querelle gréco-bulgare n'occasionnât des troubles graves, et satisfait, du reste, de diminuer la prépondérance excessive de l'hellénisme, accorda, le 27 février 1870, le firman qui organisait l'église autocéphale bulgare sous la direction d'un Exarque résidant à Constantinople. C'était pour les Bulgares une victoire importante, non seulement sur le terrain religieux et scolaire, mais aussi sur le terrain politique, puisque, ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de le dire, les dignitaires ecclésiastiques sont, en Turquie, les représentants officiels des chrétiens de leur rite. Le firman de 1870 constatait ainsi la reconstitution de la natiolité bulgare. Le Patriarchat de Constantinople, comme bien on pense, protesta énergiquement contre la décision impériale, et, bien que la cons-

titution d'une église bulgare autonome n'eût rien de contraire aux traditions de l'Église orthodoxe, il la fit déclarer schismatique par un concile auquel ne prirent part que des prélats grecs et dont les décisions ne furent jamais reconnues par les autres églises orthodoxes, notamment par l'église russe qui ne cessa pas d'entretenir les relations les plus cordiales avec l'église bulgare, à l'érection de laquelle les représentants de la Russie à Constantinople, et particulièrement le général Ignatiev, alors ambassadeur, avaient largement contribué.

Les Bulgares avaient donc pu, par leurs patients efforts, franchir une première étape sur la route de la liberté. Rien ne dit qu'ils n'auraient pas, de même, parcouru les autres, si les événements de 1878 n'étaient pas venus devancer les temps et leur apporter cette indépendance dont la conquête leur eût, sans doute, demandé bien des années.

Si l'activité des patriotes bulgares fut principalement tournée vers la lutte intellectuelle contre la suprématie grecque, il s'en trouva aussi qui, plus impatients, essayèrent, les armes à la main, de secouer le joug turc. Les noms de Georges Rakovski, de Panaiot Hitov, de Totiou, de Vasile Levski, de Khristo Botev, méritent de passer à la postérité malgré le peu de succès de leurs tenta-

tives, qui ne furent le plus souvent que d'héroïques suicides.

Peu de temps après la guerre de Crimée, une organisation révolutionnaire secrète avait commencé à se former en Bulgarie avec des comités dans différentes villes et un comité central à Bucarest. Beaucoup de patriotes compromis comme *komitadjis* furent emprisonnés, déportés en Turquie d'Asie ou, plus heureux, purent s'enfuir en Roumanie où se constituèrent, notamment à Bucarest et à Braïla, de véritables colonies d'exilés politiques auxquels la nation roumaine accorda une fraternelle hospitalité. Bien des hommes politiques de la Bulgarie libre d'aujourd'hui ont passé les années de leur jeunesse à errer sur la terre étrangère « nemili nedragui », comme dit M. Vazov, qui, dans quelques-uns de ses récits les plus attachants, nous décrit la vie des exilés qu'il a partagée lui-même.

IX

LE TRAITÉ DE BERLIN

En 1875, une insurrection éclate en Herzégovine, à l'extrémité nord-ouest de l'Empire ottoman. La conflagration se propage rapidement et embrase toute la Bosnie ; chrétiens et musulmans se battent avec acharnement et là, comme en Crète ou en Arménie, les autorités turques se montrent impuissantes à rétablir l'ordre. Ces événements surexcitent dans tout l'empire le fanatisme des musulmans en même temps qu'ils réveillent les espérances des chrétiens. Les Bulgares, qui depuis quelque temps s'organisent, ouvrent la lutte à Panaghiourichté, au sud des Balkans, et, bientôt après, dans tout le bassin supérieur de la Maritsa. Le gouvernement turc envoie des bachibouzouks, soldats irréguliers, recrutés parmi les pires éléments de la population musulmane d'Europe et d'Asie, auxquels les autorités locales, impuissantes ou complices, livrent les malheureux habitants.

Pour savoir ce qui se passa alors à Panaghiou-richté, à Perouchtitsa, à Batak, il suffit de se rappeler les scènes horribles qui ont ensanglanté l'Arménie, il y a quatre ans.

Au mois de juin 1876, la Serbie, qui, depuis le commencement des insurrections bosniaques, soutenait plus ou moins ouvertement ses compatriotes chrétiens de cette région, avait déclaré la guerre à la Turquie. Trop peu nombreuse malgré l'appoint de volontaires russes et bulgares, et insuffisamment organisée, l'armée serbe ne put résister bien longtemps quoique les débuts de la campagne lui aient été favorables et qu'elle ait pu un moment s'avancer sur le territoire turc. Bientôt, le territoire serbe fut envahi à son tour et on vit s'y renouveler les mêmes actes de barbarie que sur les bords de la Maritsa. Heureusement que l'Europe intervint, obligeant le gouvernement turc à arrêter la marche de ses troupes et à accepter la paix sur la base du *statu quo ante*.

Tous ces événements avaient obligé l'Europe à s'occuper de nouveau de la question orientale. Les ambassadeurs des grandes puissances à Constantinople se réunirent en conférence et étudièrent un projet de réorganisation des provinces européennes de l'Empire ottoman. Bien qu'affaiblie par les révolutions de palais qui venaient, en quelques mois,

de faire se succéder trois sultans sur le trône impérial, la Porte restait fidèle à ses traditions d'atermoiements et de résistance passive. De temps en temps, pour égarer la diplomatie et l'opinion publique européennes, elle accordait quelque réforme illusoire, comme cette constitution, qui figure toujours en tête de l'Annuaire officiel ottoman et qui dote, sur le papier, la Turquie de toutes les garanties du gouvernement parlementaire.

Vous le voyez, dans cette éternelle question d'Orient, les mêmes phases se reproduisent constamment. Les récents événements d'Arménie et de Crète nous offrent une marche tout à fait semblable à celle des affaires de Bosnie et de Bulgarie, de 1875 à 1877. Massacres, conférences diplomatiques, mauvais vouloir de la Porte, parfois dissimulé derrière des concessions illusoires, tout s'y retrouve. Mais, en 1877, le dénouement fut différent parce qu'un grand peuple vint jeter son épée sur la table des conférences, abandonnée par les diplomates.

Le 17 avril 1877, la Russie avait déclaré la guerre à la Porte, et ses armées, en vertu d'une convention conclue avec la Roumanie et garantissant à celle-ci l'intégrité de son territoire, franchissaient le Prout et se dirigeaient vers le Danube.

Les événements de cette guerre sont assez ré-

cents et suffisamment connus pour qu'il soit inutile de les rappeler ici. On sait aussi la part glorieuse qu'y prit la jeune armée roumaine, lorsque, sur les instances du commandant en chef des troupes russes, le gouvernement roumain se décida à abandonner l'attitude de neutralité armée qu'il avait gardée jusqu'alors et à venir au secours des Russes que la vaillante résistance d'Osman-Pacha à Plevna avait mis, pour un moment, dans une situation difficile. L'arrivée des troupes roumaines devant Plevna ramena la victoire sous les drapeaux chrétiens et ce furent elles qui enlevèrent la première redoute turque.

Les Bulgares prirent aussi à la guerre libératrice une part qui, bien que modeste, mérite d'être signalée. Dès le début des opérations, l'autorité militaire russe avait organisé, principalement avec des émigrés, des bataillons de volontaires bulgares dont le nombre s'éleva, au cours de la campagne, jusqu'à douze. Ces bataillons, commandés par des officiers russes, prirent une part active aux opérations. Plusieurs accompagnèrent le détachement de Gourko dans sa hardie chevauchée au delà des Balkans. Ils se distinguèrent au combat de Stara-Zagora où ils luttèrent un contre trois, puis à la défense du col de Chipka, et enfin, au commencement de 1878, à la bataille de Cheïnovo;

sous les ordres de Skobelev. Dans toutes ces circonstances, les volontaires bulgares méritèrent les éloges les plus chaleureux des généraux, qui les comparèrent aux meilleurs soldats russes.

Au commencement de 1878, la Serbie avait de nouveau déclaré la guerre, et, plus heureuse que dans sa première tentative, avait vu ses troupes s'avancer victorieusement jusqu'à Sofia. Quant au Monténégro, qui avait ouvert les hostilités en même temps que la Serbie et d'accord avec elle, en juin 1876, il n'avait jamais déposé les armes, et, après des alternatives de succès et de revers, il se trouvait, en définitive, avoir préservé son territoire et occupé quelques parties de celui de l'ennemi.

L'armistice d'Andrinople, le 31 janvier 1878, mit fin à la guerre et fut suivi des préliminaires de paix, signés à San-Stéfano, petite ville de la banlieue de Constantinople.

La Turquie reconnaissait l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro; ces deux derniers pays obtenaient une rectification de frontière, tandis que la Roumanie avait seulement droit à une indemnité à débattre ultérieurement. En outre, la Russie, en se faisant céder par la Turquie la Dobroudja, se réservait le droit d'échanger ce territoire peu fertile, habité par une population

clairsemée appartenant aux races les plus diverses contre les districts véritablement roumains restitués à la Roumanie en 1856.

L'une des clauses les plus importantes du traité de San-Stéfano était la constitution d'une principauté de Bulgarie, tributaire de la Porte, et comprenant tous les territoires occupés par la race bulgare, depuis le Danube jusqu'à Cavala sur la mer Egée, et depuis la mer Noire jusqu'aux montagnes de l'Albanie.

La Bosnie et l'Herzégovine restaient placées sous la souveraineté de la Porte mais devaient être dotées d'une administration autonome.

Le traité de Paris, en plaçant l'intégrité de l'Empire ottoman sous la garantie des puissances, avait fait de toute modification à son territoire une question européenne. Aussi, fut-il décidé que les stipulations de San-Stéfano seraient soumises à l'examen d'un congrès des grandes puissances qui se tint à Berlin sous la présidence du prince de Bismarck. L'œuvre du Congrès de Berlin, inspirée principalement par l'Angleterre, dont le but unique était de diminuer l'influence que les derniers événements avaient donnée en Orient à la Russie, est certainement l'une des plus imparfaites qui soient sorties des délibérations des diplomates occidentaux. Les défauts du

traité de San-Stéfano comme la clause de l'échange forcé de la Bessarabie roumaine contre la Dobroudja ne furent pas corrigés, tandis que ses dispositions les plus justes furent effacées ou mutilées.

C'est pourtant le traité de Berlin qui règle encore les destinées politiques de la Péninsule balkanique et, chose singulière, la puissance contre laquelle il était dirigé, la Russie, s'en est fait, à certain moment, le défenseur acharné. Aussi, l'état actuel de l'Europe orientale ne peut-il être considéré que comme provisoire. Personne n'en est satisfait.

Par leur impolitique exigence, les Russes se sont aliéné la Roumanie en même temps que la possession de la Dobroudja risque de devenir une cause de conflit entre les Roumains et leurs alliés naturels de la rive droite du Danube.

L'occupation autrichienne en Bosnie et en Herzégovine fermant pour toujours ces provinces à la Serbie, pousse celle-ci vers la Macédoine où elle se trouve en lutte avec ses frères de race, les Bulgares. Ces derniers, naturellement, rêvent toujours de la Grande-Bulgarie de San Stefano, morcelée en trois tronçons par le congrès de Berlin. Deux de ces tronçons, la Bulgarie proprement dite et la Roumélie orientale, cette sorte de monstre politique qui n'était ni bulgare, ni turc, ni princi-

pauté, ni province, ont fini par se réunir en 1885, mais la Macédoine reste encore turque et les réformes prévues en sa faveur par le traité de Berlin n'ont jamais été exécutées. Enfin, la Grèce, qui, malgré son inaction en 1877, a obtenu une assez sérieuse augmentation de territoire, ne s'en est pas montrée satisfaite et espère toujours quelque nouvelle faveur de l'Europe dont elle a été si longtemps l'enfant gâté. Que n'a-t-elle eu plus de patience cette fois! Sans doute, son intervention en faveur des Crétois, menacés d'être traités comme les Bulgares en 1876 et les Arméniens en 1894, était justifiée, ne fut-ce que dans le but d'obliger l'Europe à intervenir matériellement. Mais une fois ce résultat obtenu, il eût été sage d'attendre et de ne pas compromettre l'avenir par une guerre engagée sans aucune chance de succès, et dont l'issue, facile à prévoir, a été un accroissement de force morale pour la Turquie et un recul considérable pour l'hellénisme.

La question crétoise, heureusement, est maintenant réglée. La grande île grecque possède son autonomie complète sous le gouvernement d'un haut commissaire choisi par l'Europe, et sous la souveraineté purement nominale du Sultan qui n'est plus représenté dans l'île que par son drapeau flottant en un point unique.

Ce pauvre pays avait bien droit au repos et à la liberté, car, plus que tout autre en Orient, il les a payés de son sang. Depuis l'établissement de la domination ottomane, sa population, de pure race grecque, n'a, pour ainsi dire, jamais cessé de protester les armes à la main et a obligé les Turcs, à plusieurs reprises, à reconnaître ses droits, consacrés non seulement par des firmans impériaux, mais par des actes internationaux. Mais, dès que la population paraissait calmée, que la surveillance de l'Europe s'assoupissait, la Porte revenait sur ses promesses, remplaçait le gouverneur chrétien par un musulman, dissolvait l'assemblée et tout était à recommencer.

Au point où nous en sommes, nous voyons déjà revenues à la vie et à la liberté, toutes les nations subjuguées il y a cinq siècles par les Turcs. Grecs, Serbes, Bulgares et Roumains ont repris leur place au foyer de l'Europe. Exemple de vitalité extraordinaire, qui montre que, le jour où l'Europe voudra décidément écarter toutes les ambitions extérieures et se borner au rôle de conciliateur et d'arbitre impartial entre les peuples indigènes, maîtres légitimes du sol de la péninsule, la question orientale pourra se résoudre

X

LES LANGUES BALKANIQUES EN GÉNÉRAL. LA LANGUE TURQUE

La péninsule balkanique nous offre, naturellement, une variété de langages correspondant à la variété ethnographique dont j'ai essayé de donner une idée dans les premières parties de cette étude. Chacun des peuples de cette région a conservé la langue qu'il parlait lors de son établissement, et ces idiomes, comme les peuples qui s'en servent, appartiennent à des familles différentes. Cependant il est, je crois, permis d'employer l'expression de *langues balkaniques* en lui donnant un sens qui ne soit pas simplement géographique. En effet, les peuples de l'Europe orientale, tout en conservant bien distinctement leur individualité, ne sont pas restés étrangers les uns aux autres. Comme nous avons pu nous en rendre compte en étudiant leur histoire, leurs territoires ont souvent changé de limites. Des tribus de race thraco-illyrienne, analogues sans doute aux

Albanais d'aujourd'hui, ont jadis occupé presque toute la péninsule, qu'ont parcourue plus tard, dans tous les sens les invasions slaves. La domination romaine, la suprématie religieuse et intellectuelle de l'Hellénisme, enfin la conquête turque, ont, tour à tour ou simultanément, régné sur cette extrémité de l'Europe. Aussi, trouvons-nous, dans chacune des langues de la région qui nous occupe, des éléments empruntés aux autres, éléments plus ou moins nombreux et plus ou moins importants selon que le contact matériel, politique ou moral des peuples a été plus ou moins prolongé, plus ou moins intime.

Plusieurs des peuples barbares qui, à l'époque des grandes invasions, ont parcouru ou occupé temporairement la péninsule orientale, ne paraissent pas, cependant, avoir joué un rôle appréciable dans la formation des idiomes modernes de cette région ; tel est le cas, ainsi que nous l'avons déjà remarqué, des Gots, des Huns et même des Bulgares touraniens qui ont laissé leur nom aux Bulgares slaves. Mais d'autres actions se sont ajoutées plus tard à celles que je viens de signaler. Ce sont les influences exercées par les nations voisines, les Hongrois, les Polonais, les Russes, ainsi que par les pays occidentaux, l'Italie, l'Allemagne et la France. Les langues de chacune de ces na-

tions ont fourni à celles des peuples balkaniques avec lesquels elles se sont trouvées en rapport, un contingent parfois considérable de mots et de locutions.

En général, l'action d'une langue sur une autre se fait sentir dans le domaine du vocabulaire. Tout le monde connaît, et peut, d'ailleurs, constater par lui-même, la facilité avec laquelle s'introduisent les mots étrangers. On se plaint parfois de l'envahissement du français par les termes anglais, mais ce n'est rien en comparaison de ce qui passe dans d'autres langues, par exemple en allemand, avec les mots français. Ce phénomène déjà sensible lorsqu'il s'agit des langues de peuples simplement voisins et vivant d'une façon complètement indépendante, l'est encore plus, tout naturellement, lorsque ces peuples se trouvent mêlés et que l'un d'eux possède, par rapport aux autres, une supériorité politique ou culturale, cas qui s'est présenté fréquemment dans la péninsule balkanique.

C'est beaucoup plus rarement que l'on peut constater des modifications apportées à la phonétique et à la syntaxe sous l'influence d'une langue étrangère. Nous en trouverons cependant un certain nombre d'exemples dans les idiomes balkaniques. Quant aux modifications morphologiques, c'est-à-dire se rapportant aux flexions, déclinaisons et

conjugaisons, elles ne peuvent se produire que sous l'action de dialectes de même famille que l'idiome influencé et très rapprochés de lui.

Le tableau des nationalités balkaniques, que j'ai donné en commençant, peut, tout aussi bien, s'appliquer aux langues de la même région. A l'exception du turc, idiome touranien, d'origine asiatique, toutes ces langues appartiennent au groupe indo-européen. Deux sont slaves, le bulgare et le serbe; le roumain, malgré son éloignement géographique, se rattache à la famille romane ou néo-latine; quant aux deux dernières, le grec et l'albanais, malgré certaines analogies qu'elles offrent entre elles et avec le latin, elles doivent être considérées comme formant, chacune pour son compte, une subdivision distincte dans la famille indo-européenne.

Il paraît fort problable, ainsi que je l'ai expliqué précédemment, que des idiomes parents de l'albanais ont été parlés autrefois dans la plus grande partie de la péninsule, malheureusement il n'en subsiste presque aucune trace, et les documents que nous possédons au sujet de l'albanais même, ne remontent qu'à une époque très peu éloignée (le XVIIe siècle), et ne nous donnent aucun renseignement sur l'état primitif de cette langue.

Cette ignorance est d'autant plus regrettable qu'il y a tout lieu de supposer que les anciens dialectes thraco-illyriens ont exercé une influence notable sur la formation des langues balkaniques et particulièrement du roumain et du bulgare. Comme nous le verrons un peu plus loin, cette influence s'est fait sentir surtout dans les domaines de la phonétique et de la syntaxe, ce qui montre combien a dû être intime la fusion des anciens peuples Thraces et Daces, avec les nouveaux venus, Roumains ou Slaves.

L'influence du turc a été, en quelque sorte, plus étendue mais moins profonde ; elle s'est bornée au vocabulaire, mais elle l'a pénétré au point de lui donner un caractère nouveau et spécial. Si l'on voulait, en restant sur le terrain philologique, donner une définition des langues balkaniques, on pourrait dire que ce sont des langues indo-européennes mêlées d'éléments turcs. Aucune d'elles n'a échappé à cette infiltration, et il serait difficile de désigner avec précision celle qui en a le moins souffert. Le roumain même, malgré la situation politique plus favorable des principautés de Valachie et de Moldavie, n'y a pas plus échappé que les idiomes d'au-delà du Danube.

Le *turc osmanli*, parlé dans la Turquie d'Europe

et l'Anatolie, est un dialecte de la langue, encore aujourd'hui, dominante dans l'Asie centrale et dans une partie de la Russie orientale. Parmi les autres dialectes, les plus importants sont : le Djagataï ou turc oriental, qui, parlé dans le Turkestan, doit son nom à l'un des fils de Genghiz-Khan, et dans lequel ont été écrits les plus anciens monuments de la littérature turque, le dialecte de l'Azerbaidjan, au sud de la mer Caspienne, ceux des Tatars de Kazan et d'Astrakhan en Russie. Le iakoute, l'une des idiomes indigènes les plus importants de la Sibérie, se rapproche aussi beaucoup du turc, sans en être cependant un dialecte.

Les dialectes turcs appartiennent à la famille Touranienne, qui comprend, ainsi que je l'ai dit en traitant de l'ethnographie, les peuples et les langues de l'Asie centrale et septentrionale, Mantchou et Toungouse, Mongol, Kalmouk et Bachkir, Iakoute, Vogoule, Ostiak, etc., d'une partie de l'Europe Orientale, Samoiède, Siriène, Tchouvache, Tchérémisse, Lapon, Finnois, Esthonien, enfin, de l'Europe centrale, Hongrois et Kuman. La langue de ce dernier peuple, très voisine du turc, est aujourd'hui disparue.

La dénomination de Touranienne donnée à cette famille ethnographique et linguistique provient du nom de Touran que l'on trouve dans l'ancienne

littérature de la Perse, opposé à l'Iran (la Perse elle-même), et appliqué d'une façon assez vague aux pays qui forment actuellement le Turkestan. On lui donne aussi le nom de famille Ouralo-Altaïque, d'après les principaux massifs montagneux auxquels elle s'appuie.

Considérée au point de vue linguistique, la famille touranienne ne présente pas cette admirable unité que nous constatons dans la famille indo-européenne, et grâce à laquelle, sans avoir besoin d'être familier avec les études philologiques, on reconnaît facilement la parenté de beaucoup de mots, pris dans les dialectes les plus éloignés par le temps et l'espace. S'il est encore assez facile de rapprocher les différents idiomes finnois du magyar, la comparaison devient bien plus difficile s'il s'agit du turc, et avec le mongol ou le mantchou on ne trouve presque plus de points de repère. La philologie touranienne a encore bien des progrès à accomplir avant que l'on puisse songer à reconstituer l'idiome touranien primitif, comme on a pu le faire pour l'indo-européen. Il est vrai que cette tâche serait rendue particulièrement difficile par le manque de documents sur les anciennes langues touraniennes.

Si l'on a été conduit à classer ces nombreux idiomes, dispersés sur une si vaste étendue et

dans des régions si différentes, en une même catégorie, c'est moins en raison de l'analogie de leurs vocabulaires ou de leurs flexions, que par suite de certaines particularités de structure, qui les distinguent des autres familles linguistiques. Les langues touraniennes appartiennent à la classe des langues dites *agglutinantes,* dans lesquelles, une racine étant donnée, les différentes modifications de sens qu'elle pourra subir seront toujours indiquées par l'adjonction d'affixes qui laisseront intacte la forme de la racine elle-même. Ainsi, ces langues ne peuvent présenter de formes analogues à celles des verbes allemands de la conjugaison forte, comme *ich finde, ich fand, gefunden,* dans lesquelles à la flexion correspond une modification de la racine. On n'y trouvera pas non plus cette fusion des désinences qui fait que le plus souvent, dans une forme de substantif pluriel, sanscrit, grec, latin ou slave, on ne peut séparer la marque du pluriel de celle du cas, ou dans une forme verbale, distinguer la désinence personnelle de celle qui marque le temps. Dans les langues touraniennes, les flexions comme les dérivations s'indiquent toujours au moyen de suffixes, qui s'agglutinent à la racine tout en en restant distinctes. En turc, par exemple, la marque du datif étant *-a* (*-e*), et la marque du pluriel *-lar,*

(*-ler*), *ev,* maison, fera : datif singulier, *evé* à la maison, nominatif pluriel, *ev-ler*, les maisons, datif pluriel, *ev-ler-é,* aux maisons; de même, en hongrois, nominatif singulier *a haz,* la maison, datif singulier *a haz-nak,* nominatif pluriel *a haz-ak,* nominatif pluriel *a haz-ak-nak.*

Ce procédé se retrouve dans d'autres langues que celles de la famille touranienne, notamment dans le basque et dans les idiomes de l'Inde méridionale, appelés langues Dravidiennes. Mais ce qui caractérise d'une façon plus spéciale les langues touraniennes, ce qui constitue leur signe propre, c'est le phénomène de l'*harmonie vocalique.*

Dans les différentes langues de cette famille, les voyelles sont groupées en catégories, et, dans un même mot, toutes les voyelles appartiennent à la même catégorie; les suffixes ajoutés au mot doivent également modifier leur voyelle de manière à la mettre en concordance avec celles du radical. Le turc est précisément la langue dans laquelle l'application de cette loi présente le plus de symétrie. Cette langue possède huit voyelles, classées de la façon suivante :

Voyelles fortes : *a*, *o*, *y*, *ou*.
Voyelles faibles : *e*, *eu*, *i*, *u* [1].

[1] La voyelle turque que l'on transcrit ordinairement par

Le suffixe du pluriel, par exemple, sera *-lar*, pour les noms à voyelle forte, et *-ler,* pour ceux à voyelle faible. On dira donc : *at-lar,* les chevaux, *ev-ler,* les maisons, *qasaba-lar-da,* dans les bourgs, *kieui-ler-dé,* dans les villages. De même, *boul-maq,* trouver, *boul-ouroum,* je trouve, et *bil-mek,* savoir, *bil-erim,* je sais.

En magyar, on dira de la même manière, *haz-ak-nak,* aux maisons, *haz-ak-ban,* dans les maisons, et, d'autre part, *kert-ek-nek,* aux jardins, *kert-ek-ben,* dans les jardins.

La loi de l'harmonie vocalique s'applique d'une manière analogue dans les autres idiomes touraniens, finnois, mongol, mandchou, etc. Tous cependant n'y sont pas restés également fidèles. Ainsi, tandis que le magyar l'observe toujours rigoureusement et y soumet les mots d'origine étrangère, le turc laisse aux innombrables vocables arabes et persans qui l'ont enrichi, leur forme primitive, même quand elle est en contradiction avec l'harmonie vocalique. Dans ce dernier cas c'est la syllabe finale qui détermine les voyelles des suffixes. Ainsi on dira *kiatib-ler*, les écrivains, et *kitab-lar*, les livres.

Le turc n'est nullement, comme on se le figure

y a le son de l'*e* sourd français dans *je*, *me*, *revenir; eu*, *ou*, *u*, représentent les mêmes sons qu'en français.

quelquefois, une langue dure et rude à parler. Sa prononciation est au contraire aisée et certainement plus douce que celles de beaucoup d'idiomes occidentaux.

Par contre, cette langue, dans son état primitif, était très pauvre, ce qui ne doit pas étonner de l'idiome d'un peuple nomade comme étaient les Turcs de l'Asie centrale. Peu de mots devaient suffire à l'expression de toutes leurs idées. En outre, elle n'est pas très souple, malgré un certain développement de la conjugaison qui a provoqué, chez quelques orientalistes, une admiration un peu exagérée. On peut, il est vrai, exprimer par un seul mot des idées telles que : faire vendre, *sattyrmaq,* être vendu, *satylmaq,* ne pas vendre, *satmamaq,* ne pas pouvoir vendre, *satamamaq,* du verbe simple *satmaq,* vendre. Mais à côté de cela, le turc manque complètement de ces particules verbales qui donnent une si grande variété d'expression aux langues indo-européennes, il ne possède qu'un nombre très restreint de suffixes, et emploie rarement les noms composés. Aussi, lorsque les Turcs sont arrivés à un état de civilisation plus développé que celui qu'ils possédaient dans les steppes de l'Asie centrale, ils n'ont pu trouver dans leur propre fonds les moyens de mettre leur langage à la hauteur de leur nouvelle

existence et ils ont dû recourir à des emprunts pour exprimer toutes les idées qui leur manquaient jusqu'alors. Ce furent naturellement les deux peuples dont ils avaient reçu la civilisation, les Arabes et les Persans, qui leur fournirent aussi les expressions et les mots nouveaux, ainsi que leurs modèles littéraires. L'arabe surtout, devenu la langue sacrée des Turcs par suite de leur conversion à l'Islamisme, prit une place considérable dans leur vie intellectuelle. Grâce à l'influence des littérateurs et des théologiens, l'arabe et le persan ne se bornèrent pas à donner au turc les éléments qui lui faisaient défaut, ils en arrivèrent à supplanter les expressions de la langue courante. Les Turcs lettrés ayant toujours été et étant encore aujourd'hui très peu nombreux, la littérature ottomane a pu facilement prendre un caractère tout à fait artificiel. C'est sans aucune hyperbole que l'on peut dire qu'en turc elle parle arabe et persan. Plus le style est élevé, plus les mots turcs sont rares, et il est facile de trouver dans les bons auteurs, des pages entières dans lesquelles, à part les auxiliaires turcs *être* et *faire*, *olmaq* et *itmek*, on ne trouverait aucun mot qui ne soit arabe ou persan. Bien entendu, la lecture de telles œuvres n'est pas à la portée de tout le monde, pas même de gens ayant une instruction assez étendue, mais

cela n'est pas considéré comme un inconvénient, car l'écrivain ou l'orateur est d'autant plus estimé que son langage est moins accessible. Si l'on ne peut goûter les beautés de son style on admire de confiance son érudition et sa profonde connaissance des deux langues classiques.

De la langue littéraire, beaucoup de mots persans et arabes ont pénétré dans le langage usuel, même lorsqu'il existait déjà un terme turc pour exprimer la même idée. Aussi, arrive-t-il souvent que pour traduire un mot français on a à sa disposition, en turc, deux, trois ou quatre mots synonymes, quelquefois plus, car l'arabe, langue très riche, a fréquemment fourni plusieurs expressions. La pénétration du turc par l'arabe et le persan a été si complète que les règles de la syntaxe de ces deux dernières langues y sont également observées, bien que, le plus souvent, en contradiction complète avec celles de la syntaxe turque. Ainsi, l'adjectif qui, en turc, précède toujours le substantif et reste invariable, le suit en persan et en arabe, et, dans cette dernière langue, s'accorde avec lui en genre et en nombre. Cela aura lieu lorsque les deux mots seront arabes ou persans ; si l'un des deux est turc, la syntaxe turque reste seule en vigueur. Par exemple, selon que l'on emploiera des mots d'origines diverses ou, comme dans le

style officiel, rien que des mots arabes ou persans, ce titre : *gouvernement des Iles de la Mer Blanche,* (c'est-à-dire de l'Archipel), se traduira en turc, *Ak Deniz Adalarynyn Vilayeti,* ou bien *Vilayet i Djezaïr i Bahr i Sefid.* Les deux formules se correspondent mot pour mot, mais exactement dans l'ordre inverse.

Si la morphologie turque est extrêmement simple et surtout absolument régulière grâce au caractère agglutinant de la langue, sa construction est, en revanche, fort compliquée. Les propositions s'y enchevêtrent les unes dans les autres, de sorte qu'une phrase bien construite selon le goût ottoman, tient au moins une demi-page et souvent plus. Quelle que soit sa longueur, elle ne possédera qu'un seul verbe à un mode personnel, placé tout à fait à la fin, les propositions incidentes ne renfermant que des participes ou des gérondifs. Si l'on ajoute à cela que la ponctuation est très rudimentaire dans les livres turcs récents et manque complètement dans les anciens et dans les documents manuscrits, on comprendra que la lecture d'un texte turc ne soit pas toujours chose facile. Mais ce qui augmente considérablement, même pour les Turcs, cette difficulté, c'est l'alphabet dont ils font usage. Cet alphabet est celui des Arabes, imposé par ces derniers à tous les

peuples qui ont adopté l'islamisme. Aussi le voyons-nous employer pour les idiomes les plus divers, tels que le persan et l'hindoustani, langues indo-européennes, le malais, autrefois même le malgache, à côté du turc, touranien et de l'arabe, sémitique.

Le turc avait eu jadis dans l'Asie centrale, son écriture nationale, l'écriture oïgoure, dérivée de l'alphabet syriaque introduit dans ces régions par les missionnaires chrétiens Nestoriens. C'est à la même origine que se rapportent les alphabets mandchou et mongol, mais ceux-ci, à l'imitation des caractères chinois, s'écrivent en colonnes verticales, tandis que l'oïgour s'écrivait horizontalement de droite à gauche comme son prototype syriaque. C'est avec cet alphabet que furent écrits les plus anciens monuments de la littérature turque, ouvrages politiques comme le *Koudatkou-Bilik* (la Science du Gouvernement), ou religieux, comme le *Tezkere-ul-Evlia* (Attestation des Saints) et le *Mihradj-Namé* (Livre de l'Ascension), composés entre le xe et le xve siècles. A partir de cette dernière époque, l'alphabet arabe fut seul en usage. L'écriture oïgoure était fort imparfaite ; malgré cela, les Turcs ne gagnèrent pas au change, car l'alphabet arabe l'est tout autant. Vous savez que les caractères des alphabets sémitique, phé-

nicien, hébreu, syriaque, arabe, etc., ne représentent que des consonnes. Le lecteur doit, en lisant, rétablir lui-même les voyelles d'après le sens des mots et des phrases. Lorsque l'alphabet phénicien pénétra en Europe, les Grecs surent l'adapter au génie occidental et le complétèrent en donnant à quelques-uns de ses signes, représentant primitivement des aspirations, la valeur de voyelles distinctes des consonnes. L'arabe n'est pas allé si loin, il s'est borné à affecter trois caractères à la représentation des voyelles longues *a, i, ou*. Les peuples étrangers convertis à l'Islam, recevant l'alphabet arabe en même temps que le Koran, l'ont adopté tel quel, à part l'adjonction de quelques consonnes faites par les Hindous, les Malais et les Persans, pour représenter les articulations spéciales à leurs langues. Les modifications introduites par les Persans ont été acceptées par les Turcs. Aussi, ce système d'écriture, déjà imparfait pour la langue même du peuple qui l'a créé, est-il aussi peu approprié que possible à la transcription des mots turcs. On se trouve fort embarrassé de représenter avec trois signes (dont deux, *i* et *v*, jouent en outre le rôle de consonnes) les huit voyelles turques. Les écrivains turcs n'ont même pas cherché à tirer parti de ces faibles ressources, et ils ont souvent placé ou supprimé

ces signes-voyelles au hasard, de façon à augmenter la confusion au lieu de la diminuer. Par exemple, le seul groupe de deux lettres *av* [1] peut se prononcer de six manières différentes : *av* (chasse), *ev* (maison), *o*, dans *on* (dix), *ou*, dans *oun* (farine), *eu*, dans *eukuz* (bœuf), *eulmek* (mourir), *u*, dans *utch* (trois), et même, exceptionnellement, *vou*, dans *vourmaq* (frapper). Du côté des consonnes, au contraire, l'alphabet arabe est surabondant, et contient des caractères pour un grand nombre d'articulations que ne possède pas le turc, et ceci est encore une cause de confusion. Il est indispensable, pour pouvoir lire une phrase turque à haute voix, de l'avoir auparavant parcourue des yeux et comprise; autrement, on s'exposerait à changer complètement le sens de certains mots.

Parmi les sujets ottomans non musulmans, les Arméniens qui, même entre eux, se servent du turc à peu près autant que de leur langue nationale, l'écrivent au moyen de l'alphabet arménien qui, grâce à la variété de ses caractères, est parfaitement propre à transcrire tous les sons de la langue turque. Il s'imprime, particulièrement à Constantinople, de nombreux ouvrages, ainsi que quel-

[1] Elif–vav.

ques publications périodiques, écrits de cette manière, et dont la lecture est infiniment plus aisée que celle des textes en caractères arabes. On écrit aussi le turc en caractères grecs et en caractères hébraïques, mais ces deux alphabets ne possèdent qu'un nombre insuffisant de lettres, et le second offre, en ce qui concerne la représentation des voyelles, le même inconvénient que l'alphabet arabe.

La littérature ottomane se trouve, depuis ses origines, dans une étroite dépendance à l'égard des deux littératures classiques de l'orient musulman. Une grande partie des œuvres qui la constituent sont des traductions du persan ou de l'arabe, et les autres en sont, pour la plupart, des imitations. Parmi les auteurs originaux, la première place appartient aux historiens, depuis Hadji-Khalfa ou Kiatib-Tchélébi, célèbre surtout comme géographe, qui vivait au XVIIe siècle, jusqu'à Ahmed Djevdet, notre contemporain.

Au XIXe siècle, la littérature turque n'a pu se soustraire à l'influence occidentale. Les traductions des langues européennes, et particulièrement du français, ont pris place à côté de celles du persan et de l'arabe, et les ont même dépassées, tout au moins par le nombre, sinon par la valeur littéraire. En

même temps, les mots européens se rapportant aux inventions ou aux idées nouvelles, en tant qu'il est permis de faire allusion à ces dernières en Turquie, pénétraient dans la langue et s'ajoutaient au fonds occidental qu'y avaient déjà introduit la conquête des pays grecs et les relations commerciales avec les républiques italiennes.

Mais un autre mouvement, dû aussi, dans une certaine mesure, à l'action de l'esprit européen, se dessinait chez quelques écrivains. Il tendait à rendre à la langue littéraire ottomane son caractère national en employant des termes turcs partout où l'insuffisance du vocabulaire n'exigeait pas expressément l'usage de mots arabes ou persans. Cette tentative qui, en attaquant la prépondérance de la langue sacrée, semblait porter atteinte aux traditions religieuses et politiques de l'Empire, ne pouvait être encouragée. Elle ne paraît pas, du reste, avoir produit, jusqu'à présent, de sérieux résultats.

Les périodes longues et enchevêtrées de la phrase turque, jointes à l'affectation orientale, à la recherche des images et des métaphores, même pour exprimer les idées les plus simples, donnent à la plupart des compositions ottomanes un caractère artificiel et forcé qui impressionne désagréablement le lecteur occidental. Un Turc, écrivain

habile, emploiera dix lignes pour exprimer d'une façon confuse ce qu'un Européen dirait clairement en vingt mots.

Voici, par exemple, comment un des bons historiens turcs, Kémal-Pacha-Zadé, dans son Histoire de la Campagne de Mohacz, annonce qu'il va raconter la capitulation d'une place forte. « Ce récit expose que les infidèles assiégés dans la forteresse susdite, et qui se trouvaient sans secours, — étant contraints par l'urgence et la nécessité de s'attacher au pan de la robe du pardon, pour sauver les maisons de ces gens malfaisants du feu du pillage et pour écarter leurs personnes, leurs biens, leurs familles et les gens qui étaient avec eux, du chemin du fleuve de la violence et de la destruction, — entrèrent dans l'asile de la protection (du vainqueur). » Tout cela pour dire : « Les assiégés, n'espérant plus de secours et voulant éviter les horreurs d'une prise d'assaut, consentirent à se rendre. »

Il est impossible de dire quelle est la proportion des mots de différentes origines employés en turc, puisque, ainsi que je l'ai fait remarquer tout à l'heure, les vocabulaires arabe et persan sont, tout entiers, à la disposition de l'écrivain ou de l'orateur ottoman. Je puis seulement donner une idée de leur emploi dans les différents styles par les

résultats de relevés que j'ai faits dans quelques textes. Dans le chapitre de Kemal-Pacha-Zadé dont je viens de citer un passage, j'ai trouvé sur cent mots, noms, adjectifs qualificatifs ou verbes, vingt-quatre mots turcs, vingt-quatre mots persans et cinquante-six mots arabes. Dans le texte de la Constitution élaborée par Midhat-Pacha en 1876, les mots arabes représentent 74 p. 100, à côté de 16 p. 100 seulement de mots turcs, de 10 p. 100 de mots persans. Au contraire, dans un ouvrage de caractère tout à fait populaire, les *Contes* ou plutôt les *Facéties, de Nasr-ed-Din Hodja,* la proportion des mots turcs s'élève à 80 p. 100, tandis que celle des mots arabes descend à 20 p. 100, et l'on ne rencontre plus que quelques mots persans. Le nombre des mots arabes reste encore, on le voit, malgré la vulgarité du style, relativement considérable.

Le turc, comme je l'ai déjà dit, a fourni aux langues indigènes de la péninsule un nombre considérable de mots qui, bien souvent, se sont substitués à des termes existant déjà dans ces langues. Que des peuples soumis pendant plus de quatre siècles à la domination ottomane aient adopté des mots turcs pour la plupart des idées se rapportant à la vie publique et sociale, et même au commerce et à l'industrie, cela paraît tout naturel, et c'est en

effet dans cette catégorie que se rencontrent en plus grand nombre les mots d'origine ottomane. En dehors de la nomenclature politique et administrative, dont les termes étaient forcément turcs, mais ne tenaient pas au fonds de la langue et disparaissent vite en même temps que la domination étrangère, nous pouvons citer comme ayant passé dans différentes langues balkaniques, les mots suivants : *da'va,* procès, *mahzar,* pétition, *aman*, pardon, *surgun*, exil, *ma'zoul,* destitué, *djellad*, bourreau, *taïfé,* troupe, *beuluk,* compagnie, *duchman*, ennemi, *mousafir*, hôte, *qomchou*, voisin, *adet*, coutume, *haber*, nouvelle, *hal*, état, position, *péchkéche*, présent, *mahalé,* faubourg, quartier, *soqaq,* rue, *meïdan*, place, *qonaq*, palais administratif, (et aussi *étape*, le sens primitif de ce mot était *demeure*), etc. La langue religieuse a, naturellement, fourni peu de choses, en dehors des termes s'appliquant au culte musulman, comme *djami*, mosquée. Cependant le mot *Hadji*, pèlerin, que portent comme titre d'honneur les musulmans qui sont allés à la Mecque, a été adopté par les chrétiens qui ont fait le pélérinage de Jérusalem. Aussi voit-on souvent des prêtres et des évêques parés de ce titre essentiellement mahométan. Citons encore dans cet ordre d'idées, *qysmet*, destin, *bereket*, bénédiction, *qourban*, sacrifice, *qoubbé,* coupole.

C'est surtout dans le domaine du commerce et de l'industrie qu'abondent les mots turcs. D'abord beaucoup de noms de profession, *qassab*, boucher, *bakkal*, épicier, *nalband*, maréchal-ferrant, *djamdjy*, vitrier, *boiadjy*, teinturier, *djouvaierdji*, bijoutier, *sarraf*, changeur, *télal*, crieur public, *hammal*, porte-faix, *qalfa*, ouvrier, *salahor*, manœuvre, *kiradji*, loueur de chevaux, *bazirghian*, commerçant, et bien d'autres. Puis, *pazar*, marché, *tcharchou*, la grande rue dans laquelle se trouvent les boutiques, *dukian*, boutique, *magaza*[1], magasin, *mouchteri*, client, *alych-verich*, trafic, *thoptan*, vente en gros, *mezad*, enchère, *kiar*, gain, *hysab*, compte, *kiria*, location, *amanet*, gage, *esnaf*, corporation, *alat*, outil, etc.

Ce qui est plus remarquable, étant donnée la séparation maintenue par la religion et les mœurs entre les populations chrétiennes et les musulmans, c'est qu'un assez grand nombre de mots turcs aient pénétré dans la sphère de la vie privée, et soient arrivés à désigner, par exemple, les parties ou les accessoires de l'habitation, comme *oda*, chambre, *tavan*, plafond, *douvar*, mur, *pendjéré*,

[1] La destinée de ce mot est assez curieuse. D'origine arabe (*makhzen*, réserve), il est passé dans les langues occidentales, français et italien, auxquelles le turc l'a emprunté pour le transmettre, à son tour, aux idiomes indigènes de la Péninsule.

fenêtre, *gat*, étage, *djam*, vitre, *doulap*, armoire, *sofra*, table, *odjaq*, foyer, *manghal*, brasero, *fouroun*, four, *bounar*, puits, *tchechmé*, fontaine, etc., des ustensiles domestiques : *qazan*, chaudron, *tendjéré*, marmite, *qapaq*, couvercle, *djezvé*, cafetière, des parties du vêtement, *iélek*, gilet, *chalvar*, pantalon large, *djeb*, poche, *marama*, mouchoir, *tchizmé*, botte, etc.

Dans le domaine de l'agriculture, l'introduction des mots turcs est plus restreinte; les animaux, les plantes gardent naturellement leurs noms indigènes, à moins qu'il ne s'agisse de plantes d'importation récente, comme le café, *qahvé*, ou d'animaux exotiques comme l'éléphant, *fil*, le singe, *maïmoun* le chameau, *dévé*. Le mot *tchiflik*, exactement *tchiftlik*, ferme, a son origine dans les grands domaines dont les propriétaires étaient les beys. Quelques métaux, le cuivre, l'acier, sont ordinairement désignés sous leurs noms turcs, *bakyr* et *tchélik*. Enfin, dans des pays où le port d'arme était légalement le privilège des musulmans, il n'est pas étonnant que les mots *tufek*, fusil, *fichek*, cartouche, *gourchoum*, balle, *barout*, poudre, soient d'un usage fréquent, bien que la plupart des langues indigènes possèdent les termes correspondants.

Parmi les mots cédés aux langues balkaniques

par le turc, plusieurs avaient été empruntés par cette dernière langue, soit au grec, comme *keremid,* brique, *pamyq*, coton, *gueumruk*, douane (gr. *koumerki*), *panaïr*, foire, ou aux langues occidentales, comme *fourtouna*, tempête, *magaza,* magasin, *ghourouch*, piastre (all. *groschen*).

Tous ces mots, si nombreux et de significations si variées, appartiennent presque exclusivement à la classe des substantifs. Fort peu d'adjectifs et de verbes turcs sont passés dans le langage courant. On les rencontre principalement en serbe et en bulgare. On peut aussi trouver par-ci par-là, quelques adverbes d'origine turque, *sadea*, purement, absolument, en roumain, *bachqa,* encore, *hitch*, pas du tout, *adjeba,* est-ce que, en serbe ou en bulgare.

Enfin, le suffixe *dji* (*djy*), qui sert en turc à former les noms de profession, comme *tufekdji*, armurier, *sahatdjy,* horloger, a été absolument adopté par toutes les langues balkaniques où il est devenu dans les deux idiomes slaves, *djïa*, en roumain *giu,* en grec, *dzis* (τζῆς), par exemple : teinturier, se dit en turc *boiadjy*, de *boia*, couleur, en serbe et en bulgare, *boiadjïa*, en roumain, *boiangiu*, en grec, *boyadzis* (μπογιατζῆς). Ce suffixe s'adapte même à des mots indigènes, comme dans le roumain *laptagiu*, laitier, le serbe, *porechdjïa,* collecteur d'impôts, le

bulgare, *vardjïa*, fabricant de chaux. Les autres suffixes turcs ne se rencontrent guère que dans des mots déjà formés dans leur langue d'origine, tels que *dostlouq*, amitié, avec le suffixe *lik* (*lyg*, *louq*), *chekierli*, sucré, avec *li*. Ce dernier suffixe, dont le principal emploi est de former les noms d'origine, se rencontrait fréquemment dans les noms de famille, surtout en Bulgarie, sous la forme *lia*, par exemple *Stambollia*, de Constantinople, *Sakyzlia*, de Chio, *Izmirlia*, de Symrne. Actuellement on remplace cette terminaison par la désinence bulgare correspondante, *ov* ou *ev*, *Stambolov*, *Sakyzov*, etc.

Dans les chapitres suivants, en examinant les langues indigènes de la péninsule, j'essaierai, par des relevés établis dans des textes de différentes époques et de différents caractères, de donner une idée de l'importance relative des éléments turcs dans le vocabulaire de ces langues. Cette importance varie naturellement beaucoup selon que l'on considère le langage populaire ou la langue littéraire, la tendance de cette dernière étant, partout, d'éliminer les mots considérés comme barbares, pour les remplacer, soit par les anciens vocables oubliés ou abandonnés, soit par des termes d'origine occidentale.

XI

L'ALBANAIS

La langue albanaise est l'idiome dominant dans la partie la plus occidentale de la Turquie d'Europe, mais elle est aussi parlée par les nombreuses colonies qui se rencontrent dans la Vieille-Serbie, la Macédoine et la Grèce, et on peut l'entendre jusque dans les faubourgs d'Athènes. Les émigrants albanais qui, depuis la fin du XIVe siècle jusqu'au milieu du XVIIIe, vinrent s'établir dans les provinces méridionales du royaume de Naples et en Sicile, où ils occupent 79 communes dont la population peut être évaluée actuellement à environ 200,000 âmes, n'ont pas, non plus, oublié complètement leur langage primitif. Plusieurs érudits qui, par leurs travaux, ont contribué à l'étude de la langue et de la littérature populaire des Albanais, appartiennent à ces colonies. Si l'on considère le chiffre de la population parlant albanais, un million et demi de personnes, tout au plus, cette langue est

une des moins importantes de la famille indo-européenne ; on arrivera à la même conclusion si l'on considère la valeur de sa littérature, presque exclusivement constituée par des chants et des légendes populaires. Cependant, elle mérite d'attirer l'attention à cause des particularités intéressantes de sa grammaire, de sa qualité de dernier représentant d'un groupe linguistique aujourd'hui disparu, enfin, de ses analogies tout à fait remarquables avec deux autres langues de la péninsule balkanique, le roumain et le bulgare.

Malgré les travaux de plusieurs savants parmi lesquels Hahn, Miklosich, Dozon, et enfin, M. Gustave Meyer, professeur à l'Université de Gratz, occupent les premières places, l'étude scientifique de l'albanais est encore incomplète. Cette étude rencontre, en effet, des difficultés particulières, d'un côté, parce que l'on ne peut s'appuyer ni sur les formes anciennes de la langue, complètement perdues, ni sur des langues sœurs, puisque l'albanais est, comme je l'ai déjà dit, isolé dans la famille indo-européenne, et d'un autre côté, parce que les emprunts faits aux langues voisines sont considérables, et qu'il est parfois difficile de déterminer si un mot appartient au fond primitif de l'albanais ou s'il a été pris au latin, au grec ou au slave.

Une autre cause qui rend encore difficile l'étude

comparée de l'albanais c'est que les mots y ont subi fréquemment des altérations plus considérables que dans les autres langues européennes; par exemple, au latin *imperator*, correspond l'albanais *mbret*. Les désinences, également, ont été fréquemment mutilées; ainsi un grand nombre de substantifs ont perdu la terminaison caractéristique du pluriel, dont l'existence antérieure ne se manifeste plus que par une modification de la consonne finale du mot. Par exemple, *pliak*, vieillard, pluriel, *pliék*, *bir*, fils (singulier), *bii*, fils (pluriel).

La langue albanaise est riche en sons, voyelles ou consonnes. Les premières sont au nombre de sept : les cinq voyelles communes à toutes les langues : *a, é, i, o, ou*, plus le son *u* (français), et la voyelle sourde que nous retrouverons en roumain et en bulgare, et dont la prononciation correspond à celle de notre *e*, dans *je, me*, etc. Dans l'albanais, en particulier, cette voyelle, que je noterai par *ë*, a souvent un son indécis, oscillant entre *a*, *e* et *o*, à peu près comme l'*a* final de certains dialectes languedociens. Comme en roumain et dans les dialectes orientaux du bulgare, l'*a* non accentué se change régulièrement en *ë*. Parmi les consonnes, nous retrouvons toutes celles des autres langues européennes, et notamment le Δ

(dhelta) et le Θ (thita) grecs, les palatales ki, ghi, li, et ñ qui se rencontrent aussi dans les dialectes roumains et bulgares de la Macédoine, enfin, l'*l* vélaire slave.

Les différents dialectes albanais, dont, par suite du manque complet de culture littéraire, aucun n'a acquis de prépondérance sur les autres, se divisent en deux groupes principaux correspondant aux deux grandes divisions ethnographiques indiquées dans la première leçon, les dialectes guègues, au nord, et les dialectes tosques, au sud. Les différences les plus caractéristiques qui séparent ces deux groupes sont l'existence en guègue, de voyelles nasales *an, en, on,* analogues à celles du français, et manquant au tosque, et la tendance de ce dernier dialecte à transformer l'*n* en *r*. Ainsi, *anëmik,* ennemi, en guègue, devient en tosque, *armik, groun,* blé, devient *grour*, *emën*, nom, *ëmër*.

Nous verrons prochainement que ce dernier phénomène se produit d'une manière plus constante encore dans un dialecte roumain, celui de l'Istrie.

Bien que n'ayant pas l'intention de traiter ici la phonétique albanaise, je crois utile de signaler une particularité intéressante au point de vue de la philologie romane. L'on admet aujourd'hui que,

en latin, les lettres *c* et *g* conservaient toujours le son dur qu'elles ont encore en français devant *o* et *u*, tandis que, devant *e* et *i*, dans toutes les langues romanes, ces deux consonnes se sont transformées en chuintantes ou en sifflantes. Or, en albanais, dans les mots d'origine latine, nous retrouvons ces deux lettres avec leur prononciation primitive, par exemple dans les mots : argent, gg. *arghiant,* tsq. *ërghient,* ciel, *kiel* et *kiil,* cent, *kiint.*

Parmi toutes les langues balkaniques, l'albanais est, avec le roumain, celle dont le vocabulaire est le plus mélangé d'éléments hétérogènes. Sur 5,140 articles du dictionnaire étymologique de la langue albanaise, de Gustave Meyer, 1,420 se rapportent à des mots d'origine romane, 540 à des mots slaves, 1,180 à des mots turcs, 840 à des mots grecs, tandis que 400 seulement paraissaient appartenir au fond primitif indo-européen de l'albanais ; enfin, 730 avaient échappé à toutes les investigations de l'auteur.

La grammaire de l'albanais est nettement indo-européenne, quoique les mutilations subies par certaines flexions ne permettent pas toujours de les rapprocher avec certitude des formes correspondantes des autres langues de la même famille.

L'albanais a conservé, comme le roumain, un

reste de déclinaison, comprenant deux cas principaux, un cas direct pour le nominatif et l'accusatif (l'accusatif a parfois aussi une forme distincte), et un cas oblique, pour le génitif et le datif.

La principale déclinaison masculine forme le génitif-datif singulier en *i*, par exemple, *korp*, corbeau, gén. *korbi* : les noms masculins terminés par un *k* ou par un *i*, prennent au génitif *ou* : *ñeri*, homme, génitif *ñeriou*, *mik*, ami, génitif *mikou*.

La déclinaison féminine en *ë*, correspond tout à fait à la première déclinaison latine, et à la déclinaison roumaine en *a*, ainsi que l'on peut le constater par les exemples suivants :

	Albanais.	Roumain.	Latin.
Nom.-acc.	hënn-ë	cas-a [1]	ros-a
Génitif-datif. . . .	hënn-e	cas-e	ros-æ
	lune	maison	rose

Les formes du nominatif pluriel sont, en apparence, du moins, très irrégulières et se laissent difficilement ramener à des règles générales.

La partie la plus intéressante de la grammaire albanaise est celle qui concerne l'article ou plutôt les articles, car il en existe plusieurs. L'article défini proprement dit s'emploie exclusivement

[1] L'*a* final roumain se prononce ici comme l'*ë* albanais.

avec le substantif et s'adapte à la fin de celui-ci ; on dira, par exemple :

mal^{i}, montagne	kiën, chien
mal^{i}-i, la montagne	kiën-i, le chien
ñeri, homme	mik, ami
ñeri-ou, l'homme	mik-ou, l'ami
hënnë, lune	chtëpi, maison
hënna, la lune (pour hennë-a)	chtëpi-a, la maison

Cet article suffixe se retrouve à l'extrémité opposée du domaine indo-européen, dans les langues scandinaves, mais dans la péninsule balkanique, nous constatons aussi son existence dans deux autres idiomes, le roumain et le bulgare. Cette similitude est d'autant plus remarquable que, ainsi que vous le savez, ces trois langues : albanais, roumain et bulgare, appartiennent à des fractions différentes de la famille indo-européenne et que l'article suffixe ne se rencontre dans aucune autre langue latine ni dans aucune autre langue slave ; ces dernières, même, ne possèdent aucune espèce d'article défini. On est donc conduit à supposer que cet article est une particularité du groupe linguistique, aujourd'hui disparu, auquel appartenait l'albanais et que c'est par lui qu'il a pénétré dans les deux autres langues. La même conclusion

s'appliquerait à l'existence, dans ces trois idiomes, de la voyelle sourde *ë*, que nous voyons fréquemment remplacer l'*a* atone.

L'albanais a encore un autre article qui possède deux formes peu différentes, et qui se place devant les adjectifs qualificatifs, ou bien entre un substantif et son complément déterminatif.

Cet article est *i*, au masculin, *e* au féminin. On dira ainsi :

Le bon ami, *mik-ou i mire;* la belle fiancée, *nuseya e bukurë;* le fils du roi, *bir-i i mbret-it;* la fille du roi, *vaiza e mbret-it.*

Remarquez que cet article s'accorde, quand il est placé entre deux substantifs, avec celui qui le précède.

Le roumain possède des formes tout à fait analogues.

L'albanais forme les noms de nombre compris entre dix et vingt, de la même manière que les langues slaves et que le roumain ; onze, douze, se diront, *un vers dix* ou *un sur dix, deux vers dix,* etc. en albanais, ñë mbë δietë, du mbë δietë. On trouve, en outre, en albanais, des traces de la numération vigintésimale qui a pris un si grand développement en breton, et qui, en français, a donné quatre-vingt et les anciennes locutions six-vingt, quinze-vingt. Vingt se dit en albanais *ñëzet*,

c'est-à-dire une vingtaine, quarante, *duzet* (deux vingtaines).

L'albanais est une des rares langues indo-européennes qui ait conservé jusqu'aujourd'hui une forme simple pour le verbe passif. En dehors de cette particularité, commune avec le grec, la conjugaison albanaise est analogue à celle des autres langues occidentales, en remarquant toutefois que l'infinitif en est disparu, ce qui oblige à recourir à des propositions incidentes. Par exemple, je ne puis pas parler, se dira en albanais : *noukë mound të Θom*, littéralement : Je ne peux pas que je parle. La même tournure s'emploiera du reste, non seulement en bulgare et en grec moderne, langues qui ont, comme l'albanais, perdu l'infinitif, mais encore, d'une façon très ordinaire, en roumain et en serbe. Une autre particularité commune aux diverses langues balkaniques a trait à la formation du futur. Vous savez que, d'une manière générale, les formes du futur dans les anciennes langues indo-européennes n'ont pas subsisté dans les dialectes modernes, qui les ont remplacées par des formes composées. Dans nos langues néo-latines, même, le futur, simple en apparence, n'est que la combinaison de l'infinitif avec l'indicatif présent du verbe « avoir ». Deux idiomes romans se sont seuls soustraits à ce dernier procédé, le dialecte

rhétique de l'Oberland (Grisons), qui, à l'imitation de l'allemand, emploie comme auxiliaire le verbe « devenir », et, comme nous allons le voir, le roumain.

Les langues balkaniques emploient pour former leur futur, le verbe *vouloir*. L'union de cet auxiliaire avec le verbe qu'il sert à conjuguer donne lieu à diverses combinaisons dont les types fondamentaux sont le présent de l'indicatif de l'auxiliaire suivi de l'infinitif ou du présent du subjonctif du verbe conjugué. Ces formes se trouvent dans le roumain : *voiu scrie* et le grec : θέλω γράφω pour θέλω νὰ γράφω, j'écrirai.

Mais diverses modifications de l'auxiliaire ou du verbe ont créé d'autres formes, quelquefois plus usitées que les types primitifs, et ce qui est le plus remarquable, c'est que presque toutes ces formes se retrouvent dans les divers idiomes. Cette propagation est évidemment due à l'action des langues balkaniques les unes sur les autres puisque ce mode de formation du futur est étranger aux langues latines autres que le roumain, et aux langues slaves autres que le serbe et le bulgare ; le slovène même, si étroitement apparenté, d'ailleurs, au serbe, forme son futur comme le russe, le polonais et le tchèque, au moyen du verbe « être ».

La plus remarquable de ces formes, et celle qui est employée d'une façon exclusive en albanais, et le plus fréquemment en grec, en bulgare et en macédo-roumain, consiste à prendre la troisième personne du singulier de l'indicatif présent du verbe « vouloir », ou une forme abrégée de cette même personne, et de la faire suivre du présent du subjonctif du verbe à conjuguer. Cette construction s'emploie aussi, quoique assez rarement, en daco-roumain. En albanais, cette troisième personne du verbe vouloir, qui devient ainsi une sorte de particule invariable, est *do* (de *doua*, je veux), de sorte que l'on dira, par exemple, *do kërkoi, do kërkotch,* je chercherai, tu chercheras, ou bien, *do të kërkoi, do të kërkotch,* etc.

On ne saurait dire auquel des idiomes de la péninsule appartient l'initiative de cette construction du futur ; on ne peut même affirmer qu'elle ne se soit pas montrée spontanément chez plusieurs d'entre eux ; mais il n'est pas moins curieux de constater une semblable unanimité entre des langues d'origines diverses, sur une question au sujet de laquelle on constate parfois tant de diversité entre les langues d'une même famille.

L'albanais n'a jamais été l'objet d'aucune culture littéraire suivie. Il n'est enseigné dans aucune

école. Ainsi que je l'ai dit en traitant de l'ethnographie, les écoles non-musulmanes de l'Albanie, entretenues exclusivement par des propagandes étrangères, religieuses ou politiques, sont italiennes dans le nord, chez les Guègues catholiques et grecques dans le sud chez les Tosques orthodoxes. Il n'existe pas non plus d'alphabet national albanais ni conséquemment d'orthographe. Hahn mentionne, il est vrai, dans ses *Albanesische Studien*, un alphabet qu'il a trouvé encore employé par quelques personnes à Elbassan, au centre de l'Albanie, et dont les cinquante-deux lettres, parfaitement appropriées à la représentation des sons de l'albanais, offrent une curieuse ressemblance avec les caractères phéniciens et les formes archaïques des caractères grecs. Mais le savant albaniste n'a rien découvert qui l'autorisât à conclure formellement à l'antiquité de cet alphabet ni à son extension à d'autres parties de l'Albanie. Il cite aussi deux autres alphabets employés, l'un dans l'Albanie du sud, et l'autre dans les colonies albanaises de l'Italie méridionale, mais leur usage parait n'avoir été que très restreint, et peut-être ne furent-ils que des tentatives individuelles comme celles que nous voyons se produire de nos jours. En effet, tous ceux qui ont écrit ou étudié l'albanais ont dû se composer un alphabet,

Ces différents essais ont eu lieu sans aucune entente, et le plus souvent sans tenir compte des tentatives précédentes ; seulement, maintenant, on ne crée plus des alphabets de toutes pièces, on se sert de ceux qui existent en les modifiant au besoin par quelques signes diacritiques. Parmi les auteurs albanais ou les albanistes, les uns se sont servis de l'alphabet grec, les autres de l'alphabet latin ; le plus grand nombre, pour représenter les sons si variés de l'albanais, ont employé à la fois des caractères grecs et latins. La transcription la plus simple et la plus claire est évidemment celle dont se sert M. G. Meyer dans ses savantes études.

Étant donnés la situation et le caractère du peuple albanais, on comprend que sa littérature soit restreinte et peu variée. Elle se compose de deux parties distinctes, l'une d'origine extérieure et l'autre nationale.

Dans la première partie, rentrent les traductions d'ouvrages religieux exécutées, en général, en vue de la propagande catholique. Dans ce nombre figurent les premiers livres imprimés en albanais, la *Doctrine Chrétienne*, de Bellarmino, en 1664, un catéchisme du Père Buda di Pietrabianca, en 1685. La publication de ces ouvrages avait été précédée de celle d'un dictionnaire latin-épirote, composé

par le Père Blanco, et imprimé en 1635, à Rome, par les soins de la Congrégation de la Propagande.

Quelques-uns de ces écrivains religieux ne se bornèrent pas, cependant, à des traductions et produisirent des œuvres originales dont plusieurs ne sont pas sans valeur. Parmi ces auteurs, on peut citer : Pierre Bogdan, archevêque catholique d'Uskup vers la fin du XVII[e] siècle, issu d'une ancienne et illustre famille albanaise, Giulio Variboba, au XVIII[e] siècle et Francesco Antonio Santori, au XIX[e], tous deux originaires des colonies albanaises du royaume de Naples. Le dernier s'essaya même dans le genre dramatique assez peu cultivé autrement, par les auteurs albanais. C'est aussi un Albanais d'Italie, Girolamo de Rada, né en 1815, qui occupe jusqu'à présent la première place dans la littérature albanaise. A la fois poète, folkloriste, philologue, il publia des études grammaticales, des recueils de chants populaires, des poèmes, parmi lesquels on remarque les *Chants de Milosao*, fils du despote de Scutari, qui contiennent des tableaux de la vie albanaise dont la grâce et la fraîcheur ont été admirées par les poètes occidentaux et notamment par Mistral, enfin l'épopée de Skanderbeg. Il fit, à diverses reprises, paraître en Italie des journaux en albanais, notamment la

Bannière de l'Albanie (*Fiamuri i Arbërit*) qui subsista de 1884 à 1887.

Citons encore un poète musulman, Nessim-bey, de Premet, dans l'Albanie méridionale, dont les œuvres consacrées à l'amour tel que le comprennent les Albanais, ont un caractère particulièrement oriental, et terminons avec les noms de deux philologues, tous deux nés en Italie, Vincenzo Dorsa et Demetrio Camarda.

En Albanie, comme dans tous les pays où la civilisation et la centralisation n'ont pas émoussé le sentiment poétique inné chez presque tous les hommes, la muse populaire est encore riche en petits poèmes chantant d'une façon naïve, mais presque toujours expressive et vraie, les joies, les douleurs et les passions humaines. Cette richesse de la poésie populaire se retrouve chez toutes les nationalités de la Péninsule balkanique et dans des conditions à peu près semblables, à part quelques différences tenant au caractère et à l'histoire des divers peuples.

La forme de ces poésies est presque partout la même ; des vers courts, le plus souvent de huit syllabes, se suivant sans être séparés en strophes de longueur régulière. Elles sont quelquefois rimées.

Parmi les poésies populaires, les unes sont l'ex-

pression de sentiments, l'amour ou la douleur ; les autres sont des récits historiques ou plutôt légendaires, ou bien mythologiques. Dans les premières, c'est surtout par des comparaisons que le poète cherche à louer l'objet de son amour ou de ses regrets. Toute la nature est appelée à l'aide ; la personne aimée devient un oiseau, un bel arbre, une fleur, un astre, un cours d'eau, voire même une arme ou une pièce de monnaie. En parlant des poésies amoureuses de l'Albanie, il est indispensable de remarquer que, chez les Guègues, ces chants n'ont pas toujours pour objets des femmes. Hâtons-nous d'ajouter que, au dire des plus profonds connaisseurs de ce peuple, et notamment de Hahn et de Dozon, le sentiment qu'ils révèlent, malgré l'ardente passion avec laquelle il est parfois exprimé, est parfaitement honnête et exempt de toute idée sensuelle. Dans les chants de deuil, ces lamentations, dont l'usage est général dans la péninsule et qui, en Albanie comme en Corse, ont le plus souvent pour auteur des femmes, on fait parfois intervenir les objets qui ont appartenu au mort et qui prennent la parole pour demander où est leur maître et se plaindre de ce qu'il ne les touchera plus.

Les chants historiques se rapportent en général aux luttes contre la conquête ottomane, Skander-

Beg en est la figure dominante en Albanie comme Marko-Kraliévitch chez les Serbes. Comme chez tous les peuples, le merveilleux se mêle aux faits historiques, les héros y accomplissent des exploits surhumains, et les êtres surnaturels interviennent pour ou contre eux. D'ailleurs les fées, les fantômes, les démons, les *dreïki* et les *chtrigué* jouent le principal rôle dans un grand nombre de pièces de différents caractères, tout comme les *vila* et les *samodiva* des légendes slaves.

D'autres poésies se chantent en chœur pendant les différentes cérémonies qui accompagnent les noces. Elles célèbrent les louanges des époux, leur adressent des souhaits, expriment les regrets des parents. On y retrouve les mêmes métaphores que dans les chansons amoureuses ; c'est la vigne blanche qui se marie au cyprès, la perdrix qu'un aigle enlève.

A côté des poésies populaires, mais moins nombreux et moins variés, nous trouvons les contes en prose, dont le fonds, malgré les différences de la forme, est à peu près le même dans tous les pays. Ils renferment généralement une idée morale ; le faible, injustement persécuté, finit par triompher grâce aux secours de personnages surnaturels revêtant des formes variées. Comme dans nos contes de fées, le héros du récit est presque tou-

jours le plus jeune de plusieurs frères ou sœurs. On y aperçoit ces deux sentiments innés et profonds de l'âme populaire, surtout dans les pays qui ont été soumis à une longue oppression, la pitié envers les petits et la révolte contre les puissants.

XII

LE GREC MODERNE

Nous arrivons maintenant à une autre langue, beaucoup plus importante à bien des égards, quoiqu'elle ne soit pas, non plus, parlée par un grand nombre d'hommes. Mais une question se pose d'abord; qu'est-ce au juste que le grec moderne? quels sont ses rapports avec le grec classique? La réponse n'est pas aussi simple que l'on pourrait le croire au premier aspect. Il existe, en effet, aujourd'hui, plusieurs grecs modernes, la langue vulgaire, employée par tous ceux qui parlent naturellement, comme ils l'ont appris au foyer paternel, et la langue littéraire qui s'écrit, mais ne se parle guère. Pour ceux qui considèrent que cette dernière est la véritable langue de la Grèce actuelle, le grec moderne n'est que du grec ancien simplifié, mais fort peu modifié. Pour ceux, au contraire, qui voient dans l'idiome vulgaire le grec moderne réel, cette langue est bien le représen-

tant contemporain du grec classique, mais transformé au cours de deux mille ans comme toutes les autres langues du globe.

L'existence simultanée de ces deux idiomes tient à un malentendu qui n'est pas d'ailleurs particulier à la Grèce. Il s'est produit aussi en Roumanie, et en France même, certaines périodes de notre histoire littéraire nous en offrent des exemples. On s'est imaginé que les langues modernes étaient une corruption, une dégénérescence des anciennes, d'où cette conclusion toute naturelle que l'on devait chercher à corriger les premières en les rapprochant le plus possible de leurs prototypes classiques. Or, rien n'est plus faux que cette théorie: les langues, comme toute chose dans l'univers, se sont transformées naturellement, soit par l'effet du temps, soit par l'action de nouveaux éléments ethnographiques. Le véritable grec moderne, c'est-à dire le grec vulgaire, ce que l'on appelait autrefois le « romaïque », n'est pas plus du grec ancien corrompu que le français ou l'italien ne sont du latin corrompu. C'est le grec ancien lui-même, modifié d'après des lois naturelles, tout à fait analogues à celles qui ont amené le passage du latin aux langues romanes que nous parlons et que nous écrivons aujourd'hui. L'erreur des partisans de la langue

classique peut trouver, il est vrai, des explications et des excuses. Si l'ancien grec, comme toutes les langues de la même époque, a cessé d'être parlé, il n'a jamais cessé de s'écrire. Tandis que dans l'Europe occidentale, les invasions barbares substituaient des nationalités nouvelles aux peuples latinisés, composés eux-mêmes en grande partie d'éléments étrangers, la nationalité grecque restait encore vivace en Orient et conservait pendant plusieurs siècles le pouvoir politique, qui, joint à la supériorité de sa civilisation, lui permettait d'absorber les éléments étrangers qui venaient à son contact. Aussi, pendant la période qui s'étend jusqu'à la prise de Constantinople, le grec, langue officielle de l'empire d'Orient et de l'église orthodoxe, ne fut-il pas un langage de pure forme, comme le latin à la même époque dans les pays occidentaux, mais une véritable langue nationale. Le langage populaire s'écartait bien déjà de la langue classique, mais pas assez cependant pour que cette dernière cessât d'être comprise de tous. La chute de Constantinople et la conquête de l'empire d'Orient par les Turcs amenèrent une éclipse momentanée de la culture hellénique, l'élite intellectuelle de la nation ayant fui devant l'invasion et ayant été chercher un asile en Occident, où elle fit renaître la connaissance et le goût

des chefs-d'œuvre de l'antiquité grecque. Mais cette éclipse ne dura pas très longtemps. L'Église orthodoxe qui, ainsi que je l'ai expliqué dans d'autres leçons, conserva une situation privilégiée, devint le refuge de la culture grecque, en même temps que de l'idée nationale. Les écoles se rouvrirent bientôt et leur nombre alla sans cesse en s'augmentant au point de couvrir toute la Péninsule, qui sembla un moment vouée à l'hellénisation. Bien entendu, dans ces écoles, souvent fréquentées par des élèves de nationalités non helléniques, l'enseignement du grec ancien était seul en honneur. Les maîtres, tous profondément pénétrés de l'amour de leur nationalité et du sentiment de ses gloires, ne pouvaient trouver dans le présent, époque d'esclavage et d'abaissement, rien qui fût de nature à inspirer leurs leçons. Tous les regards étaient tournés vers le passé, si riche devant le présent si pauvre. Cependant, le temps accomplissait son œuvre ; en dehors de l'école, la langue parlée se transformait, lentement, il est vrai, mais assez pour arriver à différer sensiblement de la langue classique, d'autant plus que des mots étrangers principalement turcs et occidentaux, s'y étaient introduits en assez grand nombre. Il fallait donc en tenir compte. Depuis longtemps, du reste, les formes de la langue usuelle avaient

commencé à déteindre sur celle des livres. Dès le XVIIe siècle elle devient un objet d'études, et l'on voit publier des grammaires de ce nouvel idiome. Au commencement du XIXe siècle, la lutte est ouverte entre les partisans de la langue classique et ceux de la langue populaire, et l'un des meilleurs littérateurs de la Grèce moderne, Adamantios Koraïs, adoptant un compromis entre les deux partis extrêmes, donne la formule de la langue littéraire néo-grecque, à peu près telle qu'elle a été conservée depuis. Il était impossible, en effet, de songer à maintenir ou plutôt à ressusciter les formes compliquées de l'ancienne langue, tombées en désuétude depuis nombre de siècles ; d'autre part, on ne voulait pas se résoudre à adopter purement et simplement l'idiome populaire, que l'on considérait comme un patois informe et barbare. On en arriva ainsi à un idiome de pure convention qui varie au gré de chaque auteur ; l'un écrivant en grec ancien presque pur, à part quelques formes sacrifiées comme trop archaïques, l'autre, au contraire, n'acceptant que les formes conservées par la langue parlée, mais en les reconstituant d'après la grammaire classique. Les principaux reproches que l'on adresse à la langue vulgaire sont le manque d'unité résultant des variétés dialectales, et la pauvreté de son vocabulaire. Mais ils peuvent être

adressés également à toutes les langues qui n'ont pas encore été l'objet d'une culture littéraire intense. Dès que ces dernières passent à l'état de langues cultivées, l'un des dialectes, désigné soit par la valeur des écrivains qui s'en sont servis, soit par l'importance politique ou géographique de la région dans laquelle il se parle, prend naturellement la prépondérance sur les autres. Quant à l'insuffisance du vocabulaire, c'était précisément le cas de recourir à la langue classique, ce qui est d'autant plus facile que le grec a cet heureux privilège d'avoir conservé à un grand nombre de mots l'aspect qu'ils avaient il y a deux mille ans.

Le roumain et le bulgare étaient, tout autant que le grec, affectés de ces deux défauts, et pourtant, les Roumains, après des essais infructueux, ont renoncé à relatiniser leur langue, et les Bulgares se sont résolument émancipés des formes du vieux slavon. Dans les deux pays, l'un des dialectes, le Valaque, en Roumanie, le parler de la Sredna-Gora en Bulgarie, est devenu la langue littéraire en même temps que la langue politique, et les termes manquants ont été obtenus par des emprunts aux langues de même famille; la souplesse du grec lui éviterait même d'avoir recours à ce dernier expédient et lui permettrait de tirer de son propre fonds toutes les expressions nécessaires.

Après ces explications, utiles pour comprendre la situation réciproque des deux langues, littéraire et vulgaire, je vais essayer de donner une idée de ce qu'est exactement cette dernière.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, l'évolution qui, du grec classique a fait sortir le grec moderne, est tout à fait analogue à celle qui a donné naissance aux langues actuelles issues du latin. Mais la première de ces évolutions a été moins complète que la seconde, et le grec, même dans le langage le plus vulgaire, reste encore plus près de la langue classique que l'italien, par exemple, ne l'est du latin.

Les phénomènes les plus importants de cette évolution se rapportent à la phonétique, au vocabulaire et aux flexions.

Nous ne pouvons nous rendre qu'imparfaitement compte des modifications phonétiques, puisque l'ancienne prononciation du grec ne nous est pas complètement connue. Il est certain, cependant, que cette prononciation différait notablement de celle d'aujourd'hui ; ajoutons immédiatement qu'elle ne differait guère moins de la prononciation dite « Erasmienne », enseignée dans nos lycées, et qui a, notamment, le défaut de n'appartenir à aucune époque et de n'avoir jamais été en usage.

Mais, en outre des changements qui nous sont indiqués par la prononciation normale des lettres, il en est d'autres que la langue littéraire repousse et que l'orthographe n'indique généralement pas. Par exemple, la transformation d'une occlusive en continue devant un *t* [1], la transformation inverse de la continue en occlusive après une autre continue [2] la disparition de ν (*n*) devant une continue [3] et à la fin des mots, celle de γ (*g*) devant μ (*m*), etc [4].

Tandis que certains mots perdent leurs terminaisons, d'autres abandonnent leur syllabe initiale. Les voyelles consécutives tendent à s'unir pour ne former qu'une syllabe, et, au besoin, se transforment en consonnes. Ainsi le mot ὑγεία santé, en arrive à se prononcer *ya*.

Le vocabulaire a perdu un assez grand nombre de mots de l'ancienne langue, particulièrement ceux dont la déclinaison était difficile, comme ὕδωρ eau, remplacé par νερό. Mais il a surtout été affecté par l'introduction d'éléments étrangers. Parmi ces derniers, le plus grand nombre appartient au turc,

[1] K et π devant τ deviennent χ (= *ch* allemd) et φ. Ex. ὀχτώ, huit (au lieu de ὀκτώ), φτωχός, pauvre (pour πτωχός).

[2] Par exemple, χθ et φθ deviennent χτ et φτ; 'εχτρός, ennemi (ἐχθρός), φτάνω, j'arrive (φθάνω).

[3] Par exemple, ἄθρωπος, homme, pour ἄνθρωπος.

[4] Par exemple, πράμα, chose, pour πράγμα.

ainsi que je l'ai indiqué d'une façon générale dans la dernière leçon. La langue littéraire repousse naturellement tous les mots de cette catégorie, presque toujours faciles à reconnaître, et les remplace par des vocables empruntés à la langue ancienne ou composés d'après ses règles. Ainsi, *to toufeki*, le fusil, devient *to pyrovolo*, *to topi*, le canon, *to tilevolo*.

Viennent ensuite les éléments latins, soient qu'ils proviennent directement de la langue classique apportée dans les pays grecs par la domination romaine, soient qu'ils aient été empruntés plus tard aux langues romanes et particulièrement à l'italien, dont la connaissance et l'usage avaient été répandus dans tout l'orient par l'extension du commerce avec les républiques de Gênes et de Venise, et la possession, par cette dernière, des Iles Ioniennes (où l'italien resta la langue officielle jusqu'à l'époque de la réunion à la Grèce, en 1863) et de la Crète.

Nous trouvons aussi un assez grand nombre de mots d'origine slave, puis quelques vocables empruntés à l'albanais, et enfin au roumain. Ces derniers sont, ou des termes de la vie pastorale, provenant des bergers macédo-roumains, ou bien des noms de dignité ou autres se rapportant à la situation des Principautés roumaines à l'époque

fanariote, et qui n'ont plus aujourd'hui qu'une signification historique.

Mais c'est surtout par ses flexions, déclinaisons et conjugaisons, que le grec vulgaire s'écarte nettement du grec classique et se présente sous l'aspect d'une langue vraiment moderne, ayant, comme les langues romanes, substitué à l'appareil synthétique d'autrefois les procédés d'expression analytiques, moins élégants et moins concis, sans doute, mais beaucoup plus simples et plus conformes à la manière de penser et de vivre des nations actuelles.

Le grec n'a pas, il est vrai, perdu complètement sa déclinaison, mais il l'a beaucoup simplifiée. Sur les cinq cas de la déclinaison classique, le datif est complètement disparu, et l'accusatif, en raison de la chute habituelle de l'*n* finale, s'est, dans beaucoup de mots, confondu avec le nominatif. Bien que le génitif ait été conservé, grâce à la netteté de sa signification et de ses désinences, on tend, au moins dans certaines régions, à le remplacer par l'accusatif précédé de la préposition *apo*. Toutes les prépositions demandent maintenant après elles l'accusatif. Mais la simplification n'a pas consisté que dans la diminution du nombre des cas. Beaucoup de noms, dans l'ancienne déclinaison, présentaient un certain écart entre la

forme du nominatif et celles des autres cas, par exemple tous les mots imparissyllabiques, tels que ὁ γέρων, le vieillard, génitif, τοῦ γέροντος. ἡ γυνή, la femme, génitif, τῆς γυναικός. La langue populaire a uniformisé la déclinaison de tous ces mots, et, comme dans les langues romanes, c'est l'accusatif qui a prévalu et a servi à reconstituer un nouveau nominatif, sur lequel a été ensuite refait le reste de la déclinaison, de sorte que l'on dit maintenant ὁ γέροντας, ἡ γυναῖκα. Les différents types de déclinaisons ont aussi influé les uns sur les autres, et toujours dans le sens de la simplification et de l'uniformité. C'est ainsi que la terminaison ες du pluriel de la troisième déclinaison classique s'est étendue à tous les noms féminins.

Dans la conjugaison, le grec a conservé la voix passive, disparue dans presque toutes les autres langues indo-européennes modernes. A part cela, la conjugaison ancienne s'est beaucoup simplifiée. Certaines formes, comme celles des verbes en-*mi*, ont complètement disparu ; il n'est resté, comme temps simples, que ceux que nous trouvons également conservés dans les langues romanes, le présent, l'imparfait et l'aoriste ou passé défini. Les temps passés autres que l'imparfait et l'aoriste sont formés au moyen du verbe *avoir*, les temps futurs et le conditionnel au moyen du verbe *vouloir*,

comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire. L'infinitif a disparu, mais il s'en est conservé une ou plutôt deux formes abrégées (correspondant respective- à l'infinitif présent et à l'infinitif aoriste de l'ancienne langue) qui ne sont plus usitées que pour la formation des temps composés. (Le bulgare possède également un infinitif abrégé qui peut s'employer pour la formation du futur ou comme complément de certains verbes tels que *moga*, je peux, *smeya*, j'ose). Des formes si variées du principe grec, il n'est resté que le participe présent actif, invariable (*gráfontas*, écrivant), et le participe passé passif (*gramménos*, écrit).

En somme, le grec vulgaire est conformé sur le même type que les autres idiomes modernes de l'Europe, et possède des moyens d'expression égaux aux leurs. Il serait donc, comme eux, susceptible d'être cultivé et régularisé le jour où il cesserait d'être l'objet d'un injuste dédain, au profit d'une langue qui, quoi qu'on fasse, ne sera jamais qu'une création artificielle, n'ayant ni la beauté majestueuse de la véritable langue classique, ni le naturel et l'harmonieuse simplicité du langage populaire.

De tout temps, la race hellénique s'est distinguée par un goût très prononcé pour les travaux

de l'esprit; aussi, la production littéraire, en langue grecque, n'a-t-elle jamais été complètement tarie. Aux temps les plus durs de la domination turque, elle subsiste dans les provinces soumises à l'autorité plus humaine de Venise, notamment en Crète, où le xve et le xvie siècles voient paraître plusieurs poètes de mérite. Dès que les temps deviennent meilleurs, les écrivains se remettent à l'œuvre. Constantinople, et peut-être plus encore les principautés roumaines, devenues, par l'élévation des Fanariotes à la dignité princière, de véritables fiefs grecs, sont les principaux foyers de l'activité littéraire hellénique. Les sciences ecclésiastiques, la grammaire, l'histoire, les sciences naturelles, y possèdent les premières places, tandis que la poésie n'est que faiblement représentée. Presque toutes ces œuvres se tiennent, d'ailleurs, dans une sphère élevée, et ce n'est guère qu'au commencement de notre siècle, quelques années avant la guerre de l'indépendance, que la littérature grecque commence, avec Koraïs, à prendre un caractère plus national. Pourtant, l'œuvre capitale de Koraïs consiste encore dans des éditions d'auteurs anciens, mais les préfaces dont il les accompagne sont d'éloquents plaidoyers en faveur de la Grèce moderne.

Le poète Rigas fut l'un des précurseurs de la

révolution grecque ; ses poésies patriotiques, parmi lesquelles figure une traduction de la *Marseillaise*, appelèrent ses compatriotes aux armes. Lui-même mourut, victime de son patriotisme, avant d'avoir vu le triomphe de la cause à laquelle il s'était dévoué.

A partir de 1830, c'est le jeune royaume qui possède le cœur de l'hellénisme. Athènes, avec son Université, devient comme autrefois le foyer de la science grecque. Une nouvelle période littéraire commence, très différente de l'ancienne. Par la langue, d'abord, car l'idiome mixte fixé par Koraïs, compromis entre la langue vulgaire et la langue classique, a définitivement prévalu ; par les sujets aussi, car la grammaire, la théologie, se trouvent reléguées au second plan, et cèdent la place à l'histoire, au droit, aux publications scientifiques. Enfin, la poésie prend un nouvel essor, la littérature dramatique, le roman, font leur apparition.

A côté de cette littérature savante, la Grèce en possède une autre, plus modeste, mais qui peut aussi faire valoir ses titres d'honneur. C'est la littérature populaire, dont la partie la plus importante, est constituée par les poésies appelées *Chants kleftiques*.

Dans toute la péninsule, après la conquête tur-

que, il se rencontra en grand nombre des hommes vaillants qui, fuyant le joug des infidèles, allèrent chercher, comme dit le poète, « la liberté sur la montagne ». Ce furent, dans le Balkan et en Serbie, les *Haïdouts* ou *Haïdouks*, dans le Pinde et l'Olympe, les *Kleftes*.

La vie de ces braves n'était pas exempte de tout reproche, et leur titre même fait connaître leur genre d'existence. *Haïdouk*, en serbe, *haïdout*, en bulgare, sont synonymes de brigand; *klefte*, veut dire tout simplement voleur (*kleftìs*, en grec vulgaire, *kleptìs*, en grec littéral). Mais leur popularité n'en était pas moindre pour cela, car ils apparaissaient aux yeux de leurs compatriotes comme des espèces de chevaliers errants, redresseurs de torts, soutiens et vengeurs des opprimés. Les ennemis de leur foi et de leur race avaient seuls à les redouter, et bien souvent ils partageaient avec le chrétien pauvre, les dépouilles d'un bey ou d'un riche marchand turc, ou bien l'argent du fisc ottoman enlevé à un courrier en route pour Constantinople.

Chez tous les peuples balkaniques, les exploits de ces héros des montagnes ont largement inspiré la muse populaire, mais nulle part ces chants n'ont atteint, dans leur simplicité, la même élévation qu'en Grèce. Le génie poétique du peuple hel-

lène a trouvé, pour célébrer la liberté, pour chanter la nature, des accents d'une véritable beauté.

Tandis que dans les villes, la littérature savante, ne s'inspirant que du passé, parlait une langue artificielle, la véritable langue du peuple vivait et chantait sur les montagnes, au souffle de la liberté. Aussi, les poésies kleftiques sont-elles restées le monument caractéristique de la littérature en langage vulgaire, langage que l'on appelle volontiers la langue des Kleftes.

XIII

LES LANGUES SLAVES DU SUD

J'ai maintenant à m'occuper du groupe de langues qui, par le nombre des hommes qui les parlent, occupe le premier rang dans l'Europe orientale. Ce groupe est celui des langues slaves du Sud qui comprend, dans la région qui nous intéresse, le serbe et le bulgare, et en dehors, le slovène, en usage seulement dans quelques provinces autrichiennes, et que l'on peut considérer presque comme un dialecte du serbe. Je n'ai pas besoin de rappeler ici dans quels pays se parlent le serbe et le bulgare : les indications que j'ai données dans les premières leçons, au sujet de ces deux nationalités, s'appliquent également à leurs langues.

Comme pour d'autres idiomes, le gotique, par exemple, les premiers monuments linguistiques et littéraires relatifs aux langues slaves, sont d'origine religieuse. Ce sont, en effet, les deux

apôtres des Slaves, saints Cyrille et Méthode, qui, par l'usage qu'ils en firent pour la traduction des saintes Écritures et de la liturgie, élevèrent pour la première fois un dialecte slave au rang de langue écrite.

Quel était ce dialecte? On n'en sait rien au juste, quoique l'opinion la plus vraisemblable et la plus généralement suivie, admette que c'était l'idiome des Slaves habitant la Macédoine, aux environs de Salonique, patrie des deux apôtres. Mais, comme je l'ai indiqué dans un des chapitres consacrés à l'histoire des nationalités balkaniques, quelques slavistes, et le plus illustre même, Miklosich, veulent que la langue de ces premières traductions ait été le dialecte slave de la Pannonie, dont le représentant moderne serait le slovène, d'où le nom de vieux-slovène, donné par Miklosich à l'ancienne langue slavonne, à laquelle on attribue plus souvent celui de vieux-bulgare. Le témoignage des idiomes contemporains, est plutôt en faveur de l'hypothèse bulgare. Le bulgare moderne, en effet, malgré les mutilations qu'il a subies dans la suite des temps, mutilations beaucoup plus considérables que celles que l'on peut observer dans les autres dialectes slaves, se montre encore plus près de l'ancienne langue que le slovène. La phonétique bulgare est encore très voisine de celle du

vieux-slavon; les voyelles nasales même, qui constituaient l'un des traits caractéristiques de cette langue, et que seul le polonais paraissait avoir conservées fidèlement, se retrouvent dans certains dialectes macédo-bulgares, parlés aux environs de Salonique et de Kastoria. Dans les autres dialectes bulgares, les sons nasaux ont bien disparu, mais la lettre *ious,* qui se prononçait « on » en slavon, a conservé un son spécial, celui de l'*e* sourd français, au lieu de devenir *ou* comme dans la plupart des langues slaves modernes, ou bien *o* comme en slovène. Les formes verbales ont été beaucoup mieux conservées en bulgare qu'en slovène, et quant aux déclinaisons des noms et des adjectifs, les vestiges qui en subsistent dans le bulgare contemporain, montrent qu'elles étaient tout à fait analogues à celles du vieux-slavon.

La même incertitude règne au sujet de l'alphabet employé par les deux saints, et, d'après la tradition, composé par eux, spécialement en vue de la traduction des Écritures. Les plus anciens documents slaves accusent, en effet, l'existence simultanée de deux alphabets, l'alphabet dit *cyrillique,* encore employé aujourd'hui pour les livres religieux des peuples slaves orthodoxes, et dont les écritures modernes, russe, bulgare et serbe, ne sont que des transformations, et l'alphabet gla-

golitique (du mot slave *glagol,* correspondant au latin *verbum*) qui ne sert plus, depuis longtemps, qu'aux habitants de culte catholique de quelques localités du littoral de l'Adriatique. Ces deux alphabets sont très riches, le premier compte 43 caractères, et le second 40, et le nombre ainsi que la valeur de ces signes indiquent qu'ils ont dû être inventés ou tout au moins arrangés, spécialement en vue de la représentation des sons de la langue slavonne. Si, sous ces rapports, les deux alphabets se correspondent assez exactement, ils diffèrent, au contraire, complètement en ce qui concerne la forme des lettres. Dans l'alphabet glagolitique, elles ont un aspect original, qui ne rappelle, à peu d'exceptions près, aucun autre alphabet, tandis que dans l'alphabet cyrillique, toutes les lettres communes avec l'alphabet grec ont gardé la forme qu'elles avaient dans ce dernier ou bien n'ont subi que de légères modifications. Il n'y a guère que deux caractères désignant précisément des sons spécialement slaves, *ch* et *cht*, qui paraissent avoir été empruntés par l'un des alphabets à l'autre. On est aujourd'hui à peu près d'accord pour donner la priorité à l'alphabet glagolitique, et beaucoup de slavistes pensent que ce serait le véritable alphabet de saint Cyrille, tandis que celui qui en porte le nom ne serait qu'une

transformation opérée par l'un des disciples des frères de Salonique, saint Clément, et ayant pour but de rapprocher la forme des caractères de celle des lettres grecques.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, les deux alphabets furent également employés pendant un certain temps, puis l'usage de l'alphabet glagolitique se restreignit à l'extrémité nord-ouest des pays slaves du Sud. L'alphabet cyrillique devint, en quelque sorte, l'écriture sacrée de l'Église orthodoxe, tandis que, par une réaction naturelle, les catholiques adoptaient exclusivement les caractères glagolitiques. Mais ceux-ci ne purent soutenir la concurrence des caractères latins, qui finirent par les remplacer presque complètement. L'usage de l'alphabet glagolitique ne subsiste plus qu'à l'état d'exception, chez les catholiques de la côte ou des îles dalmates qui ont conservé, tout en suivant le rite latin, l'usage de la langue slavonne dans le service religieux.

L'alphabet cyrillique, modifié par Pierre le Grand, est devenu l'alphabet russe actuel, qui a plus tard été adopté, avec un certain nombre de nouvelles modifications, par les Serbes, puis, en dernier lieu, par les Bulgares. Ces derniers se sont bornés à en retrancher quelques lettres inutiles dans leur langue, et à ajouter, suivant les systè-

mes orthographiques, un ou deux caractères empruntés à l'ancien alphabet.

Le vieux-slavon, vieux-bulgare ou vieux-slovène, ou encore slavon ecclésiastique, comme on l'appelle également, à cause de son usage dans la liturgie et les livres religieux, est ainsi la plus ancienne des langues slaves connues. Elle prend rang dans la famille indo-européenne à côté du lithuanien avec lequel elle a de nombreux points de contact qui permettent de ranger les idiomes slaves et letto-lithuaniens dans une même branche de cette famille. Quoique l'état le plus ancien sous lequel nous apparaisse le slavon se rapporte à une époque relativement récente, le milieu du IXe siècle, cette langue se présente à beaucoup d'égards comme très bien conservée ; la déclinaison, en particulier, a gardé une variété de formes que ne possèdent ni le latin ni le grec qui nous sont connus, cependant, depuis une époque bien plus reculée. Ce caractère, en quelque sorte conservateur, des langues slaves, n'a pas disparu, car aujourd'hui encore, elles offrent toutes, à l'exception du bulgare, un aspect qui rappelle bien plus les langues de l'antiquité classique, que les autres idiomes modernes de l'Europe.

Au point de vue phonétique, la plupart des dialectes slaves contemporains n'ont subi que des

modifications peu considérables ; aussi, leurs différents vocabulaires, en tant qu'ils n'ont pas reçu trop de termes étrangers ou que les vocables indigènes n'ont pas changé de significations, offrent-ils les uns avec les autres une grande similitude. Cette similitude est surtout remarquable dans les langues du groupe qui nous occupe plus particulièrement, le serbe et le bulgare; ici, en effet, ces langues se sont développées dans des conditions analogues, elles ont subi des influences semblables. Aussi, dans les deux vocabulaires, retrouve-t-on presque les mêmes éléments, sauf que le voisinage de l'Autriche et de la Hongrie a introduit en serbe un certain nombre de termes allemands et magyars qui manquent naturellement au bulgare, tandis que, dans cette dernière langue, l'influence grecque a été plus sensible que dans la première. Contrairement à ce qui se produit souvent avec des idiomes voisins, comme le français et l'italien, par exemple, qui diffèrent plus par la prononciation que par l'orthographe, le serbe et le bulgare sont bien plus séparés par l'écriture que par le langage, et telles différences, que l'orthographe fait nettement ressortir, s'effacent presque dans la prononciation.

La nature de cette étude ne me permet pas d'entrer dans de longs détails sur les caractères phoné-

tiques des langues slaves du sud. Je me bornerai à citer, à titre d'exemple, quelques-unes de leurs particularités les plus importantes.

Sur le terrain du vocalisme, la voyelle slavonne appelée *ious*, dont la prononciation était *on* (nasal, comme en français) est devenue en serbe *ou*, et en bulgare *ë* (*e* sourd, du français dans *me, te* [1]). Ainsi le vieux-slave *ronka,* main, devient en bulgare *rëka*, en serbe, *rouka*. Dans les dialectes macédoniens, cette même voyelle est le plus souvent représentée par un *a* (*raka*).

En ce qui concerne les consonnes, le serbe se distingue par la vocalisation de l'*l* précédée d'une voyelle et suivie d'une autre consonne ou se trouvant à la fin d'un mot : (par exemple *orao*, aigle, bulgare, *orel*, *vouk*, loup, bulgare, *vlk*). Une certaine tendance dans le même sens se manifeste, il est vrai, dans quelques dialectes bulgares de la partie occidentale du domaine de cette langue.

Devant *r* voyelle, le serbe remplace *tch* par *ts* et prononce, par exemple, *tsrn*, noir, *tsrkva*, église, tandis que le bulgare dira *tchern*, *tcherkova*.

Enfin, nous trouvons en serbe, à la place des

[1] Voulant éviter l'emploi de caractères spéciaux, je n'ai pu transcrire que d'une façon approximative les mots cités comme exemples.

groupes *jd* et *cht* du slavon, des dentales palatalisées, *dy* et *ty*. Les dialectes orientaux du bulgare conservent dans ce cas les sons du vieux slavon, tandis que les dialectes occidentaux, non-seulement ceux de la Macédoine, mais même ceux du bassin de Sofia, se rapprochent du serbe en employant une autre espèce de palatales, *ghy* et *ky*. Par exemple, le vieux-slave, *konchta,* tente, devient : serbe, *koutya,* bulgare, *këchta*, macédonien, *koukya* (avec le sens de *maison*).

Toutes ces divergences sont, en somme, peu considérables et nous présenteraient le serbe et le bulgare comme deux dialectes d'une même langue, dont les sous-dialectes macédoniens pencheraient tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Mais c'est surtout sur le terrain de la grammaire que s'accentue la différence des deux idiomes et que nous trouvons des points d'appui pour arriver à démontrer le véritable caractère des dialectes intermédiaires.

Les principales divergences grammaticales entre le serbe et le bulgare portent sur l'emploi de l'article, la déclinaison, et la conjugaison.

L'article, je l'ai déjà dit, distingue le bulgare entre toutes les langues slaves. Cet article se place après le substantif ou l'adjectif auquel il se rapporte, et se joint à lui en forme de suffixe. J'ai fait

ressortir les analogies qui existent à cet égard entre le bulgare, l'albanais et le roumain ; il est donc inutile d'y revenir.

Quelques dialectes bulgares se font remarquer par l'emploi de plusieurs formes d'articles, indiquant des degrés dans la détermination. On relève cette intéressante particularité dans le dialecte du Rodope, parlé surtout par des Pomaks ou Bulgares musulmans, tant sur le territoire de la Principauté que dans le vilayet d'Andrinople, et dans plusieurs dialectes de la Macédoine. Dans ces deux régions, il existe trois articles, employés selon le degré d'éloignement de l'objet dont on parle. Dans le cas le plus général, on emploiera toujours *-t, -ta, -to*, comme dans le bulgare littéraire, mais pour un objet particulièrement rapproché, l'article sera *-v, -va, -vo,* en Macédoine, et *-s, -sa, -so,* dans le Rodope. Pour un objet éloigné, il sera *-n, -na, -no,* dans les deux régions [1]. Ainsi que je le faisais déjà remarquer dans un des premiers chapitres, les dialectes macédoniens, et particulièrement les plus rapprochés des pays serbes, comme ceux de Prilep ou de Dibra, se séparent sur ce point on ne peut

[1] On dira, par exemple, *selo-to,* le village (sans idée d'éloignement); *selo-vo* ou *selo-so*, le village qui est près d'ici ou dont on vient de parler); *selo-no.* le village (qui est là-bas).

plus nettement du serbe pour s'accorder avec le bulgare.

La situation n'est pas moins nette en ce qui concerne la déclinaison. Là encore, le bulgare diffère de toutes les autres langues slaves. Celles-ci, en effet, ont conservé fidèlement l'ancienne déclinaison composée de sept cas. Le serbe, en particulier, malgré la substitution de quelques formes les unes aux autres, notamment, d'anciennes formes du duel à certaines formes du pluriel, se distingue encore par la netteté de ses flexions nominales. Le bulgare, au contraire, a perdu presque complètement l'ancienne déclinaison dont il n'a conservé que le vocatif, avec quelques restes, rarement employés, de l'accusatif et du datif. D'une manière générale, les rapports des mots s'indiquent comme en français, au moyen de prépositions.

Le macédonien suit en cela absolument les mêmes règles que le bulgare oriental, et il suffit de jeter un coup d'œil sur le premier texte venu pour s'en convaincre. On trouve, il est vrai, dans les poésies populaires, d'assez nombreux exemples d'emploi du datif, mais le même fait se constate dans la Bulgarie proprement dite.

La conjugaison des langues slaves, même sous la forme la plus anciennement connue, est extrêmement simplifiée. Les modes personnels n'y ont

conservé que quatre temps simples, le présent, l'imparfait et l'aoriste de l'indicatif, ainsi que l'impératif. Le serbe et le bulgare ont conservé ces quatre temps, tandis que la plupart des autres langues modernes de la même famille ont perdu l'imparfait et l'aoriste.

Les temps passés se forment au moyen de l'auxiliaire *être,* accompagné d'un participe d'une nature spéciale, terminé en *l* (serbe *o*), *la, lo*, car il s'accorde en genre et en nombre avec le sujet; par exemple : masculin, *pisal* (serbe, *pisao*), féminin, *pisala,* neutre, *pisalo*, ayant écrit[1].

Les principales particularités des conjugaisons serbe et bulgare sont les suivantes.

Le serbe termine toujours la première personne du présent de l'indicatif en *m*, tandis que cette terminaison ne se rencontre que dans certaines catégories de verbes, en bulgare oriental. Les dialectes de la région de Sofia et ceux de la Macédoine, ont, au contraire, en général, comme le serbe, cette personne terminée en *m*.

Le bulgare oriental a conservé le *t*, qui dans la conjugaison slavonne termine la troisième per-

[1] Ce participe se construit de la manière suivante : serbe, *yésam pisao,* blg. *az sëm pisal,* j'ai écrit, littéralement : je suis « ayant écrit ». Les autres langues slaves emploient le même procédé, mais le russe, par exemple, sous-entend toujours l'auxiliaire.

sonne du pluriel au présent de l'indicatif, mais il a perdu celui de la troisième personne du singulier. Le serbe les a perdus tous les deux, tandis que le macédonien, plus éloigné, sur ce point, du serbe, que le bulgare oriental, conserve et l'un et l'autre.

Le serbe et le bulgare, comme les autres langues balkaniques, forment leur futur au moyen du verbe *vouloir*, dont ils emploient une forme abrégée. Mais la manière d'agir des deux langues est différente. Le serbe conjugue toujours l'auxiliaire qu'il fait suivre de l'infinitif complet, par exemple, *ya tyou hvaliti*, je louerai, ou précéder de l'infinitif diminué de la terminaison *ti*, *hvali-tyou*. Le bulgare peut employer une tournure analogue à celle du serbe, en se servant d'une forme abrégée d'infinitif qui n'a plus guère d'autre emploi. Exemple: *chta hvali, chtèch hvali*, etc., mais le plus souvent il se sert de la troisième personne singulier de l'auxiliaire qui reste invariable et est suivie du verbe, conjugué à toutes ses personnes, *chté hvalia*, *chté hvalich*, etc. Le macédonien suit cette dernière construction, et l'auxiliaire y prend la forme *kyé*, conformément à la loi phonétique mentionnée plus haut.

Les deux langues slaves du sud ont, comme leurs voisines de la péninsule, adopté un assez

grand nombre de mots turcs, dont plusieurs, surtout en Serbie, se sont conservés dans la langue littéraire et même dans la terminologie officielle. Si, par exemple, le mot slave *oulitsa*, rue, figure sur les plaques indicatrices de Belgrade au lieu du mot turc *sokak* que presque tout le monde emploie, on voit encore sur les documents administratifs les mots *top*, canon, *barout*, poudre, *baroutana*, poudrerie, *apsana*, prison, *nichan*, cible, *sat*, heure, et bien d'autres. En bulgare, la langue écrite admet aussi pas mal de termes turcs, mais ils ont été à peu près complètement éliminés du langage officiel, sauf naturellement en ce qui concerne les institutions héritées de la domination turque, comme certains impôts, *beglik*, *sertchim*, etc.

Le grec a contribué aussi à enrichir les vocabulaires slaves du sud. Non seulement la terminologie religieuse, ce qui se comprend facilement, est en grande partie hellénique, mais beaucoup de mots usuels ont la même origine, par exemple *avlia*, cour, *koliba*, chaumière, *krevat* (b), *krevet* (s), lit, *korab*, vaisseau, *perivoï* (s), jardin, *trapeza* (b), *trpeza* (s), table, *kokal*, os, *hartiya*, papier, *daskal*, instituteur.

Mais c'est surtout l'élément occidental qui prend maintenant dans les deux langues une importance

considérable et toujours croissante. L'introduction, en Serbie d'abord, puis en Bulgarie, des institutions politiques européennes, le développement de l'industrie et du commerce, les relations avec l'occident ont eu pour conséquence l'introduction, soit dans la langue administrative, soit dans l'idiome courant, d'une quantité de termes nouveaux. La Bulgarie en a emprunté beaucoup aux Russes qui ont présidé à sa réorganisation après la guerre de 1877-78; ce sont principalement des termes administratifs, juridiques ou militaires (ces derniers provenant eux-mêmes, le plus souvent, de l'allemand ou du français). La Serbie avait depuis longtemps, en raison du voisinage, reçu quelques mots magyars, comme *varoche,* ville, *vachar,* marché, et pas mal de mots allemands. Mais c'est au français qu'ont en général été demandés les termes nouveaux se rapportant à la politique et à la vie intellectuelle ou économique.

Après avoir indiqué ce que sont les deux langues slaves de la péninsule balkanique, jetons un coup d'œil rapide sur leur développement littéraire, depuis Cyrille et Méthode jusqu'à nos jours.

Inaugurée par une traduction des Saintes Écritures, la littérature des Slaves du sud, Serbes et

Bulgares, garda longtemps un caractère exclusivement religieux. C'est en Bulgarie qu'elle se développa d'abord, grâce à la conversion du tsar Boris. Le règne de Siméon, l'un des fils de Boris, fut l'âge d'or de la littérature paléo-bulgare. Ce prince, qui, élevé à Constantinople, avait pu développer, au foyer de la civilisation grecque, d'heureuses dispositions naturelles, protégea et encouragea les disciples de Cyrille et de Méthode qui, chassés de la Moravie et de la Pannonie, étaient venus chercher un refuge en Bulgarie. C'est en Bulgarie que la langue des apôtres de Thessalonique prit définitivement le caractère de langue sacrée des Slaves orthodoxes. De là, elle se répandit en Serbie, en Russie, et même, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, en Roumanie.

Comme le latin en Occident, le vieux-bulgare fut en même temps la langue politique et la langue littéraire des pays où l'Église l'adopta comme langue liturgique. Aussi ne voit-on, au début de la vie littéraire des nations slaves orthodoxes, qu'une langue unique, différenciée seulement, dans les documents originaires des divers pays, par quelques particularités laissant reconnaître l'influence du dialecte natal du rédacteur ou du copiste ; ce qui permet de distinguer la rédaction slavonne où les caractères primitifs de la langue sont nettement

et exactement conservés, des rédactions bulgare, serbe et russe.

A côté de son caractère religieux, la littérature slave à ses débuts en présente un second, c'est d'être tributaire des lettres helléniques. La plus grande partie des œuvres de cette époque sont des traductions d'auteurs grecs. Seule, l'hérésie bogomile, en donnant une vie nouvelle à certains souvenirs du paganisme slave, vint introduire dans la littérature bulgare un élément populaire.

C'est avec la dynastie des Nemanitch que commence le développement de la littérature serbe, et l'on cite, parmi les premières œuvres écrites dans cette langue et transmises à la postérité, la vie d'Étienne Nemania, rédigée successivement par ses deux fils, Étienne, *le premier couronné,* et saint Sava. Ce dernier occupe, du reste, une place d'honneur dans l'histoire littéraire de la Serbie, non seulement par ses ouvrages, mais aussi par le rôle qu'il joua dans la création des écoles et la diffusion de l'instruction dans sa patrie. Son nom est, à cet égard, aussi populaire chez les Serbes que celui des saints Cyrille et Méthode chez les Bulgares. C'est sous le patronage de saint Sava qu'est placée l'institution fondée à Belgrade dans le but d'instruire des jeunes gens originaires des pays serbes, ou considérés comme tels, encore soumis au joug

turc, et de préparer des professeurs pour les écoles serbes des mêmes régions.

Les débuts de la littérature serbe eurent, comme ceux de la littérature bulgare, le double caractère religieux et hellénique. Cependant, l'on vit aussi, d'une part, des écrivains consacrant leurs œuvres à la glorification des héros nationaux, particulièrement de ceux, assez nombreux, auxquels avait été décerné le titre de saint, tandis que, d'autre part, ceux qui se bornaient à reproduire les livres grecs, prenaient souvent pour objet de leurs traductions des chroniques ou des traités d'histoire. Dans toute cette période, c'est la langue slavonne, modifiée seulement, et d'une façon assez irrégulière, par l'influence du dialecte local, qui domine exclusivement dans la littérature.

La conquête turque, puis la suprématie intellectuelle de l'hellénisme qui en fut la suite, portèrent aux littératures slaves de la péninsule balkanique un coup que l'on aurait pu croire mortel. La longue période de troubles et de guerres qui accompagna et suivit la conquête, et qui, pour la Serbie en particulier, se prolongea jusque dans notre siècle, n'était guère favorable aux travaux de l'esprit. Les écoles étaient fermées, et quand il s'en rouvrit quelques-unes, ce furent des écoles grecques. Ce n'est que dans les églises et les monastères, dans

ceux-là tout au moins qu'avaient épargnés le vandalisme ottoman et le zèle hellénisateur des évêques grecs, que se conservaient les anciens livres slavons dont bien peu de gens pouvaient encore déchiffrer les caractères.

Le race serbe, cependant, n'était pas en entier tombée sous la domination turque. Non seulement les Croates, dont je ne parlerai pas ici, parce que, nonobstant l'identité des langages, leur développement intellectuel aussi bien que politique et religieux s'est produit dans des conditions tout à fait différentes de celui des Serbes, mais une partie de ces derniers, habitant la Dalmatie méridionale, étaient, sinon indépendants, du moins sujets de puissances chrétiennes. Le Monténégro, sous le gouvernement de ses évêques-princes, est aussi un foyer de vie serbe, et nous voyons s'y fonder, en 1493, la première imprimerie slave de la péninsule.

Mais c'est surtout à Raguse que la langue serbe, non seulement continua d'être cultivée, mais donna lieu à un mouvement littéraire remarquable. La ville de Raguse, en serbe *Doubrovnik*, arrivée de bonne heure à un degré important de prospérité commerciale, avait pu, grâce à sa situation entre trois compétiteurs, Venise, maîtresse de la Dalmatie, la Hongrie et les Turcs,

maintenir son indépendance à peu près complète, acceptant seulement la suzeraineté tout à fait nominale de l'Empire Ottoman. Dans ce pays ouvert sur l'Occident, où la population était mêlée d'Italiens et de Slaves, de catholiques et d'orthodoxes, les traditions slavonnes devaient nécessairement avoir moins de force que dans la Serbie proprement dite. La langue populaire, la véritable langue serbe, put ainsi prendre le dessus, et c'est elle qui bénéficia de la floraison littéraire, et plus particulièrement poétique, qui se manifesta dès le milieu du xve siècle, et atteignit son apogée cent ans plus tard, avec Ivan Goundoulitch, auquel on peut encore aujourd'hui accorder l'un des premiers rangs parmi les poètes serbes. Bien qu'éclose sous l'influence de la renaissance italienne, la littérature ragusaine conserve un caractère réellement national. Les auteurs prennent leurs modèles en Italie, traduisent souvent des œuvres italiennes, mais leurs productions originales sont inspirées par le sentiment slave et traitent de sujets se rapportant à l'histoire ou aux légendes de la race serbe, ou des Slaves en général ; telle est l'épopée d'Osman, le chef-d'œuvre de Goundoulitch, qui a pour thème la guerre de 1621 entre la Pologne et la Turquie.

En Serbie, il faut attendre jusque vers la fin du

XVIIIe siècle pour assister à un mouvement bien faible encore de renaissance littéraire; encore est-il dû aux Serbes réfugiés dans les états autrichiens à la suite des émigrations dont j'ai parlé dans d'autres leçons. Le caractère de ce mouvement est surtout religieux, ou tout au moins pédagogique, ce qui, à cette époque, était encore à peu près synonyme. Comme la Russie passait alors pour avoir conservé la pure tradition des lettres slaves orthodoxes, et que c'est de ce pays que venaient les livres liturgiques slavons, le dialecte employé dans ces livres, le slavon-russe, tendit à devenir la langue littéraire des Serbes, et cette situation subsista même après la fondation de la principauté de Serbie. Mais sous ce vêtement étranger, l'esprit national se fait sentir. Jean Rayitch, de Karlovtsi, l'une des figures dominantes de cette période littéraire, consacre son principal ouvrage à « l'Histoire des divers peuples slaves et en particulier des Bulgares, des Serbes et des Croates. »

Un peu plus tard, Obradovitch, né dans le Banat de Temesvar, cherche à substituer dans la littérature la langue populaire à l'idiome artificiel et suranné dont se servaient les écrivains de son temps. Enfin, dans les premières années du XIXe siècle, apparaît le véritable créateur de la langue littéraire serbe, Vouk Stefanovitch Kara-

djitch. Il fixe les règles de la langue, en élabore la grammaire et le dictionnaire, et parvient à la doter d'une orthographe rationnelle et rigoureusement phonétique. Parmi ses œuvres figurent également de précieux recueils de chants populaires. Ce ne fut pas sans peine qu'il vint à bout de la tâche qu'il s'était donnée ; il rencontra de violentes oppositions, particulièrement dans le clergé orthodoxe qui considérait comme une profanation le moindre changement apporté à la langue ou à l'orthographe traditionnelles. Bien des années s'écoulèrent avant que son système orthographique, si simple, pourtant, ne soit définitivement adopté, mais aujourd'hui il a complètement triomphé, et on n'en emploie plus d'autre pour écrire le serbe.

L'affermissement de l'indépendance serbe, fixant à Belgrade le centre de gravité de la race, eut pour conséquence le développement, lent d'abord, de l'activité intellectuelle des habitants de la Serbie proprement dite. Aujourd'hui, cette activité s'étend à toutes les branches de la littérature, et, sans avoir cependant produit d'œuvre exceptionnelle, la Serbie peut prétendre à un rang honorable parmi les nations cultivées.

Parmi les écrivains habitant la Serbie indépendante (mais dont plusieurs étaient originaires des

pays serbes voisins) on peut encore citer après Vouk, son meilleur élève et, en quelque sorte, son successeur, le philologue Danitchitch, qui, ayant partagé sa vie et ses travaux entre Belgrade et Agram, a puissamment contribué à l'unité littéraire des Serbes et des Croates, M. Stoyan Novakovitch et M. Vladan Georgévitch, deux hommes politiques, qui, tout en consacrant la plus grande partie de leur temps au service de leur pays dans lequel ils ont occupé et occupent encore les postes les plus élevés, ont produit d'importants travaux sur l'histoire politique, littéraire, économique et militaire de la Serbie, Militchévitch, auteur d'une description des plus complètes du pays serbe, Tchédomil Miyatovitch, poète et historien. La poésie, admirablement servie par une langue harmonieuse et douce, qui tient dans la famille slave la place de l'italien parmi les langues latines, est représentée par les noms de Sima Miloutinovitch, Matiya Ban, Lioubomir Nénadovitch, Yakchitch, Chaptchanin, les frères Dragoutin et Voyislav Ilitch. Presque toutes leurs œuvres, épiques, lyriques ou dramatiques sont inspirées par la vie passée ou présente de la Serbie.

L'assoupissement moral de la race bulgare avait été plus complet encore que celui des Serbes, car

il ne restait ici aucune fraction privilégiée qui pût servir de refuge à l'esprit et à la culture nationales. Nous avons déjà dit que chez les Bulgares, la renaissance littéraire fut, non la conséquence, mais le début, de la renaissance politique. Cette renaissance ne commence, en réalité, qu'avec le deuxième quart de notre siècle. A la fin du siècle précédent, cependant, on constate un certain réveil de l'esprit national dans les écrits du moine Païsii et de l'évêque de Vratsa, Sofronii. Le premier cherche à rappeler, dans son *Histoire du peuple, des tsars et des saints bulgares,* le souvenir des gloires passées de sa race, tandis que le second se borne à dépeindre les misères de son temps. L'un et l'autre écrivent encore en vieux-bulgare ou plutôt dans un idiome artificiel où les formes classiques se mêlent à celles de la langue moderne.

Mais à partir de 1824, le mouvement littéraire véritablement bulgare, modestement inauguré par un alphabet contenant des notions populaires de physique et d'histoire naturelle, publié à *Brachov*[1], par Pierre Berovitch, un médecin originaire de Kotel, commence pour ne plus s'arrêter. Les premières publications littéraires bulgares ont toutes un caractère utilitaire; il s'agit d'instruire le peu-

[1] En Transylvanie, près de la frontière roumaine. En magyar : *Brasso*, en allemand : *Kronstadt*.

ple, de lui faire connaître son passé, d'exciter en lui le sentiment patriotique. Ce sont donc des ouvrages didactiques d'allure modeste, des traités d'histoire ou d'ethnographie dans lesquels, comme dans ceux de G. Rakovski, une imagination exaltée par le patriotisme joue parfois un plus grand rôle que l'érudition, enfin des poésies, consacrées presque toutes à des sujets nationaux. La plupart des auteurs de cette période savaient au besoin remplacer la plume par le fusil du haïdout, tel le poète Botev, tué les armes à la main, en 1876, dans une tentative d'insurrection.

Née depuis si peu de temps, la littérature bulgare, la plus jeune de toutes celles de l'Europe, ne peut pas être encore bien riche. Elle compte déjà, cependant, plusieurs écrivains de talent, parmi lesquels je citerai Liouben Karavelov, mort peu de temps après 1878, le poète Slaveikov, mort il y a quatre ans, le savant historien et slaviste Marin Drinov, Aleko Konstantinov, peintre plein de verve de la société bulgare contemporaine, le poète satirique Mikhaïlovski, M. Vélitchkov, enfin M. Ivan Vazov, charmant conteur en même temps que poète inspiré, dont le nom figure à côté de ceux des meilleurs écrivains contemporains et dont les œuvres ont été traduites dans la plupart des langues de l'Europe.

Il convient de mentionner aussi toute une pléïade de jeunes écrivains, historiens et philologues qui se consacrent à l'étude de la langue, des traditions et de l'histoire de la Bulgarie et dont les travaux enrichissent le *Sbornik za Narodni Oumotvorénia, Naouka i Knijnina* [1], publié par le Ministère de l'Instruction Publique, le *Perioditchesko Spisanié* (Mémorial) de la Société littéraire bulgare, le *Blgarski Pregled* [2], etc.

[1] Recueil de Folklore, Science et Littérature.
[2] Revue Bulgare.

XIV

LE ROUMAIN

Si la Roumanie possède, sans conteste, le premier rang parmi les états chrétiens de la péninsule des Balkans, sa langue peut aussi revendiquer une place d'honneur parmi les idiomes parlés dans l'Europe orientale. Fille du latin, et, comme telle, apparentée aux langues les plus cultivées de l'Occident, elle peut, en outre, s'enorgueillir de la douceur de sa prononciation, de la variété de son vocabulaire, de l'originalité pittoresque de ses expressions. Presque aussi harmonieuse que l'italien, elle a cependant quelque chose de plus mâle, et aussi d'un peu sourd qui s'allie bien au caractère plaintif qu'affectionnent les chants de son peuple. La langue entre pour sa part dans cette mystérieuse poésie de la Terre roumaine, qui fait que celui qui l'a connue et aimée en garde une impression si profonde, et qu'il peut comprendre ce mot, si difficile à rendre, *dorul*, ce désir profond mêlé de regrets et d'angoisses.

La langue roumaine possède aussi une littérature qui, bien que jeune encore, est notablement plus développée que celle des peuples voisins. Sous ce rapport, il est vrai, comme sous celui des gloires passées, le grec lui dispute la prééminence, mais le nombre des Roumains est bien plus considérable que celui des Hellènes, et la langue de ces derniers est complètement isolée dans l'univers, tandis que toute l'Europe méridionale et la moitié de l'Amérique parlent des langues sœurs du roumain. Il faut remarquer aussi, à l'avantage du roumain, que, après une courte période de latinisation à outrance, ses auteurs se sont mis à écrire dans la simple langue parlée, tandis que les écrivains grecs contemporains se servent à peu près exclusivement, comme nous l'avons remarqué dans un précédent chapitre, d'un idiome artificiel dont le vocabulaire aussi bien que la grammaire sont différents de ceux de la langue du peuple.

Vous savez déjà, d'après les leçons consacrées à l'ethnographie et à l'histoire des nations balkaniques, dans quelles régions se parle la langue roumaine, quelle est son origine, et quels sont les éléments qui ont contribué à la former. Vous vous rappelez que, parmi ces éléments, trois ont joué un rôle particulièrement important : le latin, qui forme la base du roumain et lui donne son véri-

table caractère, la langue des habitants primitifs de la Dacie, qui a surtout influé sur la syntaxe et lui a donné un aspect bien distinct au milieu des autres langues romanes, enfin le slavon ou plutôt le bulgare qui a fourni une portion considérable du vocabulaire. Beaucoup d'autres langues ont contribué aussi à la formation du vocabulaire roumain, mais dans une proportion infiniment moindre; ce sont : le grec, le turc, l'albanais, le magyar, le russe, et enfin les langues occidentales et principalement le français.

Le roumain est donc une langue très mélangée d'éléments divers. Mais, ainsi que je le faisais remarquer dans l'une des dernières leçons, c'est la grammaire qui est la partie la plus résistante d'une langue; il est presque sans exemple qu'elle se laisse attaquer par l'influence d'un autre idiome de famille différente. C'est donc la grammaire qui fait foi lorsqu'il s'agit de classer une langue, et quand je parle de grammaire, j'entends principalement la morphologie, c'est-à-dire les flexions, car la syntaxe est de nature beaucoup moins fixe. Le roumain a, dans ces conditions, parfaitement droit au titre de langue romane, car sa morphologie est restée absolument latine. Peu importe que son vocabulaire contienne tant de mots slaves, turcs, grecs et autres. Cette situation est tout à

fait analogue à celle de l'anglais, que sa grammaire révèle comme une langue germanique, bien que son vocabulaire renferme un nombre de mots latins à peu près égal à celui des mots d'origine anglo-saxonne. De même, l'envahissement des termes arabes et persans n'empêche pas le turc de rester une langue touranienne.

Comme langue romane, le roumain appartient au groupe oriental, qui comprend, en outre, l'italien. L'un des caractères principaux de ce groupe est la chute régulière (ou, dans certains cas, la vocalisation) des consonnes finales du latin, ce qui a amené, dans ces deux langues, la disparition complète des pluriels en *s*, ainsi que de la même lettre dans les flexions verbales. Ainsi le latin *cantas*, qui garde la même forme en espagnol et en portugais et qui devient *cantes* ou *cantos*, en langue d'Oc, fait *canti*, en italien, et *cântsi*, en roumain.

Mais le roumain se distingue de toutes les autres langues latines par un assez grand nombre de traits que j'ai signalés déjà pour la plupart, comme étant communs à d'autres langues balkaniques et comme provenant de l'influence réciproque de ces langues. Il suffira de rappeler la présence des voyelles *ă* et *ì* [1], cette dernière spéciale au rou-

[1] La première de ces voyelles (que l'orthographe roumaine représente plus ordinairement par un *a* ou un *e* sur-

main, la première commune à l'albanais et au bulgare, le changement régulier de *a*, *e*, *o*, atones, en *ă*, *i*, *ou*, changement qui se produit aussi en bulgare, l'emploi de l'article suffixe et de plusieurs autres sortes d'articles, qui établissent une analogie si curieuse entre le roumain et l'albanais, la formation des noms de nombre de dix à vingt, la composition du futur avec l'auxiliaire *vouloir*, etc.

Le roumain, comme les autres langues romanes, a pour base le latin vulgaire, parlé par les colons romains, Latins d'origine ou latinisés, amenés en Dacie par la conquête de Trajan. Réfugiés dans les montagnes pendant les invasions barbares, les Daco-Romains y conservèrent leur langue qui ne ressentit même pas, d'une façon sensible, l'influence des diverses tribus qui se succédèrent en Dacie, avant l'arrivée des Slaves. Ceux-ci, au contraire, ainsi que je l'ai expliqué en son temps, se trouvèrent en contact d'une façon plus intime et plus prolongée avec les Roumains, que, fuyant eux-mêmes devant d'autres invasions, ils allèrent retrouver dans leurs montagnes. Le développement politique de l'Empire bulgare, slave par la langue et les mœurs, accrut encore l'influence du sla-

montés d'un croissant), a le son de l'*e* sourd français, *î* (que l'on écrit aussi *ă* et *ê*) a un son analogue, mais se rapprochant de celui de *ou*.

visme chez les Roumains, compris presque tous dans les possessions directes ou médiates des premiers tsars bulgares. Comme nous l'avons déjà vu, le caractère slave dominait dans les petits États roumains des Carpates, vassaux de l'Empire bulgare. Il en fut de même, plus tard, dans les principautés de Moldavie et de Valachie, fondées dans des pays où la population était encore en partie slave. Aussi, non seulement la langue slavonne devint l'idiome officiel de l'État comme de l'Église, et la seule langue écrite, mais le langage même du peuple, au contact des éléments slaves avec lesquels la population roumaine se trouvait mêlée depuis plusieurs siècles, accepta une quantité considérable de mots slavons, qui arrivèrent presque à changer le caractère du vocabulaire roumain et à donner à cette langue, aux yeux d'un observateur superficiel, l'aspect d'un dialecte slave, erreur que contribuait à faciliter l'usage des caractères cyrilliques dont se servirent les Roumains lorsqu'ils commencèrent à écrire dans leur propre langue. Aussi n'est-ce que très tard que nous voyons apparaître les premiers essais littéraires en langue roumaine. Les plus anciens, actuellement connus, ne remontent pas au delà de 1550; ils n'en sont pas moins antérieurs de près d'un siècle à l'introduction de la langue roumaine

dans les actes publics et dans la liturgie, opérée, comme je l'ai déjà dit, par Mathieu Bassarab (1632-1654), en Valachie, et par Basile-le-Loup (1634-1653), en Moldavie. Ce manque de documents écrits antérieurs au XVIe siècle est fort regrettable, car il nous dérobe complètement les étapes parcourues par la langue roumaine pour arriver à sa forme actuelle. Aussi, la grammaire historique de cette langue doit-elle bien souvent se contenter de conjectures.

Au XVIIe siècle, l'influence slave, dans les pays roumains, fut remplacée par l'influence grecque, qui atteignit son apogée lors de la domination des princes fanariotes, depuis les premières années du XVIIIe siècle jusqu'en 1822. Un nouvel élément, l'élément grec-moderne, s'introduisit alors dans la langue, où il s'ajouta aux mots grecs introduits, soit directement, soit par l'intermédiaire du bulgare, dès les premiers temps de la nationalité roumaine, et relatifs pour la plupart aux choses religieuses ou politiques, tandis que les emprunts modernes s'appliquent aux diverses circonstances de la vie et contiennent, notamment, un nombre relativement grand de verbes.

L'importance de l'élément turc qui, en roumain, est presque aussi considérable que dans les langues de la rive droite du Danube, peut sembler

étrange, puisque les pays roumains n'ont jamais été soumis à une occupation permanente de la part des Turcs, et qu'ils n'ont jamais été administrés par des fonctionnaires ottomans. L'introduction d'un si grand nombre de mots turcs doit provenir, en partie, des fréquentes incursions des armées ottomanes sur la rive gauche du Danube, mais surtout des relations politiques et commerciales des principautés avec la Turquie, et de l'usage de la langue turque dans la suite des princes fanariotes, qui comprenait des gens de toutes les parties de l'Empire, pour lesquels le turc était un idiome commun, même quand il n'était pas leur langue maternelle.

Le voisinage de la Hongrie et les liens politiques, qui ont presque toujours rattaché à ce pays une partie de la race roumaine, justifient suffisamment la présence, en roumain, d'un certain nombre de mots d'origine magyare.

Les occupations russes et l'influence prépondérante acquise par la Russie dans les principautés au commencement de notre siècle, introduisirent dans la langue roumaine un nouveau contingent de mots slaves, de source russe. Ces mots, qui se rapportaient surtout aux institutions administratives établies par les règlements organiques, ont pour la plupart disparu avec ceux-ci.

Enfin, la renaissance politique et intellectuelle de la nationalité roumaine, opérée tout entière sous l'influence de l'Occident, vint rétablir l'équilibre entre le fonds latin de la langue et les éléments étrangers qui menaçaient de submerger son vocabulaire. Tous les termes relatifs aux idées nouvelles furent, soit empruntés au français, soit repris au latin; lors de la réorganisation politique des principautés, après la guerre de Crimée, des dénominations françaises furent substituées aux anciens titres slaves, grecs et turcs des fonctionnaires, et aux titres russes des officiers, l'*ispravnic* devint « *prefect* », l'*aga,* « *prefect de politsie* », le *polcovnic*, « *colonel* ». Dans le domaine littéraire, on chercha à épurer la langue de tous les vocables non latins et à les remplacer par des termes empruntés, soit au latin même, soit aux langues néo-latines. Ce mouvement, qui fut bien vite porté à l'exagération, a été, depuis, ramené à des proportions raisonnables, et presque personne ne songe plus aujourd'hui à extirper du roumain des mots slaves ou grecs qui lui appartiennent depuis des siècles, et qui sont d'un usage général dans toutes les parties du pays.

Quelle est la proportion véritable des différents éléments dans le vocabulaire roumain? Cette question a été très controversée, et elle est en réalité

assez difficile à résoudre, car elle se présente sous des aspects divers. Si, par exemple, on prend un dictionnaire roumain et que l'on compte les mots de différentes origines que l'on y rencontre, on s'apercevra que, abstraction faite des néologismes, les vocables latins semblent noyés dans la foule des termes slaves, turcs, grecs ou magyars. M. Cihac, auteur d'un dictionnaire d'Étymologie daco-romane qui fait autorité, ne compte dans la langue roumaine, telle qu'elle est parlée et comprise par le peuple, que 1/5 de mots latins, contre 2/5 de mots slaves, et près de 1/5 de mots turcs; les termes grecs, albanais et magyars constituant le reste. Mais cette statistique brutale ne donne pas une idée exacte de la langue. Tous ces mots que le dictionnaire nous présente alignés et placés sur le même rang, n'ont pas en réalité une valeur égale. Certains sont d'un usage beaucoup plus fréquent que les autres; ceux qui appartiennent aux fonds primitifs de la langue, c'est-à-dire, en roumain, les mots latins, donnent naissance à de nombreux dérivés, tandis que d'autres catégories, les mots turcs, par exemple, sont, sous ce rapport, presque stériles.

On a, je crois, une indication plus exacte, en faisant porter la statistique des mots, non sur un dictionnaire, mais sur un texte, et, en effet, des

relevés que j'ai opéré dans des textes de dates et de natures très diverses, m'ont donné des résultats concordant assez bien entre eux, mais s'écartant beaucoup de ceux que donnerait le recensement pur et simple des mots dans un glossaire. La primauté de l'élément latin apparaît ici nettement; si les vocables de cette origine ne sont pas les plus nombreux, ils sont en revanche beaucoup plus fréquemment employés, car ils comprennent tous ces termes qui reviennent constamment dans le discours, et forment en quelque sorte le cadre fixe du langage, les verbes et les adjectifs d'usage courant, tels que être, avoir, pouvoir, aller, venir, donner, bon, mauvais, grand, petit, etc., les noms de parenté, ceux des parties du corps, la plupart tout au moins.

Voici les résultats de mes relevés :

	Latin %	Slave %	Grec %	Divers %
Évangile de Coresi (1564)	64	32	2	2
Textes divers de 1550 environ (annotation sur un livre, contrat de vente)[1]	57	28	9	6

[1] Ces textes sont empruntés à l'ouvrage de M. Hasdeu, *Cuvente den bàtrâni.*

Règlement organique (1831). . . .	56	32	6	6 (turc).
Contes populaires d'Ispirescu . . .	64	26	5	5

Ainsi, la proportion des mots des différentes origines, dans le langage, serait à peu près régulièrement de 60 0/0 de mots latins, 30 0/0 de mots slaves, et 10 0/0 de mots grecs, turcs, etc. Ce calcul ne s'applique pas, bien entendu, à la langue écrite de nos jours, ni même à la langue parlée dans les classes instruites de la société roumaine; la proportion des mots latins est alors considérablement augmentée par l'appoint des néologismes, empruntés pour la plupart au français, et remplaçant souvent des termes d'autre origine, existant dans la langue populaire. L'affection pour les choses occidentales a même parfois conduit à remplacer des mots parfaitement latins, et à dire, par exemple, *shef*, au lieu de *cap*, *prim*, pour *ântêiu* (du latin *ante*), et même, *bonjour*, pour *buna zioa*, d'où le nom de « *bonjuristi* », donné aux partisans exagérés de l'occidentalisme.

Nous avons vu, dans les premières leçons, que la race roumaine se trouvait partagée en trois fractions d'importance très inégales, les Daco-Roumains, les Macédo-Roumains, et les Istro-Roumains. A chacun de ces groupes ethnographiques,

correspond un dialecte distinct. Le dialecte des Roumains d'Istrie, qui n'a plus d'importance qu'au point de vue scientifique, car il n'est parlé que par quelques milliers de personnes, se distingue du Daco-Roumain, par le remplacement constant de la consonne *n* entre deux voyelles par *r*; par exemple, *bire,* bien (daco-roumain *bine*), *omiri*, hommes (daco-roumain *oameni*), *galire,* poule (latin *gallina*, daco-roumain *gâina*).

Le macédo-roumain, outre la présence dans son vocabulaire d'une quantité considérable de mots grecs, est caractérisé par toute une série de modifications phonétiques, dont voici les plus importantes :

1° Les chuintantes *g* (*dj*) et *c* (*tch*), du daco-roumain, deviennent des sifflantes, *dz* et *ts*. Ainsi *geana,* cil, *cinci,* cinq, deviennent en macédo-roumain *dzeana, tsints*.

2° Le *d* (avec cédille) provenant de *di* latin, qui, en daco-roumain, s'est réduit à un simple *z*, reste *dz;* exemple, *zic,* je dis *zi,* jour; macédo-roumain, *dzic, dzîc, dzuâ*.

3° Devant un *i,* les labiales *p, b, f, v, m,* font respectivement place aux palatales *ki*, *ghi*, *h* [1], *y, ñ*, comme dans les mots suivants :

[1] *H* a ici le son du χ grec devant une voyelle douce, c'est-à-dire celui du *ch* allemand dans *ich*. Dans *ki*, *ghi*, *li*, *l'i*,

Daco-roumain :	lupi (loups); macédo-roumain :	luki.
	bine (bien)	ghine
	fiu (fils)	hilïu
	vin (vin)	yin
	mie (mille)	ñilie

4° Enfin, le macédo-roumain, ainsi qu'on a pu déjà le constater par les exemples précédents, conserve les consonnes mouillées (ou palatales) *li*, et *ñ*, qui manquent complètement au daco-roumain.

Cependant, cette répartition géographique des dialectes n'est pas, en réalité, aussi rigoureuse et aussi simple qu'elle le semble par ce que je viens d'exposer. Les particularités caractéristiques de chacun d'eux ne sont pas restreintes aux régions indiquées plus haut comme étant leur séjour. Tandis qu'en Macédoine, le canton de Meglen, dans le vilayet de Salonique, nous offre un langage ayant conservé, en grande partie, la phonétique du daco-roumain, certains sous-dialectes de la Roumanie danubienne, notamment ceux de la Moldavie, de la Bucovine, de quelques parties de la Transylvanie, et même du nord-est de la Valachie, possèdent, comme le macédo-roumain, le changement des labiales en palatales.

La mutation de *n* en *r* ne se rencontre plus, ac-

qui ne sert qu'à mouiller la consonne précédente, se prononce très brièvement.

tuellement, en daco-roumain, qu'à titre exceptionnel, mais certains documents nous montrent que des dialectes où le rotacisme était la règle comme en istro-roumain, ont été parlés dans la région carpatienne, jusqu'au XVII[e] siècle. Ces documents sont un livre contenant les *Actes des Apôtres* (*Apostol*) manuscrit appelé *Codicele Voronetsean,* du nom du monastère de Voronets, en Bucovine, où il a été écrit. Cet « Apostol », qui figure au nombre des plus anciens documents écrits de la langue roumaine, remonte au milieu du XVI[e] siècle. Les textes dits « *Mahacene* », qui sont des traités populaires, sur différents sujets religieux, dus à un pope qui habitait Mahaciu, en Transylvanie (près de Turda), et écrivait entre 1580 et 1619, présentent la même particularité phonétique.

Signalons, enfin, que le dialecte du Banat, en Hongrie, possède, comme le macédo-roumain, l'*l* et l'*n* mouillées.

Nous avons vu, tout à l'heure, que les débuts de la littérature roumaine, s'étaient produits à une époque où l'influence du slavisme était encore dominante en Roumanie; aussi, les premières œuvres des écrivains roumains sont-elles des traductions du slavon, ayant, pour la plupart, un caractère religieux : *Écriture sainte*, *Vie des Saints*, *Recueils*

de Sermons. L'œuvre la plus importante de cette époque, est celle du diacre Coresi, qui comprend le psautier, les quatre évangiles et des explications sur les évangiles. Tous ces travaux furent imprimés à Brachov, en Transylvanie. La naissance de la littérature roumaine est cependant postérieure à l'introduction de l'imprimerie dans les principautés, car, dès 1542, on imprimait des livres slavons en Moldavie; mais ce n'est que vers 1640, que l'on commença, dans ce pays et en Valachie, à imprimer en roumain.

Dès la fin du xvie siècle, le slavisme était en décadence. Le nombre de ceux qui connaissaient la langue liturgique et étaient en état de l'enseigner, allait en diminuant; c'est ce qui décida les princes Mathieu Bassarab et Basile-le-Loup à rendre à la langue nationale, la place qui lui revenait naturellement dans la vie publique et à l'église. Ils ne faisaient en cela que suivre le mouvement populaire, car le nombre de livres de piété, et particulièrement de recueils de sermons (*cazanii*) et de catéchismes, publiés en roumain avant cette époque, montre que l'enseignement religieux en langue populaire était déjà entré dans les mœurs. Peut-être peut-on voir là une influence du mouvement protestant qui avait commencé à se faire sentir en Transylvanie dès le milieu du xvie siècle.

Mais l'heure n'était pas encore venue de l'émancipation de la langue roumaine. Tandis que décroissait l'influence slave, l'influence grecque naissait et se développait jusqu'à l'époque des Fanariotes, qui en fut, non le commencement, comme on le croit quelquefois, mais l'apogée. Depuis le milieu du XVII[e] siècle jusqu'à la fin du XVIII[e], c'est la littérature grecque qui sert d'inspiratrice et de modèle aux écrivains roumains. On traduit toujours des ouvrages religieux, mais d'après des originaux grecs. On commence aussi, il est vrai, à sortir du cadre exclusivement ecclésiastique de la période précédente. La littérature grecque, infiniment plus riche que la littérature slavonne, est en état de fournir des modèles bien plus variés.

Au XVII[e] siècle nous voyons apparaître les ouvrages historiques ; les uns, traduits du slavon ou du grec et traitant de l'histoire universelle, les autres, plus modestes, mais bien plus intéressants, rapportant simplement les traditions moldaves et valaques depuis la fondation des deux principautés. Ces chroniques, dont la plus ancienne est celle d'Urèké, grand-vornic[1] de Moldavie, sont les

[1] Grand vornic (*vel vornic*, en slave *velikiï dvornik*), dignitaire de la cour des princes roumains. La traduction littérale de ce titre serait grand maître du palais (de *dvor*,

premières œuvres réellement originales sorties d'une plume roumaine. Dans le domaine de l'histoire générale, le premier nom à citer est celui de Michel Moxa, moine olténien, qui vers 1620 traduisit une chronique slavonne.

Parmi les auteurs qui ont écrit dans les dernières années du XVIIe siècle et au cours du XVIIIe, il convient de nommer encore le métropolitain de Moldavie, Varlaam, dont une partie de l'activité littéraire fut employée à combattre les doctrines calvinistes, le métropolitain Dosoftei, auteur, entre autres ouvrages, d'un psautier en vers, le logofet[1] Miron Costin, le meilleur historien et aussi le meilleur écrivain de cette période. Outre plusieurs ouvrages relatifs à l'histoire de la Moldavie, on lui doit des poésies et même un traité de versification. Quelques-uns de ses ouvrages historiques furent continués par son fils Nicolas Costin. Citons enfin le prince Demètre Cantemir, qui, après avoir occupé pendant un an le trône de Moldavie (1711), se retira en Russie. Très érudit et d'une grande fécondité, ce prince écrivit de nombreux ouvrages traitant de philosophie, d'histoire, de géographie, voire même de musique; mais la plupart de ses

cour), mais les fonctions du Grand-Vornic étaient plutôt celles d'un ministre de l'intérieur.

[1] Chancelier (grec, λογοθέτης).

œuvres ont été rédigées en latin ou en grec moderne.

C'est dans les dernières années du XVIII[e] siècle que s'ouvre, pour la littérature roumaine, la période de renaissance définitive, dans laquelle la langue, s'émancipant des influences étrangères qui l'avaient jusqu'alors tenue enchaînée, ira demander des inspirations à la langue mère, le latin, ou à ses sœurs romanes plus avancées qu'elle-même. C'est à la Transylvanie qu'est due presque entièrement cette renaissance. L'incorporation de ce pays aux états autrichiens lui avait procuré, sinon une situation politique bien enviable, du moins une tranquillité matérielle qui faisait encore défaut aux principautés d'au-delà des Carpates. La langue roumaine avait été introduite dans le service religieux dès le temps du prince Georges Rakoczi, en 1643, à l'époque où la même réforme s'opérait en Valachie et en Moldavie. Sous le règne de Marie-Thérèse, on commença à organiser des écoles élémentaires où l'enseignement se faisait dans la langue du peuple. Mais l'événement qui eut incontestablement la plus grande influence sur la renaissance roumaine, ce fut l'union d'une partie de l'église roumaine orthodoxe de Transylvanie avec l'église romaine.

Cette union, opérée en 1697, laissait aux Rou-

mains *Uniates*, ou *Grecs-Catholiques*, selon la dénomination adoptée officiellement en Autriche, leurs coutumes religieuses et l'usage de leur langue dans la liturgie, mais elle eut cependant pour résultat de les mettre plus directement en contact avec l'Occident. Dans le but d'élever le niveau intellectuel du clergé uniate, de jeunes prêtres sortant des séminaires du pays furent envoyés à Rome pour y compléter leurs études théologiques. Là, au berceau du monde latin, au milieu d'un peuple qui offre tant d'analogie avec le leur, ils eurent conscience, plus qu'ils n'avaient pu l'avoir jusqu'alors, des origines et des destinées de leur race, et se préparèrent à travailler avec ardeur à son relèvement.

C'est, en effet, dans les rangs du clergé grec-catholique que nous trouvons les premiers et les principaux ouvriers de cette grande œuvre, Samuel Klein ou Micu, Sincai, Petru Maior, et plus tard Cipar. Hâtons-nous d'ajouter qu'ils ne furent pas seuls et que l'église grecque-orientale peut aussi se glorifier de noms illustres tels que celui de Georges Lazar, le créateur de l'enseignement roumain en Valachie.

L'activité littéraire de cette époque eut principalement un caractère pédagogique ; les œuvres capitales sont des grammaires, des dictionnaires, des

histoires du peuple roumain. En 1780, Klein publie, en collaboration avec Sincai, la première grammaire roumaine. Cette publication est le point de départ d'une réforme qui, bien que matérielle, n'est pas sans importance : la substitution des caractères latins aux caractères slaves pour l'écriture du roumain. Au cours des siècles précédents on constate bien quelques essais dans ce sens, par exemple une traduction du *Pater*, faite en 1593, par un Moldave, des catéchismes, l'un calviniste, un autre catholique, imprimés en 1648 et 1677 ; mais c'étaient là des faits isolés, sans aucune idée systématique ; la nouvelle école transylvaine, au contraire, pose en principe l'usage des lettres latines. Malheureusement, cette réforme, qui ne fut adoptée définitivement dans les principautés qu'en 1860, fut, en somme, le résultat d'initiatives individuelles. Il n'existait alors dans les pays roumains aucune autorité scientifique ou littéraire ayant qualité pour élaborer un système orthographique et l'imposer à tous. Il y eut donc autant de systèmes que d'écrivains.

Le latinisme était le principe fondamental de la nouvelle école; mais ce principe, juste en lui-même, devait être bientôt poussé dans ses conséquences jusqu'à l'exagération. Tombant dans la même erreur que les Grecs, certains grammairiens

roumains, non contents de dépouiller leur langue du vêtement étranger qui en cachait la véritable nature, de la régulariser et de la développer suivant sa voie naturelle, se donnèrent pour tâche de la transformer de façon à la rapprocher le plus possible du latin, en éliminant rigoureusement tous les termes d'origine étrangère, et même en modifiant les mots de source romane, de façon à leur rendre l'aspect extérieur, tout au moins, des mots latins correspondants. Des systèmes orthographiques conçus dans un tel esprit, aboutissaient à une représentation des mots n'ayant souvent qu'un rapport éloigné avec leur prononciation. Ce défaut se retrouve même chez des écrivains sérieux et modérés tels que Cipar, dont la grammaire possède, à beaucoup d'égards, une réelle valeur. Le système d'épuration à outrance reçut un moment une consécration officielle par la publication, sous les auspices de la Société académique, devenue plus tard l'Académie Roumaine, du Dictionnaire de Laurian et Massim, dont tous les termes non latins ont été soigneusement éliminés. Si de telles tendances avaient prévalu, on serait arrivé à avoir en Roumanie, comme en Grèce, deux idiomes différents ; à côté de la langue du peuple, de la langue naturelle, une langue artificielle, inaccessible à ceux qui ne sauraient pas le français et le

latin. Heureusement que l'exagération même de ces tendances amena leur échec, aussi bien sur le terrain de la grammaire et du vocabulaire que sur celui de l'orthographe. Il subsiste évidemment en Roumanie, comme dans tous les pays, du reste, une langue littéraire et une langue populaire, plus différentes, il est vrai, qu'ailleurs, parce que le développement de la première s'est fait presque entièrement sous une influence extérieure, celle de l'Occident, et que bon nombre de ceux qui la parlent et l'écrivent ont fait leurs études à l'étranger; mais on a définitivement renoncé à la latinisation artificielle, et plusieurs des meilleurs écrivains s'efforcent même de rapprocher le plus possible la langue qu'ils écrivent, de celle que parle la grande majorité de la nation. Au point de vue de l'orthographe, un mouvement qui pourrait avoir de très bons résultats mais qui jusqu'à présent ne possède encore qu'un nombre restreint d'adhérents s'est manifesté en faveur de l'adoption d'un système rigoureusement phonétique, dans lequel chaque son serait représenté par un signe unique et fixe. Malgré tout, une assez grande confusion règne encore sur ce terrain, et l'orthographe de l'Académie roumaine, basée sur un compromis entre l'étymologie et le phonétisme, est encore bien loin d'être acceptée par tout le monde en

dehors des sphères de l'enseignement officiel.

De Transylvanie, le mouvement intellectuel roumain pénétra dans les principautés. Dans les premières années de notre siècle, nous voyons se fonder l'enseignement secondaire en langue roumaine sous la forme modeste d'écoles d'arpentage, dirigées à Bucarest par Lazar, un Transylvain, et à Iassi, par Asaki, Moldave de naissance, qui avait étudié en Autriche, puis à Rome. La chute des fanariotes et leur remplacement par des princes indigènes devaient nécessairement donner un vif essor à la culture nationale, bien que l'occupation et le protectorat russe eussent introduit dans les pays roumains le système de compression morale et de méfiance à l'égard des choses de l'esprit qui est de tradition en Russie. Nous voyons cependant, en 1829, les débuts d'une branche littéraire qui prendra plus tard, sous une législation libérale, une extension considérable : la presse. Asaki fonde, à Iassi, l'*Abeille roumaine* (Albina româneasca), et Eliade Râdulescu, à Bucarest, le *Courrier Roumain* (Curierul românesc).

La première partie du mouvement de renaissance roumaine s'était produite principalement sur le terrain de la langue et de l'enseignement ; avec la période qui s'étend de 1830 à 1866, les préoccupations politiques prennent le premier rang,

l'étude de l'histoire et des traditions nationales est particulièrement en honneur. Cogâlnicean, qui deviendra l'un des hommes politiques les plus éminents de la Roumanie, s'occupe, à côté d'autres travaux inspirés par les besoins du moment, de publier les anciennes chroniques roumaines; Nicolas Bâlcescu écrit son *Histoire des Roumains sous Michel le Brave*. Les autres branches de la littérature ne sont pas cependant oubliées et la poésie, notamment, nous offre les noms d'Eliade Râdulescu, d'Asaki, de Const. Negruzzi, de C. Boliac, du transylvain Mureshan, l'auteur de la célèbre marche de 1848[1], devenue presque le chant national des Roumains.

Dans la période contemporaine, que l'on peut faire commencer au moment de l'union des deux principautés, la Roumanie, maîtresse d'elle-même, assurée de l'avenir, pourvue d'institutions libérales, peut donner tous ses soins à son développement moral aussi bien que matériel. Des écoles se fondent pour toutes les branches de l'enseignement et, à leur tête, s'élèvent les deux universités de Bucarest et de Iassi. Les Roumains, qui depuis le commencement du siècle sont allés chercher en France, en Allemagne, en Autriche, les enseigne-

[1] *Desceapta-te, Romăne.* (Réveille-toi, Roumain.)

ments de la science occidentale, commencent à voler de leurs propres ailes, et nous trouvons aujourd'hui, dans les différentes sphères de l'activité intellectuelle, des hommes dont la science est estimée, même en dehors des limites étroites de leur patrie, des philologues comme M. Hasdeu, des historiens, comme M. Tocilescu, auquel la Roumanie doit de précieuses découvertes archéologiques, MM. Urechia et Xenopol, auxquels on doit ajouter M. D. Stourdza, bien que son activité politique l'ait souvent détourné des travaux d'ordre purement scientifique, des critiques comme M. Titu Maiorescu, l'un des écrivains qui ont le plus contribué à fixer dans sa véritable voie, la langue littéraire roumaine.

Sur le terrain de la littérature pure, la préférence accordée par le public lettré, masculin ou féminin, aux œuvres étrangères, et surtout aux œuvres françaises que tout Roumain instruit est en état de lire en original, a nui, dans une certaine mesure, à l'activité des auteurs roumains. Plusieurs noms méritent cependant d'être cités, surtout dans le domaine de la poésie, admirablement servie par une langue si expressive et si harmonieuse. Ils sont tous dominés par celui du grand poète Alexandri, mort en 1890, et que Montpellier se souvient encore d'avoir couronné

douze ans auparavant (en 1878) lors de ses fêtes latines. S'inspirant surtout de la poésie populaire dont il a su s'approprier le charme simple et pénétrant, Alexandri cultiva cependant avec un égal succès les autres genres, la poésie épique, dans ses légendes empruntées à l'histoire ancienne ou contemporaine de la Roumanie, et même la poésie dramatique, assez délaissée jusqu'à présent par les écrivains roumains. Après Alexandri, on peut nommer Eminescu, qui laisse voir sous l'harmonie de ses vers toute la tristesse de son âme, puis, Jacques Negruzzi, et, parmi les plus récents, Cosbuc et Al. Vlahutsa.

La prose a été principalement cultivée sous forme de romans et de nouvelles par J. Creanga et J. Negruzzi, puis, parmi les écrivains de la jeune génération, par Al. Vlahutsa, B.-S. Delavrancea, J. Carageale, un des rares auteurs dramatiques roumains. Tous, à leur mérite littéraire, joignent celui de prendre leurs sujets dans les différentes classes de la société roumaine qu'ils nous dépeignent le plus souvent, malheureusement, d'un point de vue un peu trop pessimiste. Le *déceptionnisme,* suivant le terme employé par un critique de talent, M. Dobrogeanu-Gherea, domine la littérature contemporaine de la Roumanie.

Quelque rapide qu'ait été cette esquisse, on s'étonnerait de n'y pas voir figurer la gracieuse protectrice des lettres roumaines, S. M. la reine Élisabeth. Les œuvres de la royale Muse des Carpates, sont, en effet, bien que la moindre partie seulement en ait été écrite en roumain, consacrées presque toutes à la vie, à la nature, aux légendes de sa patrie d'adoption, qu'elles ont grandement contribué à faire connaître et apprécier. C'est donc sur le nom de Carmen Sylva, qui, au pays des Félibres, compte tant d'admirateurs, que je termine cette étude.

Montpellier, avril 1898.

FIN

TABLE

SAINT-DENIS. — IMP. H. BOUILLANT, 20, RUE DE PARIS. — 11957.